53è ANNEE Août 2011 N° 101

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes. Elles trembleront demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe** 1
- **Propriété et capital**
  ***Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain* (Fin)** 4
- **Histoire de la Gauche communiste.**
  - **L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive»** 13
- **Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers - IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920)** 24
- **Theses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien(*Il Soviet*, IIIe année, n°11, 11 avril 1920)** 26
- **Notes de lecture:**
  - ***Robert Camoin.* La doctrine économique de Sismondi et le marxisme** 28
  - ***Oliver Le Cour Grandmaison.* Coloniser Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial** 33
- **Roger Dangeville** 35

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US $ 4 / Algérie: 100 DA / Maroc: 20 MAD

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA, 100 DA, 4 DT, 20 MAD, USA + Cdn US $ 4, Amérique latine US $ 2 **- Abonnement simple:** Le prix de 4 numéros **-Abonnement de soutien:** Pour 4 numéros: 40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, 1000 DA, 40 TND, USA + Cdn US $ 40, Amérique latine US $ 10

Paiement par mandat ou chèque:
A l'ordre de ***DESSUS***,
Toute correspondance doit être envoyée à l'adresse ci-dessous:

CORRESPONDANCE

France : Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07

Suisse : Editions programme - Ch. de la Roche 3 1020 Renens

Italie : Il Comunista - C.P. 10835 - 20110 Milano

E-MAIL
leproletaire@pcint.org
ilcomunista@pcint.org
proletarian@pcint.org
elprogramacomunista@pcint.org

SITE INTERNET DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

www.pcint.org

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

« le prolétaire » - Journal bimestriel
Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA , 1 DT, 25 DA, 5 MAD, US $ 1,5
Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 €, 30 FS / £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15 €, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista » - Journal bimestriel en italien
Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - **Abonnement:** 8 €, 25 FS, £ 6 - **Abonnement de soutien:** 16 €, 50 FS, £ 12

«el programa comunista» - Revue théorique en espagnol
Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America latina: US $ 1,5 / USA et Cdn: US $ 3 - **Prix de soutien, le numéro**: 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. / America latina: US $ 3 / USA et Cdn: US $ 6

«Proletarian» - Supplément en anglais à «le prolétaire»
Le numéro: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US$ 1,5

Imprimé par nos soins

PROGRAMME COMMUNISTE
Theorical Review in french of the International Communist Party
Editorial office:Programme B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07; France

Payment by eurochek or international money order to: DESSUS
All correspondance should be send to the above address.

49e ANNEE Juin 2006 N° 99

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion anti-prolétarienne réactionnaire 1

le prolétaire

organe du parti communiste international

Pour l'organisation indépendante de classe
Les leçons des luttes du printemps

il comunista

organo del partito comunista internazionale

Iraq: guerra di rapina e di spartizione

il proletario

foglio di intervento sul terreno immediato del Partito Comunista Internazionale per la riorganizzazione operaia indipendente e per la ripresa della lotta di classe

Per un Primo Maggio proletario e di lotta!

Proletarian

Organ of the International Communist Party

Multiform and indissociable Tasks of the Class Party

NÚMERO 46 Diciembre de 2005

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NÚMERO

- Lo que distingue a nuestro partido 1
- Europa: lupanar burgués, galera proletaria 4
- Crítica del C.C.I.: Introducción 10
  - La Corriente Comunista Internacional: A contracorriente del marxismo y de la lucha de clase 11
  - *La C.C.I. o la oposición al poder revolucionario proletario.* A propósito de Cronstadt, Violencia, terror, dictadura, armas indispensables

el programa comunista

ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

Suplemento N° 6 al N° 27 de «el programa comunista» Marzo de 2006

Venezuela:
Crónica de una burguesísima "revolución bolivariana"

Les classes dominantes s'alarment aujourd'hui des révoltes dans les pays arabes Elles trembleront demain devant la révolution communiste pour laquelle les prolétaires auront su reconstituer leur parti de classe

1. Le fait que les révoltes qui ont éclaté dans les pays arabes, leur étendue et leur durée aient surpris les gouvernements locaux comme les gouvernements impérialistes a poussé les régimes tunisiens, égyptiens, libyens, syriens, et autres a tenter de les briser par une répression féroce et immédiate.

Mais cette répression n'a pas arrêté les mouvements, ce qui en dit long sur la puissances des tensions sociales qui mettent en mouvement les masses prolétarisées conscientes de n'avoir à **perdre que leurs chaînes** (c'est aussi ce qui explique que des prolétaires risquent la mort pour dans des embarcations de fortune pour gagner les rivages européens). La spontanéité avec laquelle ils ont réagi à des conditions de vie insupportables, sans aucune direction de partis, laïques ou religieux, sans alternative claire au régime contre lequel ils se heurtaient, a pu engendrer le mouvement à visée pacifique utilisant le nombre, la masse des manifestants comme seule arme de pression. La lutte contre une situation invivable trouvait comme objectif un simple changement de régime, parfaitement résumé dans le slogan *«Ben Ali, dégage!»*, *«Moubarak, va-t-en!»*.

Les impérialismes américain et européens on attendu que «la situation se clarifie» (déclaration du ministre des Affaires étrangères italien) pour estimer la force de résistance des régimes en place (qu'ils ont soutenu jusqu'au bout) et la force des mouvements de révolte dans lesquels l'absence de partis et organismes dirigeants avec qui ils auraient pu négocier, empêchaient toute tentative de pression de leur part. La prudence et les hésitations des puissances impérialistes devant ces événements ont été le signe d'une faiblesse politique: démonstration qu'en dépit de toute leur puissance économique et militaire qui leur permet d'étrangler les pays plus faibles, les grands centres capitalistes internationaux sont incapables de manoeuvrer à leur guise les mouvements sociaux et d'orienter les changements de la façon la plus conforme à leurs intérêts.

Mais ils ont toujours la capacité de reprendre le contrôle de la situation, en retissant, sur la base de leur prépondérance économique, les liens nécessaires avec les nouveau personnel politique remplaçant l'ancien; et cela restera vrai tant que les révoltes sociales ne se s'orienteront pas sur la voie de la lutte de classe, tant qu'elles ne deviendront pas des luttes prolétariennes révolutionnaires contre le capitalisme.

2. Le jeune prolétariat des pays d'Afrique du nord et du Moyen-Orient qui a montré sa combativité n'a pas derrière lui d'histoire et de tradition de lutte de classe et de révolution prolétarienne sur laquelle il pourrait s'appuyer, à la différence du prolétariat européen. Il a comme tradition la lutte anticoloniale, la lutte contre l'oppression nationale, la révolution nationale bourgeoise. Il a donc absorbé, en même temps que l'utilité du recours à la violence contre le pouvoir constitué, les orientations «populaires», nationalistes et interclassistes avec lesquelles les forces bourgeoises ont impulsé ces luttes. Cela ne peut pas ne pas renforcer les illusions interclassiste diffusées aujourd'hui par la petite-bourgeoisie selon lesquelles le but des révoltes doit être **plus de démocratie**, **plus de liberté**, **plus de marché**, c'est-à-dire, en définitive... **plus de capitalisme**!

Quand ce prolétariat a commencé à se poser le problème de l'organisation ouvrière, y compris sur le seul plan syndical, il n'a trouvé, si l'on excepte la courte exception des premières années de l'Internationale Communiste, que l'opportunisme stalinien qui a lui a barré la voie classiste en l'orientant dans l'ornière du national-populisme et de la collaboration entre les classes. De son côté, le prolétariat européen, en dépit de son histoire de lutte de classe, a été atteint avant le prolétariat des pays périphériques par les illusions démocratiques d'autant plus puissantes qu'elles s'appuient sur les bases matérielles solides de meilleures conditions de vie et de travail; les prolétaires des pays de jeune et faible développement capitaliste ne connaissent pas ces avantages dont jouissent encore les prolétaires des pays impérialistes, surtout dans les couches de l'aristocratie ouvrière, et qui ont pu en partie être concédés à ceux-ci grâce à leur exploitation bestiale

3. Un autre aspect qui caractérise la situation des prolétaires de ces pays est la forte tendance à l'émigration. La plus grande partie de cette émigration (due aussi aux guerres, aux famines, etc.) se fait entre ces mêmes pays; par exemple la retour forcé en raison de la crise économique de milliers et milliers de travailleurs égyptiens partis chercher un emploi dans les pays du Golfe a sensiblement contribué à l'exaspération des tensions sociales en Egypte. Mais le bourgeoisie européenne, particulièrement en Italie, mais aussi Espagne et en France s'inquiète des menaces que feraient poser à l'ordre social la venue d'une masse de travail-

leurs et de réfugiés fuyant les troubles de Tunisie ou de Libye, peut-être demain d'Algérie ou du Maroc. Fidèle à une vieille tradition remontant à l'époque esclavagiste, les bourgeois européens sont allés chercher une force de travail docile dans leurs anciennes colonies, en profitant également pour diviser les prolétaires entre nationaux et immigrés; aujourd'hui où le besoin de cette main d'oeuvre se fait moins sentir, ils multiplient les mesures pour réduire et renforcer leur **contrôle** de cette immigration, tout en continuant leur campagne raciste et xénophobe anti-ouvrière.

Le cas, monté en épingle par les autorités françaises pour susciter des réactions xénophobes parmi les prolétaires français, de quelques dizaines de prolétaires tunisiens, alors qu'en Tunisie même ce sont quelques **dizaines de milliers** de travailleurs et de réfugiés fuyant la Libye qui ont été le plus souvent accueilli avec solidarité par la population, est particulièrement représentatif de cette répugnante propagande à laquelle le prolétariat devrait et devra répondre par la **solidarité de classe**.

4. Les revendications politiques et sociales qui ont accompagné ces mouvements de révolte ne pouvaient avoir d'autre contenu et d'autre forme que celles de la démocratie bourgeoise. Mais à l'époque impérialiste la démocratie a complètement perdu les caractéristiques libératrices qu'elle pouvait avoir à l'époque des révolutions bourgeoises; le changement de régime dans les pays arabes ne sont pas des révolutions sociales: même s'il est relativement moins développé que dans les pays impérialistes, le capitalisme y est le mode de production dominant et la bourgeoisie y est la classe dominante, y compris quand c'est seulement une fraction de cette classe qui s'arroge l'essentiel du pouvoir économique et politique.

Cela signifie que les «ouvertures démocratiques» réalisées par les nouveaux régimes n'iront, pour les prolétaires et les masses pauvres, guère au delà d'un mince vernis camouflant la réalité de la domination sociale de la bourgeoisie. Les prolétaires ne pourront jouir des libertés qui leur seront promises d'organisation, de grève, de manifestation, d'expression et de presse, que s'ils réussissent à en imposer par leur lutte la réalisation effective. Malgré toutes les illusions démocratiques petites-bourgeoises, ces promesses obtenues au prix du sang, seront systématiquement remises en cause par les autorités et tout l'appareil étatique. A ceux qui ne douteraient, il suffit de montrer comment l'armée égyptienne menace les grévistes et comment la police tunisienne continue à réprimer et à tuer les prolétaires qui manifestent. Cela ne veut pas dire que les prolétaires doivent renoncer à lutter pour obtenir ces libertés car elles leur sont nécessaires pour mener d'abord la lutte élémentaire de défense contre les patrons et leur Etat, mais aussi pour s'éveiller à la vie politique et pouvoir entrer en contact avec le communisme révolutionnaire et son parti; cela veut dire que cette lutte sera d'autant plus efficace qu'elle s'insérera dans la véritable lutte de classe pour la défense des intérêts prolétariens au lieu de rester dans le cadre démocratique où elle ne peut que servir de force d'appoint aux aspirations des couches petites-bourgeoises.

Si les prolétaires n'arrivent pas à lutter de façon indépendante, de classe, pour défendre leurs intérêts **sur le terrain immédiat**, économique et politique, ils arriveront encore moins à lutter pour leurs intérêts historiques généraux, pour leur émancipation définitive du capitalisme, pour la révolution prolétarienne. La lutte pour les libertés sociales et politiques ne doit donc pas être comprise comme une lutte «pour la démocratie»: la démocratie est une méthode de gouvernement de la bourgeoisie que celle-ci adopte quand elle le peut à la place de la méthode autoritaire, parce qu'elle permet le mieux de dissimuler les oppositions entre les classes en prétendant que chaque «citoyen», quelle que soit sa position sociale, l'étendue de sa richesse et de sa propriété, en un mot, son appartenance de classe, possède la même parcelle de «souveraineté» et la même capacité à influer sur l'action politique de l'Etat au moyen des élections.

Mais la démocratie ne peut pas fonctionner comme antidote à la lutte de classe par la seule force de la propagande, si cette propagande ne s'appuie pas sur des facteurs **matériels**, c'est-à-dire sur la capacité à redistribuer par son intermédiaire quelques avantages, quelques améliorations ou au mois quelques atténuations aux problèmes sociaux, à une échelle plus large que le simple clientélisme qui accompagne toujours la domination bourgeoise.

C'est précisément cette capacité à la redistribution de quelques miettes de l'exploitation que les pays capitalistes peu développés ont beaucoup moins que les riches pays impérialistes qui peuvent encore aujourd'hui payer le prix de toute une gamme d'**amortisseurs sociaux**. La persistance des antagonismes de classe et le développement des luttes ouvrières permettront aux prolétaires de s'apercevoir de la nature réelle de la démocratie bourgeoise et leur donneront la possibilité de comprendre la validité des principes communistes: **révolution prolétarienne, destruction de l'Etat bourgeois, instauration de la dictature du prolétariat dirigée par le seul parti communiste, expropriation de la bourgeoisie renversée, guerre de classe contre ses tentatives de résistance et contre toutes les bourgeoisies alliées.**.

5. Dans les prises de position du parti sur ces mouvements, nous avons écrit qu'une page se tournait. Dans quel sens?

Dans le sens que cette vague de révolte qui secoue les pays Arabes, venant après la vague d'émeutes qui a touché les pays d'Afrique de l'Ouest au printemps 2008, parce qu'elle a été marquée par des affrontements sociaux de longue durée, signe le déclin des orientations religieuses et nationalistes qui jusqu'ici ont toujours réussi à récupérer et à dévier la colère des masses; mais aussi parce que cette vague possède, pour cette raison, des possibilités de **contagion au delà des frontières**, jusques et y compris chez les pays impérialistes européens où existe déjà un flux d'immigration prolétarienne venant de ces pays et qui risque de s'accroître sous l'effet des troubles actuels; la grande crainte des vieilles bourgeoisies européennes, expertes dans l'art du contrôle social, est l'arrivée éventuelle de masses prolétariennes n'ayant **rien à perdre**, prêtes à tout, non comme chair à canon dans une guerre bourgeoise, mais pour survivre, et l'exemple qu'elles pourraient donner aux prolétaires locaux.

Mais les prolétaires des grands pays impérialistes

et en particulier les prolétaires des pays d'Europe qui sont les plus proches, n'ont jusqu'ici pas reçu le message de combativité et de courageux mépris d'une féroce répression qu'envoient les prolétaires et les masses prolétarisées des pays arabes. Leur passivité envers leurs frères de classe en révolte, comme d'ailleurs leur faible solidarité avec les prolétaires immigrés et leurs luttes, montre en fait la difficulté qu'ils éprouvent toujours à entrer en lutte pour la défense de leurs intérêts de classe: abandonner une catégorie de travailleurs à l'arbitraire patronal revient à affaiblir toute la classe en permettant que cette catégorie soit utilisée pour renforcer la pression sur les salaires et les conditions de travail qu'exerce déjà la masse des chômeurs et des précaires.

La solidarité de classe n'est pas un principe moral ni un devoir humanitaire, mais un **besoin impérieux** de la lutte prolétarienne.

6. Toute lutte prolétarienne véritable, toute révolte effective contre l'ordre établi, même quand elle est prisonnière, comme c'est inévitable, d'illusions les plus diverses, fait entrevoir la solution aux crises dans lesquelles le capitalisme plonge cycliquement l'humanité, et en rapproche l'échéance: la révolution communiste, c'est-à-dire la lutte qui ne de limite pas à combattre les effets désastreux du capitalisme, mais qui va jusqu'à s'attaquer au capitalisme lui-même, lutte qui ne peut se mener victorieusement, en l'absence de son organe spécifique: le parti de classe internationaliste et international.

Au delà de l'état minuscule de nos forces actuelles, ce grand enseignement que les révoltes des pays arabes adressent aux prolétaires du monde, doit nous donner donc des raisons supplémentaires pour continuer sans relâche l'oeuvre de défense et de reproposition des principes et du programme marxistes, mais aussi des orientations classiste de lutte; l'oeuvre de critique non seulement de la société capitaliste et de ses idéologies, mais aussi des positions faussement révolutionnaires ou anticapitalistes qui réapparaissent sur la scène, prétendant comme toujours constituer le parti avec les éternelles méthodes opportunistes consistant à réviser, moderniser, améliorer le marxisme, le programme, la tactique ou l'organisation; l'oeuvre en un mot de préparation du futur **parti communiste mondial** qui auara la tâche de diriger le prolétariat de tous les pays dans la **révolution communiste intenationale**.

Le marxisme et la question palestinienne

(Brochure A4, 64 pages, Prix: 4 €, 8 FS)

La brochure que nous publions contient une série d'articles qui expriment une continuité non formelle, non de façade, mais de fond, une continuité sur la ligne marxiste correcte. Nous ne republions évidemment pas les articles contenant des positions fausses ou équivoques par rapport à cette ligne, mais nous ne cachons pas que de telles positions ont existé. Le travail de bilan de la crise du parti a consisté à passer au crible ces erreurs, de façon à être préparé à les combattre si elles réapparaissaient demain; nous renvoyons par exemple à ce sujet à l'article ci-dessous: «Points de repère sur la question palestinienne». Certains qui se réfèrent aux mêmes origines et qui prétendent représenter la véritable continuité du parti ont en réalité honte du véritable parti d'hier, de l'organisation réelle, faite de militants en chair et en os, qui a pu se tromper; ils préfèrent cacher les erreurs, parfois graves, comme on cache la poussière sous le tapis, plutôt que de les reconnaître, de s'y attaquer et de les surmonter. D'autres, quand ils reconnaissent et dénoncent les erreurs, les attribuent à X ou Y, à des individus particulièrement mauvais qui, on ne sait comment, ont fait dévier le parti (1).

Ils montrent ainsi que la continuité qu'ils revendiquent tous est purement formelle, donc fausse, et que leur vision du parti est au fond métaphysique, donc non marxiste. Il ne suffit pas de publier un journal avec la manchette «organe du parti communiste international» ou de s'auto-proclamer seuls héritiers de la Gauche communiste, pour l'être vraiment: en politique les déclarations d'intention ne valent rien si elles ne sont pas suivies de la démonstration de leur réalité dans les faits.

(1) Pour une critique des positions de différents groupes (issus du parti ou non: «Il Programma Comunista», «Il Partito Comunista», «Partito Comunista Internazionale - Schio», «Battaglia Comunista») sur la question palestinienne, voir «Il Comunista» n°80-81, août 2002

Au sommaire:

• • • Introduction • • • Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463 , Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002) • • • Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002) • • • Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° l6 février-avril 1989) • • • Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989) • • • Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12 , Aprile 1988) • • • Les masses palestiniennes dans l'étau de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août7sept. 1987) • • • Rompre l'isolement des masses palestiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982) • • • En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980) • • • Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) ○ La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient ○ Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires • • • La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973) • • • Annexes: ○ Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003) ○ Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe ○ Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois

Propriété et capital (Fin)

Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain

(Les chapitres précédents de cette étude d'Amadeo Bordiga, parue après la deuxième guerre mondiale sous le pseudonyme «A.Orso» dans la revue théorique qu Partito Comunista Internazionalista, ont été publiés sur les n° 97, 98, 99 et 100 de Programme Communiste)

XIV CAPITALISME D'ETAT

La propriété d'Etat. L'entreprise sans propriété et sans finance

Dans la forme étatique, la propriété du sol, des installations et de l'argent est accumulée à la disposition des entreprises capitalistes privées de production ou d'affaires, et de leur initiative.

La distinction fondamentale dans le tableau de l'économie capitaliste moderne est celle qui existe entre la propriété, la finance et l'entreprise. Ces trois facteurs que l'on retrouve dans toute entreprise productive peuvent ou non relever d'un titulaire unique.

La propriété concerne les biens immobiliers sur lesquels l'établissement a son siège: terrain, constructions, édifices à caractère immobilier. Elle produit une redevance locative qui, dégrevée de l'impôt foncier, donne la rente. Nous pouvons sans modifier la distinction économique, étendre ce facteur aux machines fixes, aux équipements et autres installations fixes et même aux machines mobiles et outillages divers, avec la seule précision que ces derniers s'usent rapidement, nécessitant un renouvellement plus fréquent et donc une dépense périodique significative (amortissement), en plus d'une coûteuse manutention. Mais qualitativement la même chose vaut pour les habitations, les bâtiments et les terres agricoles, étant donné que les marxistes repoussent la thèse selon laquelle il existerait une rente de base propre à la terre, qu'elle produirait indépendamment de tout travail humain. Donc, premier élément: la **propriété** qui produit un **revenu** net.

Le deuxième élément est le capital liquide d'exercice: il permet d'acquérir à chaque cycle les matières premières, de payer les salaires ainsi que de régler les honoraires et les dépenses de tout type et les impôts. Cet argent peut être avancé par un financier spécial, qu'il soit privé ou plus généralement une banque, qui ne s'intéresse à rien d'autre que d'en tirer un intérêt annuel à un taux donné. Pour faire bref, nous appellerons cet élément **finance** et sa rémunération **intérêt**.

Le troisième élément caractéristique est l'**entreprise**. L'entrepreneur est le véritable facteur organisateur de la production; c'est lui qui élabore les programmes, choisit les acquisitions et reste maître des produits qu'il cherche à placer sur le marché dans les meilleures conditions, et qui encaisse tout le revenu des ventes. Le produit appartient à l'entrepreneur. Le revenu de sa vente sert à payer toutes les divers frais correspondant aux éléments précédents: loyers, intérêts financiers, matières premières, main d'oeuvre, etc. Il reste cependant en général un excédent qui s'appelle le bénéfice d'entreprise. Donc troisième élément: l'**entreprise**, qui produit le **profit**.

La propriété a sa valeur qui s'appelle patrimoine, la finance a la sienne qui se dénomme capital (financier) et enfin l'entreprise elle-même a une valeur particulière et aliénable qui découle moins de secrets ou de capacités techniques de travail, que, comme on dit, du «fond de commerce», du volume d'affaires, de l'importance de la clientèle, que l'on estime liées à la «société» ou à la «raison sociale».

Rappelons que selon Marx à la propriété immobilière correspond la classe des propriétaires fonciers et au capital d'exercice et d'entreprise, la classe des entrepreneurs capitalistes. Ceux-ci se divisent ensuite en banquiers ou financiers et entrepreneurs proprement dits. Marx et Lénine ont clairement mis en évidence que la concentration des capitaux et des entreprises renforce l'importance des premiers, et que des affrontements d'intérêts sont possibles entre ces deux groupes.

Pour bien comprendre ce que signifient les expressions d' Etat capitaliste et de capitalisme d'Etat, et les concepts d'étatisation, nationalisation et socialisation, il faut faire référence à la prise en charge par les organes de l'Etat de chacune des trois fonctions essentielles que nous avons distinguées plus haut.

Le fait que toute la propriété foncière puisse devenir propriété d'Etat, sans que cela signifie pour autant que les limites du capitalisme aient été franchies et que les rapports entre bourgeois et prolétaires aient été bouleversés, ne fait plus tellement objet de polémique, y compris contre les économistes traditionnels. Les propriétaires fonciers auraient disparu en tant que classe, mais en investissant les indemnités versées par l'Etat expropriateur, ils se seraient transformés en banquiers ou entrepreneurs.

La nationalisation de la terre ou des aires urbaines n'est donc pas une réforme anticapitaliste; par exemple en Italie l'étatisation du sous-sol est déjà réalisée. L'exercice des entreprises se ferait par location ou concession, comme cela se passe pour les propriétés domaniales, minières, etc. (exemple des ports, docks).

Mais l'Etat peut assumer non seulement la propriété des installations fixes et équipements divers, mais aussi celle du capital financier en encadrant et absorbant les banques privées. Ce processus est complètement développé à l'époque capitaliste d'abord avec le monopole de l'impression des billets de banque que l'Etat accorde à une seule banque, puis avec des cartels obligatoires de banques et leur discipline centrale. L'Etat peut donc représenter plus ou moins di-

rectement dans une entreprise non seulement la propriété mais aussi le capital liquide.

Nous avons donc respectivement: propriété privée, finance privée, entreprise privée; propriété d'Etat, finance et entreprise privée; propriété et finance d'Etat, entreprise privée.

Dans la forme ultérieure complète, l'Etat est aussi titulaire de l'entreprise; il exproprie et indemnise le propriétaire privé ou, dans le cas d'une société par action, il acquiert toutes les actions. Nous sommes alors en présence de l'entreprise d'Etat; toutes les opérations d'achat de matières premières et de paiement des ouvriers y sont réalisées avec l'argent de l'Etat et tout le profit de la vente des produits lui revient. En Italie nous avons l'exemple du monopole du tabac ou des chemins de fer de l'Etat.

Ces formes sont connues depuis l'ancien temps et le marxisme a maintes fois répété qu'elles n'avaient aucun caractère socialiste. Il est tout aussi clair qu'une hypothétique nationalisation intégrale de tous les secteurs de l'économie productive ne constituerait pas la réalisation de l'objectif socialiste, contrairement à ce qu'affirme trop souvent l'opinion courante.

Un système où toutes les entreprises de travail collectif seraient étatisées et gérées par l'Etat, s'appelle capitalisme d'Etat. C'est une des formes historiques du capitalisme passé, présent et futur, complètement différente du socialisme. Est-elle différente de ce qu'on appelle le «socialisme d'Etat»? Le terme de capitalisme d'Etat veut faire allusion à l'aspect économique du processus et à l'hypothèse que les rentes, les profits et les bénéfices passent tous par les caisses de l'Etat. Le terme de socialisme d'Etat (toujours combattu par les marxistes et considéré dans de nombreux cas comme réactionnaire y compris par rapport aux revendications libérales bourgeoises contre le féodalisme) nous renvoie à l'aspect historique: le remplacement de la propriété privée par la propriété collective adviendrait sans qu'il y ait besoin de la lutte des classes et de la prise révolutionnaire du pouvoir, grâce à des mesures législatives prises par le gouvernement. C'est là la négation théorique et politique du marxisme. Il ne peut exister de socialisme **d'Etat**, d'une part parce que l'Etat actuel n'est pas celui de la société en général, mais celui de la classe dominante, c'est-à-dire capitaliste; et d'autre part parce que si l'Etat de demain sera bien celui du prolétariat, dès que l'organisation productive sera socialiste, il n'y aura plus ni prolétariat ni Etat, mais une société sans classes ni Etat.

Sur le plan économique, l'Etat capitaliste est peut-être la première forme qui permit l'industrialisme moderne. Au départ aucun individu privé ne pouvait réaliser la concentration nécessaire de travailleurs, de subsistances, de matières premières d'équipements qui n'était qu'à la portée des pouvoirs publics: Communes, Seigneuries, Républiques, Monarchies. Un exemple évident nous est donné par l'armement des navires et des flottes commerciales à la base de la formation du marché mondial, qui pour la Méditerranée part des Croisades et pour les océans des grandes découvertes géographiques, de la fin du Quinzième siècle. Cette forme initiale peut réapparaître comme une forme finale du capitalisme et ce processus est écrit dans les lois marxistes de l'accumulation et de la concentration. Réunies en masses puissantes par le centre étatique, propriété, finance et domination du marché sont des énergies mises à disposition de l'initiative entrepreneuriale et de l'affairisme capitaliste dominant, surtout avec l'objectif avoué de lutter contre l'assaut prolétarien.

Pour établir clairement qu'un gouffre infranchissable sépare le capitalisme d'Etat et le socialisme, il ne suffit pas des deux distinctions habituelles suivantes:

a) l'étatisation des entreprises n'est pas totale mais elle se limite à quelques unes d'entre elles, parfois dans le but d'augmenter le prix de marché au bénéfice de l'organisme étatique, dans d'autres cas pour éviter une hausse excessive des prix et des crises politico-sociales;

b) l'Etat qui gère les entreprises nationalisées, nombreuses ou pas, est toujours l'Etat historique de classe capitaliste, non renversé par le prolétariat, dont toute la politique sert les intérêts contre-révolutionnaires de la classe dominante.

Pour conclure que nous sommes en plein capitalisme bourgeois faut ajouter à ces deux critères importants, ceux qui suivent et qui sont tout aussi importants:

c) les produits des entreprises étatisées ont encore le caractère de marchandises, c'est-à-dire qu'elles sont mises sur le marché et peuvent être acquises avec de l'argent par le consommateur.

d) les travailleurs sont toujours rémunérés avec de l'argent et restent donc des salariés.

e) l'Etat gestionnaire considère les diverses entreprises comme des entités séparées, chacune ayant son bilan de recettes et de dépenses, comptabilisées en argent, dans les rapports avec les entreprises d'Etat ou autres, et il exige que ces bilans débouchent sur un bénéfice.

XV LA FORMATION DE L'ÉCONOMIE COMMUNISTE

Conditions du passage du capitalisme au communisme
Exemples de manifestations anticipées des formes nouvelles

Les caractéristiques du nouveau système de production et de distribution peuvent être données comme opposition dialectique aux obstacles qui en empêchent le développement. Recherches sur les manifestations partielles anticipées d'activités dans des formes non capitalistes.

Le terme de **production** et mieux encore d'**organisation** communiste est préférable à celui d'**économie** communiste pour ne pas tomber dans l'équivoque de la science bourgeoise qui définit comme fait économique non simplement tout processus relatif à la production par le travail humain et à la consommation pour les besoins humains, mais un processus qui tend à l'obtention d'un avantage dans une opération d'échange: elle exclut donc ce qui est réalisé par coopération ou par une socialité spontanée.

Il est faux que les marxistes, après avoir fait la critique des système utopistes (non parce qu'ils étaient trop fantastiques, mais parce qu'ils étaient jamais qu'une mauvaise copie de l'ordre capitaliste), se soient refusé à fournir une explication concrète des caractéristiques de la société future.

Chaque mouvement révolutionnaire précise avant tout devant les masses les formes anciennes qu'il veut détruire, dont il est devenu évident qu'elles ne sont désormais plus que des obstacles à une amélioration rendue possible par les ressources de la technique productive.

Par exemple: **abolition** de l'esclavage, de la servitude féodale. Notre formule est: abolition du salariat. Nous avons démontré que l'abolition de la propriété privée des moyens de production en est une simple paraphrase; et même la revendication exprimée négativement (chapitre III) plus complète qui inclue: abolition de la propriété sur les produits, du caractère de marchandise des produits, de l'argent, du marché, de la séparation entre entreprises et (devons nous ajouter) de la division de la société en classes et de l'Etat.

L'abolition de la séparation entre les entreprises sert à rappeler que la perspective marxiste d'une **seule** association productive est bien différente de celle d'un ensemble d'associations autonomes de groupes de producteurs qui échangent et négocient entre eux et dont les groupes ou conseils de producteurs sont les arbitres. Cette perspective est une idéologie de producteurs-propriétaires qui est commune aux plus diverses écoles dont nous avons fait la critique (Proudhon, Bakounine, Sorel, mais aussi: mazzinistes, sociaux-chrétiens et «ordinovistes»). Cette formule était déjà présente dans la règle, pour l'époque vraiment grandiose, de Saint Benoît.

Donc le «plan central unique», tendant à être mondial, est un élément caractéristique de l'organisation communiste de travail et de consommation.

Après avoir montré qu'un plan unique de l'Etat actuel, même s'il était centralisé et étendu à des fédérations et des unions inter-étatiques et s'il impliquait une discipline unitaire de la production et de la distribution, resterait entièrement capitaliste, il nous faut maintenant préciser l'ensemble des caractéristiques qui définissent qu'une organisation sociale n'est plus capitaliste.

Ayant contesté que la présence d'entreprises d'Etat autoriserait à dire que la société est devenue socialiste ou qu'elle est «mi-capitaliste, mi-socialiste»; ayant réfuté une telle analyse des phénomènes économiques contemporains, entièrement prévus, en rappelant qu'il s'agit de la concentration de la propriété, de la finance, du capital, du marché, parallèle à la concentration de la force politique, militaire, policière du capitalisme et expression de l'antagonisme révolutionnaire; il est nécessaire de définir quelle est la voie du processus de développement qui permet à un certain stade de constater l'organisation communiste.

La thèse correcte n'est pas la suivante: **tout** n'est partout que du capitalisme, plus ou moins concentré ou fragmenté, démocratique ou dictatorial, libéral ou planifié, tant que la révolution n'a pas brisé pas par la violence l'Etat politique bourgeois et instauré l'Etat de la dictature prolétarienne; ce n'est qu'à partir de ce moment qu'il est possible de commencer à voir, secteur par secteur, des formes d'organisation communistes prendre la place du capitalisme, et donc une économie en partie capitaliste et en partie communiste, en transformation rapide. En réalité le besoin urgent de dépasser les anciennes formes de production ne se présente pas dans notre acception seulement comme une revendication idéale, mais comme une évidence concrète qui condamne ces formes en montrant le rendement infiniment supérieur des nouvelles, avant même que la révolution politique ait eu lieu.

Par exemple l'esclavage s'est effondré en raison des récoltes des esclaves; mais auparavant et avant même que l'Etat ne le répudie, il était devenu manifeste que les entreprises fondées sur le travail des esclaves étaient en crise alors que prospéraient celles, petites ou moyennes, basées sur des producteurs libres ou employant des salariés. Le féodalisme vacilla parce qu'à une certaine époque les découvertes techniques et mécaniques démontrèrent que la production nécessitait moins d'effort dans les premières manufactures et entreprises agraires employant des travailleurs libres, que dans les corps de métier artisanaux et les campagnes féodales. En plein régime féodal une partie toujours plus grande de la production était donc déjà sous le mode capitaliste.

Il doit donc être possible de trouver dans le capitalisme avancé des échantillons d'organisation future communiste, non pas dans les entreprises d'Etat en tant que telles mais plutôt dans certains secteurs.

On peut prendre l'exemple de la poste qui est devenu un service d'Etat bien avant la révolution bourgeoise. Seuls des seigneurs privés très puissants pouvaient avoir leur courrier particulier, à pied ou à cheval, pour chacun de leurs messages. L'industrie de la poste avec ses grandes routes naquit pour le transport des personnes et des biens et ce n'est que par la suite qu'elle s'occupa de la correspondance. A l'origine c'était un service gratuit; mais très vite il devint payable par le destinataire qui pouvait cependant refuser la lettre et la taxe. Il est clair que de cette façon le service n'était pas rentable de façon sûre. L'invention du timbre remédia à tout; le service devint partout et pour toujours d'Etat, tout en restant mercantile.

D'autres exigences et découvertes plus complexes nous conduisent plus loin. Le télégraphe peut être payant lui aussi, mais pas la radio. Il est reconnu que la redevance des auditeurs est un impôt non un prix. L'écoute des radios non nationales est un service gratuit. L'écoute des radioamateurs en cas de danger ou de naufrages est devenu un service gratuit et volontaire.

Pour faire ressortir que la base du système mercantile concurrentiel est le monopole, Engels rappelle des ses premiers textes de 1844 la théorie exacte des économistes classiques: a une valeur toute chose susceptible d'être monopolisée (1). Par exemple l'air que nous respirons est plus vital que le pain; mais comme il ne peut être monopolisé, il n'a pas de **valeur**, on ne le paye pas. On dit alors que la **nature** le fournit en quantité **illimitée**.

Il y a cependant des exemples où il est impossible de fixer des limites même à des prestations non naturelles. Les hôpitaux pour traumatismes accueillent celui qui se casse une jambe; mais ils ne refusent pas celui qui, à peine sorti, se casse l'autre jambe. Le service d'extinction des incendies non seulement est gratuit, mais en outre il ne subordonne pas son intervention à d'éventuels précédents sauvetages au même endroit ou concernant la même personne. Il existe donc des services non mercantiles et illimités. D'autres exemples en sont l'utilisation des voies publiques ou le fait de boire à une fontaine publique, etc., qui ne sont soumis à aucun impôt.

On peut objecter que le pompier et l'infirmier sont payés avec un salaire et en argent et que donc ces secteurs ne peuvent être un exemple de rapport communiste.

Si nous prenons l'exemple de l'armée, nous voyons une communauté dont les composants sont tenus à une certaine activité, pas toujours destructive, sans être rémunéré en argent mais par des distributions en nature, et dans un certain sens non limitées.

Il n'y a pas de rapport entre l'activité, militaire ou non, que réalise un détachement particulier par rapport à un autre, et la quantité d'approvisionnement au sens large, y compris la nourriture, les uniformes, les moyens de transport, etc. qu'il consomme à la charge de l' «intendance» centrale.

Il est donc évident que peuvent exister dans certains cas des activité humaines organisées sans paiement en argent; dans d'autres cas sans qu'il y ait un rapport entre la consommation de subsistances et le travail fourni ou le produit obtenu; dans d'autres enfin sans l'exigence que pour chaque entreprise il doive rentrer plus d'argent qu'il n'en sort. Au contraire les exigences les plus larges et les plus modernes de la vie collective ne peuvent être satisfaites qu'**à la condition** de sortir des critères mercantiles et comptables que l'on pourrait appeler les «critères de bilan». Par exemple, lors de la lutte contre les calamités naturelles, comme les épidémies, les inondations, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, non seulement il n'est pas demandé un paiement aux populations secourues, mais on essaye de mobiliser par des dispositions centrales tous les habitants valides de la zone, sans salaire, et les subsistances et autres secours sont distribués à tout le monde sans être payés.

Il ne devrait y avoir aucun doute que la «civilisation» capitaliste qui, après sa phase d'accroissement gigantesque de la productivité du travail humain, se met à produire en série destructions, conflits, guerres d'extermination y compris des non-combattants, doive aujourd'hui être traitée comme un **sinistre**, comme un désastre permanent répandu sur toute surface de la terre.

En conclusion, il existe bien dans l'activité organisée actuelle, des services et des activités dont la structure fait comprendre non seulement que le communisme est réalisable, mais qu'il est nécessaire et historiquement imminent; cependant ces exemples ne se trouvent pas dans l' «étatisation» des entreprises productives, industrielles ou agricoles, mais dans les cas où l'équation mercantile entre travail dépensé et valeur produite est dépassée pour arriver à la forme supérieure de gestion et de discipline «physique» des oeuvres sociales humaines qui ne peut se représenter en partie double et en actif de bilan, mais qui est dirigée rationnellement selon la plus grande utilité générale, à travers des projets et des calculs où n'entre plus l'**équivalent monétaire**.

XVI PHASES DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE EN RUSSIE APRÈS 1917

Prédominance dans l'économie russe contemporaine du caractère capitaliste, en raison de l'existence en partie dissimulée d'entreprises internes et externes dont l'activité se déroule dans une cadre mercantile et monétaire

Une histoire économique de la Russie n'a pas été écrite, et il n'existe pas de données suffisantes pour que, non pas un auteur mais une organisation de recherche indépendante (expression qui dans la période actuelle n'a aucun sens) puisse en faire une description complète, comparable à celle qu'a réalisée Marx pour la naissance et la vie du capitalisme anglais et européen en général. D'abord les pouvoirs de la classe capitaliste victorieuse ne sont pas nés hermétiques ni ésotériques; dans les premiers temps ils n'avaient pas intérêt à camoufler les données de leur économie, qu'ils croyaient ingénument «naturelle» et éternelle; le marxisme put ainsi trouver en Angleterre non seulement des théories économiques qui s'étaient hissées à un niveau notable (d'où elles ont reculé rapidement), mais surtout une quantité énorme de données authentiques. Ce qui n'est pas possible aujourd'hui pour la Russie.

Il faut dissiper l'équivoque fondamentale qui réside dans le concept de modèle. La théorie selon laquelle la révolution politique, la première bataille ouverte du prolétariat, peut et doit se livrer au point de moindre résistance historique, est absolument juste, et peu importe si Petrograd en 1917 était la capitale d'un pays moins développé que la France à l'époque de la Commune de Paris. Les communistes révolutionnaires ne doivent pas abandonnent cette position solide qui permet de se moquer de ceux qui disaient: vous êtes allé en Russie? Alors faites la propagande de la preuve que le communisme fonctionne parfaitement comme organisation productive.

Lénine a dit et écrit cent fois que du point de vue marxiste un modèle isolé de socialisme n'était pas quelque chose de sérieux, et que pour avancer de façon décisive vers le socialisme, il fallait prendre Berlin, Paris et Londres, ce qui n'a pas eu lieu. Il est donc nécessaire de préciser clairement les données économiques et les positions sociales programmatiques **dans les diverses périodes**, en revendiquant les positions des bolcheviques de 1903 à 1917, de 1917 à 1923 environ, et en démontrant la nature de plus en plus contre-révolutionnaire du point de vue ouvrier dans les périodes qui ont suivi: destruction du groupe révolutionnaire bolchevik; alliance avec les puissances capitalistes occidentales, allemande d'abord, anglo-américaine ensuite; période actuelle de propagande de la collaboration de classe dans tous les pays et à l'échelle mondiale.

1. La naissance du capitalisme russe dans des zones limitées est due à l'initiative de l'Etat féodal et non à la formation d'une puissante bourgeoisie (1700 - 1900).

2. Dans la période où la Russie était la seul nation européenne non gouvernée par la bourgeoisie, ce qui empêchait la diffusion de la production capitaliste sur cet immense territoire, il était juste que le prolétariat et son parti révolutionnaire assument les problèmes de deux révolutions immédiatement soudées. Du point de vue politique il en résulta que la Russie fut le pays le plus favorables pour la tactique du défaitisme révolutionnaire dans la guerre (1900 - 1917).

3. Les mesures sociales prises immédiatement après la prise du pouvoir par le parti prolétarien ne pouvaient être que des mesures empiriques et provisoires, et non des «modèles» pouvant servir à la «propagande»; l'essentiel était en effet de vaincre les forces contre-révolutionnaires a) féodales; b) bourgeoises, démocratiques et des opportunistes internes; c) étrangères, non en résistant indéfiniment aux interventions armées, perspective historique illusoire, mais en attaquant les métropoles bourgeoises par la révolution de classe en leur sein.

Comme Lénine l'a décrit, le cadre économique russe était un mélange de **toutes** les formes économiques: prémercantiles (communisme primitif, seigneurie et théocratie asiatique, féodalité agricole); mercantiles (capitalisme industriel, commercial et bancaire, pro-

priété privée libre agricole); post-mercantile (premières réalisations du «communisme de guerre», c'est-à-dire de guerre sociale: pain, logement, transports gratuits dans les villes, etc.). Dans un tel cadre transitoire les nationalisations d'usine, d'entreprises, de banques et de propriétés agricoles sont bien des mesures révolutionnaires, mais d'une révolution **capitaliste**. Il en est de même pour les réquisitions de blé sans paiement, imposées de force aux paysans, transformés rapidement de serfs de la glèbe en producteurs autonomes. Les révolutions bourgeoises ont accompli des choses de ce genre, comme le montre l'histoire (1917-1921).

4. Lénine a sèchement affirmé tout cela au moment de la N.E.P. Trotsky qui partageait ces orientations, expliquait que c'était du socialisme avec la comptabilité capitaliste; mais en fait c'est précisément le type de comptabilité qui définit la forme économique. L'expression marxiste correcte était: capitalisme avec comptabilité capitaliste, mais avec les registres tenus par l'Etat prolétarien. On eut le libre marché, la libre production artisanale et petite-bourgeoise et la libre culture petite et moyenne de la terre: autant de formes arrivées à maturité et prêtes à jaillir, mais qui étaient jusqu'alors étouffées par les structures gouvernementales féodalo-tsaristes.

Dans la perspective de Lénine le danger de ce tournant était précisé sans détour: formation d'une classe et d'une accumulation capitalistes, inévitables dans le cadre de la liberté de commerce. Lénine pensait que la révolution prolétarienne en Occident aurait éclaté **plus rapidement**. C'est alors seulement que les mesures **despotiques** ultérieures d'intervention dans l'économie russe auraient pu prendre une direction socialiste (1921-1926).

5. Après l'abandon de la perspective de la révolution politique dans les pays capitalistes, la prétendue théorie du socialisme dans un seul pays et les interventions centrales du pouvoir d'Etat pour réprimer les forces de la petite et moyenne culture agricole, du commerce et de l'industrie et empêcher qu'elles deviennent des forces politiques, sont des manifestations de capitalisme d'Etat, sans aucun caractère prolétarien ou socialiste. La maturité générale de la technique qui est dans une certaine mesure un patrimoine international, et donc le démarrage d'un capitalisme et d'un industrialisme à un degré de productivité technique énormément supérieur à celui qu'il avait connu en Angleterre en France ou en Allemagne, abrégèrent les étapes de la concentration et de l'accumulation.

L'Etat qui était né comme Etat du prolétariat victorieux dégénéra en Etat capitaliste, se transformant - seule façon pour arriver à la production par grandes entreprises - en donneur de travail au prolétariat industriel russe et en grande partie au prolétariat agricole; dès lors sa politique n'avait plus la dynamique des rapports avec la classe prolétarienne des pays capitalistes, mais la dynamique des rapports avec les Etats bourgeois, que ce soit des alliances, des guerres ou des accords.

6. Dans la situation originale qui s'est ainsi créée, l'économie capitaliste de marché et d'entreprises subsiste totalement. La difficulté à identifier le groupe physique d'individus qui remplace la bourgeoisie qui ne s'est pas formée de façon spontanée ou qui, lorsqu'elle s'est constituée sous le tsarisme, a été détruite après octobre 17, n'est un problème grave que pour le mode de penser démocratique et petit-bourgeois avec lequel la classe ouvrière a été intoxiquée pendant des décennies par ses prétendus dirigeants. Au fur et à mesure que la propriété de l'usine et de l'entreprise bourgeoises cesse d'être personnelle pour devenir collective et anonyme, puis «publique», la bourgeoisie, qui n'a jamais été une **caste**, mais qui est née en défendant le droit à une égalité «virtuelle» totale, devient «un réseau des sphères d'intérêts qui se constituent dans le cadre de chaque entreprise». Les personnages de ce réseau sont très variés; ce ne sont plus les propriétaires, les banquiers ou les actionnaires, mais de façon toujours plus grande, des affairistes, des conseillers économiques, des **businessmen**. Une des caractéristi-ques du développement de l'économie est que la classe privilégiée a un matériel humain toujours plus changeant et fluctuant (le roi du pétrole qui était huissier, etc.).

Comme à toutes les époques, ce réseau d'intérêts, et de personnes qui apparaissent plus ou moins, a des rapports avec la bureaucratie d'Etat, mais n'est pas la bureaucratie; il a des rapports avec des «cercles d'hommes politiques», mais n'est pas le personnel politique.

Surtout, sous le capitalisme, ce réseau est «international»; aujourd'hui il n'y a plus de classes bourgeoises nationales, mais une bourgeoisie mondiale. Il existe plutôt les **Etats nationaux** de la bourgeoisie mondiale.

L'Etat russe est aujourd'hui un de ceux-ci, mais avec une origine historique particulière. Il est en effet le seul qui est né de deux révolutions soudées dans la victoire politique et insurrectionnelle; il est le seul qui a abandonné sa deuxième tâche révolutionnaire mais n'a pas encore achevé sa première: faire de toutes les Russies une aire d'économie mercantile. Avec les profondes conséquences qui en découlent en Asie.

La voie la plus rapide pour accomplir cet objectif sans lequel il est impossible de lutter - ou de forniquer - victorieusement avec les autres Etats nationaux, est celle de la propriété d'Etat de la terre et du capital, la plus chaude et la plus féconde des couveuses d'un jeune et vigoureux système mercantile et d'entreprises.

La clé de la critique marxiste est que le capitalisme ne détruit pas les forces productives par la consommation très limitée de plus-value des patrons d'entreprise, mais par la compétition destructive et bestiale entre entreprises et entre groupes d'affairistes (ou de parasites) que chacune d'elles nourrit; dans l'anatomie de la société russe où il n'est pas très commode de réussir à introduire le bistouri, non seulement ce phénomène parasitaire est bien présent, mais il atteint même son maximum de virulence.

XVII UTOPIE, SCIENCE, ACTION

Unité dans le mouvement prolétarien révolutionnaire de la théorie, de l'organisation et de l'action

Le mouvement prolétarien révolutionnaire possède la théorie positive du développement social et des conditions de la révolution communiste. La conservation de la ligne correcte dépend de la continuité, de la cohérence et de la rectitude de l'orientation de l'action.

Par les expressions de socialisme (scientifique), de communisme (critique), on entend l'ensemble d'une interprétation du processus des faits sociaux humains, de l'attente et de la

revendication que le processus futur présentera certaines caractéristiques données, de la lutte que mène la classe laborieuse pour y arriver et des méthodes de cette lutte. Cette interprétation contient implicitement l'affirmation qu'il est possible d'établir à grands traits les lignes du développement futur et en même temps qu'une mobilisation des forces est nécessaire pour faciliter et accélérer ce développement.

Tous ces aspects sont ouvertement exprimés dans le marxisme - au point que depuis qu'il a été formulé, même ceux qui voudraient l'ignorer ont à chaque pas affaire à lui; mais ils se retrouvent aussi dans tous les «systèmes» antérieurs, même si c'est sous une forme grossière.

Laissant de côté les questions abstruses - comme de considérer une illusion commune à des théoriciens, des écrivains, des propagandistes ou des militants de partis de toutes tendances, celle qui vaut la peine de peser sur les événements sociaux, d'en étudier le développement et de se battre pour lui -, nous relèverons que toute manifestation d'attente du futur, toute lutte pour «changer les choses», présuppose une certaine expérience et une certaine notion du passé et de la situation présente; et que d'autre part toute étude, toute description du passé et des faits contemporains n'a jamais été menée que pour arriver d'une façon ou d'une autre à des prévisions plausibles et des conclusions pratiques. Nous devons nous limiter à constater qu'il en a été ainsi pour tous les mouvements réels, sans nous aventurer dès le départ dans les vains dilemmes métaphysiques du finalisme ou du mécanisme.

Les êtres et les groupes humains, indifférents à savoir «où on va» ou à essayer de changer le sens du mouvement, ont toujours également trouvé sans intérêt une recherche purement cognitive et descriptive qui se contenterait d'enregistrer ses résultats sans se soucier de rien d'autre et sans que cela n'ait aucune utilité. S'il était possible de photographier la réalité du monde, il ne faudrait prendre qu'un seul cliché: quand on en fait une série, cela signifie qu'on cherche des règles d'uniformité et de changement entre les divers clichés, et cela afin d'être capable de dire plus ou moins ce que montrera la photo suivante avant qu'elle soit prise.

Les groupes humains ont en réalité commencé par des tentatives de connaître le futur avant d'avoir édifié des systèmes y compris rudimentaires de connaissance de la nature et de l'histoire des événements passés. Le premier système est la tradition héréditaire de notions qui disent comment se prémunir de difficultés, de dangers, de cataclysmes; ce n'est qu'après que vient l'enregistrement y compris embryonnaire des données et des faits passés et actuels. La chronique naît après l'usage. L'instinct des animaux lui-même, qui se limite à une première forme de connaissance quantitativement réduite, règle leur comportement selon des événements futurs à éviter ou à faciliter; un spécialiste du sujet en donne cette belle définition: «l'instinct est la connaissance héréditaire d'un plan spécifique de vie». Quiconque dresse et possède des **plans**, travaille sur des données du futur. Mieux encore, si nous mettons l'adjectif «spécifique» en rapport avec l' «espèce»: non pas un plan quelconque, mais «un plan pour l'espèce».

Pour faire un bond au dessus de tout le cycle historique, le communisme est la «connaissance d'un plan de vie pour l'espèce», c'est-à-dire pour l'espèce humaine.

Dans la conception utopique, le communisme voulait élaborer le futur en oubliant ou en négligeant le passé et le présent. Le marxisme a donné la critique la plus complète et la plus achevée de l'utopie en tant que plan ou rêve d'un écrivain ou d'une secte illuminée qui semblait dire: rejoignez-nous, le problème est résolu, comme il l'aurait été il y a mille ans si nous avions été là avec le même plan.

Selon le marxisme, tous les systèmes de pensée et d'idées, religieuses ou philosophiques ne sont pas le produit de cerveaux individuels; ils sont l'expression, peut-être informe, des acquis du savoir d'une certaine époque sociale, ordonnés pour servir à ses règles de comportement. Ils ne sont pas la cause, mais le produit du mouvement historique général. Au cours de leur succession, ces systèmes se trouvent parfois vieillis parce que leurs formulations reflètent des conditions dépassées; dans d'autres cas ils sont des précurseurs du fait que, étant le produit de la décomposition de ces vieilles structures et de leurs contradictions, ils expriment le futur. Ainsi, face à la loi et à la coutume de l'époque esclavagiste, la revendication qu'un homme ne devait pas être la propriété d'un autre homme prenait la forme mystérieuse de l'égalité des âmes devant un dieu unique. Ceci n'est pas arrivé parce que le dieu se serait décidé à se révéler, mais à cause de l'inadaptation et de la décomposition de la production esclavagiste: les chrétiens appliquèrent l'esclavage aux noirs lorsque de nouvelles conditions (comme de nombreuses terres devenues disponibles avec peu d'habitants à la suite des découvertes géographiques) le rendirent à nouveau possible.

Bref, les idées d'un dieu unique et de l'immortalité de l'âme, n'ont pas été émises par hasard; elles disaient sous une autre forme que les temps approchaient où chaque travailleur serait libre de sa personne. Pour les croyants, les idéologues et les juristes, il s'agit d'une conquête de la **personne humaine**; pour nous, il s'agit de la conquête, venue à son heure, d'un nouveau et plus efficace «plan de vie de l'espèce».

En conséquence, tout en rendant hommage aux utopistes du dix-huitième siècle qui exprimaient de façon approximative la maturité des conditions, le marxisme en montre la faiblesse: leur incapacité à savoir mettre en rapport la fin de l'économie basée sur la propriété privée non seulement de l'homme sur l'homme, mais aussi de l'homme sur le travail de l'homme, avec l'achèvement du cycle d'une forme sociale particulière, le capitalisme.

L'utopisme est une anticipation du futur; le communisme scientifique le rappelle à la connaissance du passé et du présent parce qu'une anticipation arbitraire et romantique du futur ne suffit pas: il faut une prévision scientifique, prévision qui est rendue possible par la maturation complète de la forme capitaliste de production, et qui se rattache strictement aux caractères de celle-ci, de son développement et des antagonismes particuliers qui naissent en son sein.

Alors que dans les anciennes doctrines le mystère et les mythes étaient des expressions de la description des événements passés et présents, et que la philosophie moderne de la classe capitaliste se vante (avec toujours moins de vigueur) d'avoir éliminé ces éléments fantastiques de la science des faits enregistrés jusqu'ici, la nouvelle doctrine prolétarienne élabore les lignes de la science du futur, entièrement débarrassée de tout élément arbitraire et passionnel.

Si une connaissance générale de la nature et de l'histoire (qui en fait partie) est possible, elle comprend de

manière indissociable la recherche du futur: toute polémique solide contre le marxisme ne peut se mener que sur le terrain de la négation de la connaissance humaine et de la science.

Il ne s'agit pas ici de donner le cadre complet de ce problème; mais d'éliminer les déformations qui, prétendant admettre l'analyse marxiste originale et insurpassable de l'histoire humaine et de la structure sociale capitaliste, en arrivent ensuite, par défaut d'énergie, à des positions sceptiques, agnostiques et élastiques sur l'**itinéraire** précis de l'avenir révolutionnaire et sur la possibilité qu'il ait pu pour l'**essentiel** être connu et tracé, dès le moment où la classe prolétarienne est apparue en masses puissantes sur la scène sociale.

Après avoir réglé leur compte aux prophètes, il en fût de même avec les Héros que les vieilles conceptions de l'histoire plaçaient au sommet, que ce soit sous la forme des grands capitaines ou des sages législateurs et des hommes d'Etat. Inutile de dire ici aussi que comme tous les systèmes prophétiques, les hauts faits des conquérants ou des grands politiques sont analysés par la critique marxiste comme l'expression ou le résultat de l'effet profond des «plans de vie» qui s'imposent, vieillissent et se succèdent.

La nouvelle doctrine ne peut donc pas être liée à un système de tables ou de textes qui aurait existé avant le début de la bataille; de même qu'elle ne peut se fier au succès d'un chef ou d'une avant-garde riche de volonté et de force. Prophétiser **un** futur ou vouloir réaliser **un** futur sont des positions également inadéquates pour les communistes. A la place il y a l'histoire de la lutte d'une classe considérée comme un cours unitaire, dont à tout moment particulier seule une partie s'est déjà déroulée, l'autre étant à venir. Les données du cours futur sont aussi fondamentales que celles du cours passé. Du reste les erreurs et les déviations sont tout aussi possibles dans l'évaluation du mouvement précédent que dans celle du mouvement futur, comme le prouvent toutes les polémiques des partis et du parti.

Par conséquence le problème de la praxis du parti n'est pas de savoir le futur, ce qui serait peu, ni de vouloir le futur, ce qui serait trop, mais de «conserver la ligne du futur de sa classe».

Il est clair que si le mouvement ne sait pas l'étudier, la comprendre et la connaître, il ne sera pas non plus en mesure de la conserver. Il est tout aussi clair que si le mouvement ne sait pas faire la différence entre la volonté des classes constituées ennemies et de la sienne, il a également complètement dévié de la ligne correcte et la partie est perdue. Le mouvement communiste n'est pas une question de pure doctrine, ni de pure volonté; cependant le défaut de doctrine comme le défaut de volonté le paralysent. Et défaut veut dire absorption d'**autre**s doctrines, d'**autres** volontés.

Ceux qui raillent la possibilité de tracer, étant à mi-chemin, un grand itinéraire historique (comme quelqu'un qui ayant descendu le cours d'un fleuve jusqu'à mi-parcours se mettait à en dessiner la carte de la source à l'embouchure, ce qui n'est pas hors de portée de la science physique géographique), sont conduits ou à exclure toute possibilité d'influence des individus ou des groupes sur l'histoire, ou à l'exagérer, en ce qui concerne l'avenir immédiat.

Les erreurs volontaristes étaient présentes dans les deux grandes déviations de la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième. Tout en prétendant conserver la doctrine classique comme moyen d'étude de l'histoire et de l'économie, le réformisme affirmait qu'il était illusoire de vouloir tracer le cours futur; il se contentait d'oeuvrer pour des objectifs partiels et limités à modifier à chaque fois. Son mot d'ordre était: «le mouvement est tout, le but n'est rien», ce qui équivalait à dire: «les principes ne sont rien, le mouvement est tout». Dans une telle orientation, naît le doute sur les intérêts à court terme de la classe ouvrière et ceux de ses dirigeants: les uns comme les autres pourraient être opposés à l'objectif de classe général et à long terme. D'où l'opportunisme. L'autre école, le syndicalisme révolutionnaire, refusait le déterminisme, acceptant la doctrine de la lutte de classe économique et l'utilisation de la violence, mais pas la lutte politique. Ce qui le mettait en dehors de la lutte pour le cours général de classe. Le réformisme et le syndicalisme révolutionnaire confluèrent dans la dégénérescence social-patriote.

La Troisième Internationale et le parti russe ont connu une dégénérescence semblable pendant le second quart du siècle actuel: abandon de la ligne du but général de classe pour la recherche des résultats immédiats, locaux et changeants selon les situations.

La question de l'action communiste, de la stratégie, de la tactique ou de la praxis est la même question, c'est-à-dire de la **conservation de la ligne du futur** de classe, et cette question est posée depuis l'apparition sociale de la classe prolétarienne. Que les réponses varient selon les époques et selon les pays, cela n'est pas contestable; mais dans cette succession de solutions, il doit y avoir une continuité et une r**ègle**, dont l'abandon fait s'égarer le mouvement. A cette lumière les questions d'organisation et de discipline dépassent le constitutionnalisme de formes juridiques liant base, cadres et centre, pour faire en sorte que le centre dirigeant s'engage à ne pas abandonner la «règle» d'action sans laquelle il n'y a pas de parti et encore moins de parti révolutionnaire.

Si personne ne conteste donc que dans les pays où la bourgeoisie devait encore renverser le pouvoir féodal, le prolétariat ne pouvait pas ne pas soutenir cette lutte, la gauche marxiste a voulu faire adopter la règle selon laquelle dans les pays capitalistes, on ne pouvait passer des alliances avec des fractions de la bourgeoisie. A l'époque de Lénine la critique et la politique prolétariennes assimilaient à celles-ci les partis qui, bien que se disant ouvriers, refusaient le principe de l'action violente et de la dictature du prolétariat.

La gauche devait combattre dans la Troisième Internationale la tactique du front unique avec les partis sociaux-démocrates, comme étant une nouvelle forme de gradualisme et de possibilisme.

Battue organisationnellement, elle remporta la partie sur le plan théorique en prévoyant que cette tactique allait conduire à la collaboration avec des partis, des classes et des Etats capitalistes et impérialistes, et à la destruction du mouvement révolutionnaire.

Cela suffit pour démontrer que le parti et l'Internationale révolutionnaires ne peuvent qu'avoir un système rigide de règles d'action, que les centres (et les «chefs») ne doivent pas pouvoir transgresser sous le prétexte de situations nouvelles et imprévues. Ou cette définition de règles à partir d'un ensemble de prévisions solides du développement des évènements est possible, et alors la gauche avait raison; ou bien c'est impossible, mais alors ce n'est pas seulement la gauche

marxiste qui aurait eu tort: c'est la méthode marxiste qui serait tombée, dans la mesure où elle se réduirait à l'enregistrement de la météorologie sociale et à une défense au jour le jour d'intérêts contingents et locaux des diverses catégories de travailleurs, prétention insuffisante pour se distinguer de n'importe quel autre parti aujourd'hui en activité dans n'importe quel pays.

La garantie contre les **écroulements** répétés et catastrophiques du mouvement ne peut jamais se trouver ailleurs que dans la démonstration historique que celui-ci doit renaître, non seulement avec la théorie marxiste et déterministe bien affirmée, mais avec un corps de normes d'action tirées d'une expérience accumulée pendant un siècle, et surtout des enseignements extrêmement précieux tirés des défaites, lui permettant d'éviter les inconvénients dues aux manoeuvres improvisées, aux habiletés et aux stratagèmes politiques des **chefs**, qui doivent sans hésiter être mis de côté et remplacés s'il arrive qu'ils commencent à osciller et à tomber dans cette praxis dégénérée.

Nous avons montré dans d'autres textes qu'il est illusoire de faire appel à des statuts ou des règlements pour établir qui est sur la ligne historique correcte: tant qu'on n'estime pas possible d'organiser le **vote**, suprême hypocrisie spécifiquement bourgeoise, des générations successives de la classe - les morts, les vivants et ceux à naître!

Nous plaçons à la base de notre **théorie** du passé, le **Manifeste** de 1848, le **Capital**, les oeuvres de critique de Marx et Engels, surtout sur la valeur des luttes pour le pouvoir et de la Commune de Paris, la restauration anti-révisionniste de Lénine et des bolcheviks à l'époque de la première guerre mondiale.

Sur le plan de la praxis tactique, la base de départ solide est le **Manifeste**, sachant qu'alors beaucoup de révolutions capitalistes n'étaient pas encore accomplies, et qu'à cette époque aucun parti ne se serait appelé ouvrier s'il n'était pas sur le terrain de la lutte armée contre la bourgeoisie. Si par la suite, au cours du siècle qui a suivi, il est apparu des partis ouvriers avec des programmes non seulement constitutionnels, mais anti-révolutionnaires, ce n'est pas là un fait nouveau de l'histoire, mais la confirmation des prévisions sur le cours historique qui ont été tirées du **Manifeste**.

Il nous suffit de commencer par deux passages du **Manifeste** (1):

Les communistes *«combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement»*.

Pour les déterministes, tout mouvement présent est une donnée qui ne peut être niée. Mais seuls les communistes apportent le facteur de «représenter l'avenir du mouvement», c'est-à-dire de la classe en lutte, et en lutte pour supprimer les classes.

*«Les communistes appuient dans tous les pays tout mouvement **révolutionnaire** contre l'ordre social et politique existant»*.

Deux conditions permettent de reconnaître les mouvements révolutionnaires: ils utilisent la force, ils brisent la légalité; ils changent les rapports de pouvoir entre les classes.

«Ils mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement».

Dans les textes marxistes, la question de la propriété équivaut à la question de l'économie, à la question de classe: *formes de propriété* signifie *rapports de production*.

La **révolution** capitaliste en Allemagne en 1848 et en Russie en 1917 intéressait donc les communistes pour deux raisons: **premièrement**, parce qu'elle pouvait déclencher immédiatement la révolution prolétarienne en Europe; **deuxièmement**, parce même dans l'hypothèse où le mouvement s'arrêtait à la révolution bourgeoise, celle-ci détruirait à la base les rapports de production féodaux et déclencherait l'essor irrésistible des formes modernes de production et d'échange capitalistes et mercantiles, en lieu et place du sommeil féodal.

En 1848 ou en 1917, ou en 1952, l'existence d'un parti solide tant sur le plan de la doctrine, de l'organisation que de la tactique, est la seule garantie qu'on n'échange pas ces deux motifs, raisons ou buts à la pleine réalité historique, contre un **troisième**, fallacieux et désastreux: à savoir que bourgeois et prolétaires, **par delà** la spécifique lutte de classe entre eux, partageraient d'abord, en raison de prétendus principes humains de la civilisation, une certaine sphère de théorie et d'action communes, comme les diverses idéologies libérales, égalitaires, pacifistes et patriotiques.

A chaque fois, faute d'avoir compris la dialectique des positions historiques, le mouvement s'est échoué dans ce même marais.

Nous avons traité de **Propriété et Capital** pour qu'il soit bien évident qu'à l'époque historique où nous vivons, après la chute du féodalisme non seulement en Allemagne, en Russie et au Japon, mais aussi en Chine et en Inde, il n'y a qu'une **seule** question historique mondiale de la Propriété: la question du Capital, de la mort du Capital, dont il faut continuer à écrire l'histoire avant la lettre.

Pour la résoudre, encore une fois théorie et action, science historique et programme politique doivent aller de pair. Et en ayant les yeux fixés sur le point d'arrivée ultime du mouvement, dans l'espace et dans le temps.

C'est pourquoi ce n'est pas l'étude, d'ailleurs évidente, de la situation économique et des rapports sociaux au delà du rideau de fer, qui est nécessaire pour décider de la nature du faux communisme et de l'Etat russe; il suffit d'étudier et même simplement de constater quelle est la politique menée par ce parti, par cet Etat. Dans des **limites** données de lieu et de temps, ce n'est pas une thèse absurde du point de vue marxiste qu'un parti victorieux à la tête de la dictature ouvrière puisse s'employer à transformer les formes de propriété féodales en formes capitalistes. Mais un tel parti **NE LE CACHERAIT PAS**; il proclamerait au contraire ses propres buts comme **Le Manifeste** l'impose: faire éclater la révolution dans les pays capitalistes classiques en conservant jusque là le pouvoir les armes à la main, pour pouvoir ensuite **mettre en route** la transformation sociale.

Cette hypothèse ne peut pas s'appliquer à la Russie d'aujourd'hui en raison de la dégénérescence de la tactique à partir de 1923, de la politique d'alliances avec des Etats et des partis appartenant aux formes bourgeoises de production sur les plans politiques internes et internationaux et sur le plan militaire lors de la deuxième guerre mondiale. Il n'y a pas besoin de réponses plus élaborées et comme preuve du diagnostic il suffit de la honteuse propagande dans les rangs ouvriers du pacifisme social et constitutionnel dans les pays bourgeois, et de l'émulation et du pacifisme à l'échelle internationale.

On ne peut nier la difficulté d'une situation où la guerre impérialiste, au lieu de se livrer entre Etats ouverte-

ment capitalistes, verrait ces derniers du même côté et, seul ou presque, l'Etat «crypto-capitaliste» issu d'une révolution prolétarienne, de l'autre; une telle situation verrait dans la politique interne de tous les Etats ennemis, la «dénonciation» par les forces soi-disant communistes de la tactique de paix sociale et de collaboration entre les classes, et même le recours au sabotage et à la guerre civile.

La certitude que même dans cette hypothèse, il s'agirait d'une politique contre-révolutionnaire, c'est-à-dire opposée au but final du communisme prolétarien, ne repose pas sur des analyses économiques et sociales complexes; elle découle de la constatation irréfutable des ruptures et des inversions de la ligne historique et de la démonstration de la falsification commise par ceux qui ont présenté comme politique révolutionnaire celle tendant à la restauration de la démocratie contre le fascisme mondial, et qui présentent comme société communiste, un mercantilisme industriel banal qui enflamme cependant le coeur de l'Asie endormie depuis des millénaires.

Ou la période de paix et de marché mondial sans rideau de fer, ou la troisième guerre mondiale mettront le marxisme à l'épreuve. Il ne pourra sortir victorieux de l'épreuve que grâce à l'enseignement que sur la ligne directrice du grand cours historique, tracée comme le fit Colomb vers l'Orient en se dirigeant dialectiquement vers l'Occident, il existe sans doute des ralentissements périlleux et effrayants, des obstacles formidables, mais que la route doit cependant rester celle prise le jour où les ancres furent levées, dans une certitude fulgurante criée à la face d'un monde ennemi.

---

(1) Voir le chapitre IV du *Manifeste...*: *«Position des communistes envers les différents partis d'opposition»* NdlR.

«LA COMMUNE A ÉTÉ GRANDE PAR CE QU'ELLE A ÉTÉ CONTRAINTE D'ÊTRE NON PAR CE QUE SES ARTISANS ONT VOULU QU'ELLE SOIT»

(Brochure A5; Août 2011; 76 pages; prix: 2 €; 4CHF)

Au sommaire:

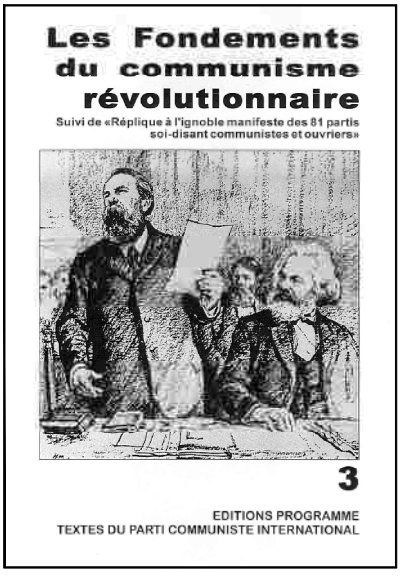
• Introduction
• La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit («programme communiste» n° 51-52; Avril-Septembre 1974)
• Léon Trotsky. Les leçons de la Commune (Zlatoouste, 4 février 1921)
• Amadeo Bordiga. De la Commune à la Troisième Internationale («L'Unità», 29 mars 1924)
• Karl Marx. La guerre civile en France (Texte adopté et diffusé par l'Association Internationale des Travailleurs, Londres, le 30 mai 1871 - Extraits)
• Karl Marx. Lettre à Kugelmann (Londres, le 12 avril 1871 - Extraits)
• V. Lénine. L'Etat et la Révolution (1902 - Extraits)

«LES FONDEMENTS DU COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE MARXISTE DANS LA DOCTRINE ET DANS L'HISTOIRE DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE»

(Brochure A5, Août 2004; 88 pages, Prix: 3 €, 6 FS)

Au sommaire:

• Présentation
• Introduction de l'édition de sept. 1970
• Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale. Prémisse
• Première partie. Parti et Etat de classe, formes essentielles de la révolution communiste
• Seconde partie. Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire
• Troisième partie. La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les «socialistes d'entreprises»
• Conclusion
Annexe: Réplique à l'ignoble manifeste des 81 partis soi-disant communistes et ouvriers



Histoire de la Gauche communiste

La première partie de ce chapitre traitant des répercussions dans le mouvement communiste international de la fondation du PC d'Italie a été publié sur le n° 100 de cette revue

L'«action de mars» en Allemagne et la «théorie de l'offensive»

Le 17 mars 1921, sous prétexte de mettre un terme aux agressions, actes de sabotage et autres attentats dont les grands industriels se plaignaient d'être la cible, l' *Oberpräsident* de la Saxe prussienne, le social-démocrate Hörsing, décidait de faire occuper par des forces de police la zone industrielle et minière de Mansfeld-Eisleben, en Allemagne centrale (1).

Le moment était bien choisi. Au niveau international, les luttes de classe qui avaient éclaté durant les deux dernières années de la transition de l'économie de guerre à celle de paix, étaient à de rares exceptions près en net reflux. En Allemagne, la longue série de luttes sur le terrain économique ou politique, parfois sanglantes et pratiquement toujours battues, avaient laissé dans leur sillage un sentiment diffus d'épuisement surtout dans les noyaux décisifs des concentrations ouvrières les plus nombreuses, là où les conflits avaient été les plus durs et les défaites trop nombreuses. Il est également vrai que des facteurs de politique étrangère, comme le plébiscite imminent en Haute Silésie, la politique des pays victorieux exigeant le paiement de *réparations* qui culmina dans une intervention militaire, et l'aggravation de la situation économique déjà difficile et du chômage en particulier, menaçaient de réactiver les tensions politiques et les affrontements de classes.

Sans doute le Comité Central du VKPD (Parti Communiste Unifié d'Allemagne) réuni les 16-17 mars 1921 estimait qu'il était difficile de prévoir de grands mouvements de grève avant la fin avril, et il basait ces préparatifs d'action sur cette prévision. Mais pour les défenseurs de l'ordre établi, c'était là une raison supplémentaire en faveur de **rapides interventions préventives** de façon à éviter l'organisation d'une résistance ouvrière même limitée. Tout au long du dramatique déroulement des événements qui allait suivre, l'initiative resta ainsi du côté des forces bourgeoises étatiques et para-étatiques.

Cela s'explique aussi par la crise de développement que connaissait le VKPD. Sa nouvelle direction s'efforçait d' «activer» le parti en étant convaincue de pouvoir «forcer» le cours des événements, soumise à qu'elle était à une double pression: celle d'une «base» impatiente d'en finir avec la prudence, voire la passivité, de la direction démissionnaire; et celle des incitations à l'action provenant du trio hongroise Béla Kun - A. Guralsky - J. Pogany, envoyés comme représentants de l'EKKI (Exécutif de l'Internationale) en Allemagne. Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que le *blitz* contre-révolutionnaire ait pris à l'improviste non seulement la classe ouvrière dans son ensemble, mais aussi sa direction politique.

Au IIIe Congrès de l'I.C., Radek affirmera que lors de la réunion des 16-17, Brandler s'était demandé si ce n'était pas le moment d'aller jusqu'à «provoquer l'ennemi» et que Frölich était venu à son renfort *«comme un lieutenant de cavalerie, en proclamant: "à partir d'aujourd'hui, nous rompons avec la tradition du parti; au lieu d'attendre comme nous avons fait jusqu'ici, nous allons* ***prendre l'initiative et déclencher la révolution****"»* (2). Même si nous ne prenons pas pour argent comptant cette version, il n'y a pas de doute que régnait alors, non seulement dans l'aile gauche ou à la base du parti, mais y compris dans sa direction, la conviction que l'heure était venue d'un «nouveau cours»; il fallait non seulement être animé d'un activisme général, mais aussi être capable de mettre **réellement en mouvement** les grandes masses prolétariennes (3) en les sortant de l'apathie provoquée par des défaites dévastatrices, et de modifier la **courbe objective des événements** dans un sens favorable à cette poussée élémentaire. Bref, ce qui prévalait, c'était l'orientation velléitaire du défi lancé par principe au monde bourgeois (nul besoin de se tracasser au sujet des rapports de forces: ce défi avait à lui seul la capacité de les modifier!) sur laquelle allait par la suite s'échafauder toute la «théorie de l'offensive» en tant que voie unique et obligatoire pour faire surgir des potentialités révolutionnaires malgré une situation stagnante.

Pénétré de l'idée que l'occasion était arrivée de donner un coup fatal à l'ennemi - et malheur si on la laissait s'échapper!, contraint à prendre des décisions rapides et bien précises dans une bataille déclenchée par l'ennemi avec l'avantage du moment et du terrain, le parti paya chèrement de n'avoir hérité de son passé d'autres armes que celles de la propagande, dont il ne pouvait dépasser les limites du jour au lendemain sur la base de la volonté de «passer à l'action». Dans ces conditions, l'erreur ne fut pas de se jeter tête baissée dans la mêlée comme le reprochèrent les partisans de Lévi, mais de le faire sans avoir défini les directives, les interventions, les mots d'ordre selon le rapport de forces **réel** avec l'ennemi; selon le degré effectif d'influence sur la classe et de réactivité de celle-ci à l'attaque de l'adversaire à l'échelle locale et nationale; selon le niveau de préparation du prolétariat et surtout **du parti** aux tâches du moment. Le corollaire de cette erreur était

la tendance à croire que dans les situations qui exigeaient une intervention directe du parti, tout ce que les révolutionnaires devaient faire ce n'était pas de discipliner, de contrôler, d'organiser, de diriger les masses, mais de les exhorter, de les stimuler, de les pousser en avant - ou au contraire de les réprimander. Qu'on le veuille ou non, c'était là retomber, sans doute sur un **ton** agitatoire, dans le cadre de la simple **propagande** dont on prétendait être sorti. Orienté dans cette direction, le parti qui aspirait à devenir une organisation d'assaut, donc une **direction** effective, finit par être **à la remorque** des prolétaires entrés spontanément en action, au lieu de se mettre à leur tête pour leur tracer clairement la voie.

La conséquence de cette impréparation fut donc double, regardant le théâtre immédiat de l'affrontement, l'Allemagne centrale et plus particulièrement la région de Mansfeld-Eisleben, et tout le territoire du Reich. Trotsky écrira:

«Jusqu'il y a peu de temps et pendant la guerre encore, les ouvriers de l'Allemagne centrale, les prolétaires des mines, constituaient un des secteurs les plus arriérés des travailleurs allemands; dans leur grande majorité ils suivaient, non les sociaux-démocrates, mais des cliques bourgeoises, patriotiques et religieuses; ils étaient de loyaux serviteurs de l'Empire, etc. En dépit de la dureté de leurs conditions, ils occupaient par rapport aux ouvriers de Berlin une position semblable à celle de nos ouvriers arriérés de l'Oural par rapport à ceux de Petrograd. Mais - et c'était là le noeud de la question et en même temps la raison du coup militaro-policier de Hörsing - *il arrive dans les périodes révolutionnaires que les couches les plus arriérées et les plus opprimées de la classe laborieuse, ébranlées pour la première fois par le cours des événements, entrent en lutte avec la plus grande énergie et se montrent prêtes à se battre à n'importe quel moment, sans tenir toujours compte de la situation et des chances de succès, c'est-à-dire de la stratégie révolutionnaire»* (4).

La première de ces caractéristiques montrait tout l'aveuglement non seulement des Socialistes Indépendants de la *Freiheit*, mais aussi des communistes à la Lévi qui ne voyaient dans les affrontements de mars qu'un putsch anarchiste ou un coup de main de déclassés; ils ignoraient que dans certaines circonstances *«les secteurs les plus avancés de la classe sont paralysés par leurs vieilles habitudes, pris au piège des vieilles bureaucraties de partis et de syndicats; ainsi, surtout dans les premiers stades de la révolution et très probablement jusqu'à la prise du pouvoir, les secteurs de pointe de la classe ouvrière sont précisément les secteurs qui dans la phase précédente étaient les plus à la traîne»*; et que les actes terroristes reprochés de toutes parts aux prolétaires des districts miniers étaient le produit évident de la *«réaction des masses travailleuses à l'oppression matérielle et morale des patrons dont elles étaient depuis longtemps les victimes»* (5).

La deuxième caractéristique aurait du faire comprendre à la nouvelle direction du VKPD que ces prolétaires avaient besoin, non de propagande agitatoire et excitative, mais de froides et précises directives d'action pratique. Ils n'avaient pas besoin qu'on leur dise, comme dans le manifeste de la *Zentrale* du 18 mars: *«Tout ouvrier se moque de la loi; il se procure les armes là où il les trouve. Ne vous souciez pas de la loi»* (ce que les mineurs faisaient déjà sans avoir eu besoin de conseils ou d'exhortations); ils avaient besoin qu'on leur indique clairement les modes, les périodes, les objectifs mais aussi les limites d'une action sans doute armée, mais **défensive** par la force des choses. L'urgence était surtout de leur fournir un organe capable non de les pousser à une lutte qui avait déjà éclaté d'elle-même, mais de l'encadrer et de la diriger, ce qui signifiait aussi, étant donné le rapport des forces, de savoir la contenir et même, à un certain point, de la **retenir**.

Bien plus que dans les erreurs ou les déficiences d'individus, c'est dans tout le passé contradictoire du VKPD qu'il faut rechercher la cause de son incapacité à fournir aux audacieux prolétaires de la *Mitteldeutschland* ce qui leur manquait au lieu de leur proposer ce dont ils disposaient suffisamment:: non l'élan, le désir de se battre et la volonté de contre-attaquer, mais une direction politique et une efficace organisation et coordination (6).

S'étant rendu compte qu'il lui fallait se montrer capable de **combattre**, le parti ne sut jamais donner la preuve de sa capacité à **diriger les forces combattantes** en les dotant en même temps d'objectifs politiques précis et d'un minimum de centralisation. Il se laissa aller à de grandioses rêves d' *«offensive révolutionnaire»* (7) au lieu de contribuer à la réalisation de l'objectif, plus modeste il est vrai, mais beaucoup plus réaliste, de l'**autodéfense ouvrière**. Victime de la fascination de buts plus ambitieux et de l'extension la plus vaste possible des mouvements tant de grève que d'affrontements armés, il se détourna d'actions aux objectifs précis et limités qui avaient des chances plus grandes d'obtenir les succès limités que seuls permettaient le rapport des forces, de conquérir des positions sur les quelles il était possible de se renforcer en attendant de pouvoir **demain** se lancer à l'attaque. Il voulut **tout** et tout de suite, et il finit par perdre le **peu** qui aurait pu être obtenu, au moins localement.

Quant au reste de l'Allemagne, Trotsky notait que *«les ouvriers (...) de Berlin ou de la Saxe, après les expériences des années 19 et 20 sont devenus plus prudents, ce qui a ses côtés positifs, mais aussi négatifs»* (8); il était donc absurde de croire que le nouvelle de l'attaque de la police et de l'armée contre les régions minières traditionnellement rétives aux appels à la lutte des classes les pousserait **d'un coup** et à **grande échelle** à l'action. Le parti paya là chèrement une autre faiblesse héritée de la vieille *Zentrale*: d'un côté, une attitude tantôt passive, tantôt «aristocratique», face aux luttes revendicatives et à leurs objectifs immédiats; et d'un autre une réticence à la lutte en commun avec des prolétaires de différentes orientations politiques, comme par exemple du KAPD, mais cependant désireux de défendre leurs conditions de vie et de travail, une difficulté à utiliser correctement les instruments adaptés à ce terrain avec la conscience que luttes partielles et lutte générale ne sont pas incompatibles et que la tâche des révolutionnaires est de faire des premières la préparation à la seconde, c'est-à-dire, selon la phrase classique d'Engels, ***«une école de guerre du communisme»***.

Il était absolument correct d'appeler les prolétaires de toute l'Allemagne à la solidarité avec leurs frères de la Saxe prussienne soumis à l'expédition punitive de Hörsing; mais pour pouvoir lancer le 24 mars, 3 jours après que ces derniers aient arrêté le travail, un mot d'ordre de grève nationale, il aurait fallu au préalable un travail patient et méthodique de participation aux luttes immédiates et aux organismes de résistance économique, afin

d'être sûr de trouver un écho au moins parmi les secteurs d'avant-garde la classe, qui y auraient été préparés par une longue habitude de luttes communes contre la classe ennemie. La vieille direction n'avait rien préparé de tout ça en dépit de tout le bruit fait sur la tactique de la «lettre ouverte» (9). La nouvelle n'en avait pas eu le temps et il est d'ailleurs difficile de penser que dans l'ivresse de son enthousiasme «offensiviste» elle aurait été disposée à s'en occuper.

C'est ce qui explique l'incohérence de la plate-forme revendicative: dans le but sans aucun doute d'élargir l'horizon de l'action et d'impliquer le maximum de forces ouvrières, on y retrouve un mélange de mots d'ordre immédiats d'un intérêt pratique pour tous les prolétaires et des slogans, déjà confus en eux-mêmes mais surtout qui n'avaient rien à voir avec la lutte en cours et qui n'étaient guère de nature à être compris de tous, comme celui d' *«Alliance avec la Russie soviétique!»*; c'est ce qui explique le ton de suffisance professorale avec lequel les sections communistes du district de Halle-Merseburg s'adressaient le 19 mars aux travailleurs **déjà** en grève: *«Vous êtes devant une grave décision. Montrez-vous digne de l'heure historique! Soyez des hommes libres, pas des esclaves!»* (10); ou l'absurdité de lancer, sur la *Rote Fahne* du 20 mars, alors qu'on se préparait à décréter la grève générale dans tout le pays, un défi arrogant aux ouvriers de l'USPD et du SPD (11): *«Qui n'est pas avec moi est contre moi!»*, menaçant de considérer comme complices ou instruments de Hörsing tous ceux qui n'étaient pas prêts à suivre les mots d'ordre du parti. C'est ce qui explique aussi l'absence ou au moins la très grande faiblesse d'une propagande dirigée spécifiquement vers cette armée de chômeurs (12) qui durant toute terrible cette période fut le véritable nerf de la classe ouvrière allemande: la vieille direction du KPD l'avait trop souvent regardée avec méfiance, la soupçonnant même d'incarner la couche décomposée et anarchique des *lumpenproletarier* (13).

Dans sa rude immédiateté, la réaction ouvrière à l'attaque policière sous l'égide du réformisme, fut imposante. Bien que mal armés et agissant en ordre dispersé, les prolétaires des régions minières et industrielles du centre de l'Allemagne se battirent comme des lions contre les troupes aguerries de la contre-révolution: les usines Leuna occupées par les ouvriers ne capitulèrent le 29 mars qu'après un puissant bombardement d'artillerie. Le fait que des centaines de milliers de prolétaires entrèrent **spontanément** en lutte suffit à considérer non seulement comme gratuite mais comme traîtresse la thèse selon il s'agissait là d'un *putsch*: *«Appeler "putsch" et à plus forte raison "putsch bakouniniste" l'action défensive de centaines de milliers d'ouvriers*, écrira Lénine le 10 juin, *c'est pire qu'une erreur, c'est une violation de la discipline révolutionnaire»* (14). D'autre part nier que les prolétaires **devaient** tenter de barrer la route à l'attaque ennemie, et que le parti, dans une région où en outre les travailleurs venaient de montrer qu'ils le regardaient avec plus de sympathie que dans d'autres régions (15), **devait** intervenir pour leur apporter son soutien (indépendamment du jugement sur les méthodes, les moyens et les perspectives de ce soutien), cela revenait à prêcher le suicide par principe.

«Vous avez agi correctement! dira l'EKKI dans sa proclamation du 6 avril. *La classe ouvrière ne peut jamais obtenir la victoire d'un seul coup. Vous avez ouvert une nouvelle page dans l'histoire de la classe ouvrière allemande!»*.

Ce qui échoua (et ce dont il aurait fallu s'abstenir, selon l'avis concordant des bolcheviks), ce fut la tentative de transformer en grève **générale** (et, qui plus est, à tendance **insurrectionnelle**) (16) le front de lutte qui s'était créé **localement** dans la Saxe prussienne, en dépit des succès temporaires obtenus par cette contre-attaque à Hambourg, en Thuringe en LUSACE et ici et là dans la Ruhr..

Le premier mars la Zentrale se résignait donc à décider la fin d'une action à l'échelle nationale que le VKPD avait été le seul, avec le KAPD, à tenter de mettre en route. *«Il faut profiter du temps disponible*, disait son Manifeste. *Préparez-vous de nouveau à la lutte! Restez armés!»*. Le malheur était que désormais le contrôle du temps comme celui des armes était solidement entre les mains de l'ennemi. Ce qui avait été possible pour les ouvriers 10 jours avant, ne l'était plus maintenant car l'occupation militaire du territoire se traduisait par une répression implacable. Le nombre de prolétaires arrêtés, licenciés, malmenés, condamnés fut énorme (17); toute la presse communiste fut muselée et, en quelques semaines, le parti perdit près de 200.000 adhérents. L'impossible «retraite en bon ordre» se transforma en débandade; au cortège habituel de démoralisation des uns, de récrimination ou de condamnation des autres provoqué par la défaite, la direction du parti ne sut répondre que par l'apologie de son activité, au lieu de tirer froidement jusque dans les aspects les plus négatifs du bilan de la *Märzaktion*, des enseignements positifs.

Les «deux âmes» du parti ne pouvaient pas alors ne pas entrer violemment en collision.

Surpris par les événements durant un séjour à Vienne, Paul Lévi écrivit le 27 mars une lettre à Lénine. Il y accusait la politique volontariste de la Zentrale d'avoir isolé les communistes de la majorité de la classe ouvrière en l'invitant à réfléchir à cette situation dramatique et le cas échéant à *«agir en conséquence»*. Il ajoutait que de son côté, il ne ferait rien pour gêner l'action, sauf «peut-être» écrire une brochure pour clarifier son point de vue. Mais il ne se passa pas une semaine avant qu'il se mette à faire ce qu'il disait vouloir éviter: dresser un réquisitoire **public** contre la direction du parti.

D'abord dans une réunion de permanents à Berlin (18), puis ensuite dans la brochure *«Unser Weg. Wider den Putschismus»* (*Notre voie. Contre le putschisme*), Lévi se lança à l'attaque tant de la Zentrale allemande que de l'Exécutif moscovite, ou au moins de ses représentants en Allemagne.

Il les accusait non seulement d'avoir commis des erreurs lors de la *Märzaktion*, mais d'avoir délibérément provoqué celle-ci (ce qui, accompagné de pseudo-témoignages et de pseudo-révélations, revenait à fournir à la police et à la justice ce qu'elle cherchait: les preuves d'un complot, d'une conspiration - d'un putsch précisément); ils auraient **voulu** opposer une minorité ouvrière communiste à une majorité politiquement immature et arriérée, les chômeurs aux ouvriers occupés, l' *«aristocratie du travail»* à la main d'oeuvre non qualifiée, en orientant vers le terrorisme, la violence armée, les actes de sabotage (actes, bien sûr, typiques du *lumpenproletariat*!) la protestation plus ou moins instinctive du prolétariat.

La cible de Lévi n'était donc pas l'improvisation avec laquelle on avait assigné à la lutte des objectifs disproportionnés par rapport aux conditions

réelles et aux forces disponibles ou peu compréhensibles pour la majorité des travailleurs; et avec laquelle on avait essayé de gonfler en actions générales de grève et en attaques de guérilla urbaine ce qui n'était que des mouvements circonscrits de défense, sans prévoir les moyens ni préparer le terrain à un saut qualitatif audacieux, mais non impossible en théorie. Ce qu'il voulait, c'était démontrer que la nouvelle direction «de gauche» portait la responsabilité d'avoir cherché à *«créer des situations de lutte par des moyens **policiers*** [!]*, par la provocation»* (19). En plus de porter de l'eau au moulin de la répression officielle, cela signifiait jeter le discrédit sur les nécessaires actions partielles d'autodéfense ouvrière pour justifier son accusation que le VKPD avait organisé *«le plus grand putsch bakouniniste de l'histoire»* (20).

Etant donné que cette brochure contenait une critique des erreurs commises lors de cette lutte, et que quelques mois plus tard, lors du IIIe Congrès de l'Internationale, les dirigeants russes menèrent campagne contre les déviations infantiles défendues par une pseudo extrême gauche, il pouvait sembler qu'une convergence réelle existait entre ces dirigeants et surtout Lénine et Trotsky, et les positions de Lévi. Lénine en particulier répéta plusieurs fois que *«politiquement, Lévi avait raison sur beaucoup de points»* (21).

En réalité derrière cette convergence apparente, il y avait deux façons profondément différentes de concevoir les problèmes de la tactique révolutionnaire.

Le fil conducteur du IIIe Congrès fut l'énergique rappel aux jeunes partis communistes que leur tâche prioritaire était d' «apprendre à préparer la révolution» au lieu de se bercer de la douce illusion qu'il suffisait de s'être constitué en parti rompant avec les traditions réformistes, pacifistes et légalistes de la social-démocratie, pour pouvoir se payer le luxe d'appeler les masses à l'offensive pour la prise violente du pouvoir, **sans une préparation suffisante et indépendamment des rapports de force**.

Un rappel donc de la nécessité de se poser sérieusement - **dans ce but** - l'objectif de la «conquête de la majorité de la classe ouvrière» et, si possible, les couches de la petite-bourgeoisie urbaine et paysanne les plus touchées par la crise.

Mais sur tout, chez Lénine il y a:

1) La préoccupation envers les jeunes partis qui étaient enclins à remplacer l'analyse lucide d'une *«situation pas très favorable à l'action révolutionnaire **immédiate et directe*** [souligné par nous] *par l'agitation frénétique de petits drapeaux rouges»* (22) s'accompagne toujours de l'affirmation selon laquelle, **historiquement**, le parti ne peut être que le parti de l'offensive (*«S'il existe des centristes, masqués ou non, qui contestent la théorie de l'offensive, il faut les expulser immédiatement!»*) (23); et si *«une analyse lucide de la situation»* imposait de ne pas se lancer *«prématurément»* (24) à l'attaque et de faire un pas en arrière, il restait toujours vrai que *«la retraite doit servir à préparer l'offensive»* (25) et non à l'éviter: ce n'est pas par hasard s'il comparait *«la retraite accomplie lors de ce Congrès (...) à nos actions en 1917 en Russie»*, particulièrement aux journées de juillet; le parti s'était alors bien gardé de **ne pas** intervenir dans une lutte dont les risques étaient alors bien présents, tout en n'hésitant pas à en freiner les développements «prématurés», ne se confondant ni avec les partisans de l'intervention à condition qu'elle soit *«garantie par acte notarié»*, ni avec ceux de l'adhésion pure et simple à la lutte. C'est ainsi qu'il avait été possible de préparer l'attaque victorieuse d'Octobre.

2) Pour Lénine *«la conquête de la majorité»* ne doit pas être *«comprise d'une façon formelle, comme le font les représentants de l'Internationale deux et demi»*. Exemple: *«quand en juillet 1921 à Rome**,** le prolétariat tout entier a **suivi** les communistes contre les fascistes, y compris les prolétaires réformistes des syndicats et les centristes du parti de Serrati, c'était une **conquête de la majorité** de la classe ouvrière à nos côtés»* (26). Cette conquête ne doit pas être comprise dans un sens banalement statistique; elle *«est possible même au moment où la majorité du prolétariat suit formellement le chefs de la bourgeoisie ou les chefs qui suivent une politique bourgeoise (...) ou bien au moment où la majorité du prolétariat hésite»* (27). Il s'agit donc de la préparer «plus solidement et avec plus de décisions», de *«ne laisser échapper aucune occasion sérieuse où la bourgeoisie contraint le prolétariat à se soulever pour la lutte»*, d' *«apprendre à déterminer avec exactitude les moments où les **masses** prolétariennes **ne peuvent pas ne pas** s'insurger avec nous»* (28) même si nous sommes encore une minorité.

3) Chez Lénine, le concept même de *masse* n'est pas statique mais dynamique, pas quantitatif mais qualitatif: il *«change avec le changement le caractère de la lutte»*, au point où *«pendant nos révolutions il est arrivé que quelques milliers d'ouvriers représentaient la masse»*. Pourvu que l'on sache *quelle méthode utiliser pour conquérir les masses* (au sens que nous venons de voir) de façon à les avoir avec soi et autour de soi (en tant que noyau toujours et nécessairement **minoritaire**) (29), rien n'empêche cependant *«que la révolution puisse être entreprise par un parti très petit et menée à la victoire»* (30). Et donc à plus forte raison un mouvement puissant, mais qui n'est pas la révolution, comme l' «action de mars».

Après le Congrès, Lénine expliquera qu'il avait dû *«s'allier avec la droite»*. Il ne s'était pas agi pour lui de donner son aval aux façons de penser et d'agir des Lévi, Serrati et tous ceux qui par la suite camouflèrent leur *opportunisme* derrière la formule de «conquête de la majorité» ou «des grandes masses» non seulement ouvrières mais populaires; mais il avait voulu éviter qu'une formulation erronée de la tactique de l'Internationale pousse à des erreurs «de gauche» précisément ces *«meilleurs éléments qui sont dans les faits les plus dévoués et sans lesquels il n'existerait peut-être pas d'Internationale Communiste»*.

La position de Lévi était différente et même opposée (comme Lénine le reconnaîtra moins d'un an après) (31). Nous ne voulons pas dire qu'en avril 1921 il avait déjà renié l'idée selon laquelle le parti communiste est par définition un parti d'assaut, donc d'offensive. Mais le fait est que pour lui l'assaut révolutionnaire pour la prise du pouvoir était au fond conçu un peu comme la fameux *grand soir*, un événement unique qui ne peut être précédé d'épisodes qui l'anticipent d'une certaine façon sur son terrain spécifique (dans sa brochure il affirme que *«les actions partielles* - c'est-à-dire les actions armées locales et momentanées - *ne sont admissibles que dans les phases révolutionnaires avancées»*) (32) et qui vont au delà des limites de l'activité habituelle et graduelle de propagande, prosélytisme et agitation: en somme un événement qui ne peut être «accéléré», dans les limi-

tes bien entendu des conditions objectives, par l'action du parti.

Par ailleurs, lié la tradition luxemburgiste prise *à la lettre*, Lévi a de la «conquête des masses» la conception formelle, mécanique et statistiquement majoritaire que Lénine repousse. Ce qu'il condamne dans l'action de mars ce n'est pas seulement la faible influence du parti dans la classe ouvrière organisée (ici la critique est correcte), mais aussi le fait que *«les communistes sont **pour l'instant** une **minorité dans le prolétariat**»*; et là la critique porte à faux, car les communistes, **en tant que parti**, ne peuvent jamais constituer la majorité de la classe. C'est cette conception, qui se retrouve dans le discours de Klara Zetkin sur la question allemande au IIIe Congrès, qui fait comparer par Lévi l'action de mars à un *«coup de pistolet»* tiré non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi *«contre les quatre cinquièmes du prolétariat»*.

Cette conception peut d'autant plus justifier la passivité dans l'action des partis - en contradiction avec les thèses sur la tactique approuvées par le Congrès et par la critique même de la *Märzaction* - que Lévi ne cesse de rappeler la fameuse phrase du Programme de la Ligue Spartacus sur les conditions de la prise du pouvoir (33); et que dans une brochure ultérieure il théorise qu'en Occident, à la différence de la Russie (où la bourgeoisie était encore au stade embryonnaire et où la classe ouvrière ne se trouvait pas encore face aux *conséquences politiques* du plein développement de son adversaire de classe, c'est-à-dire la **démocratie**), *«la forme d'organisation ne peut être que celle d'un parti de masse ouvert, de ces **partis de masse ouverts** qui ne peuvent jamais être mis en mouvement sur commande d'un comité central, qui peuvent être mis en mouvement uniquement par le fluide invisible où ils baignent dans l'action et réaction psychologique avec tout le reste de la masse prolétarienne»* (34). Il tentait ainsi de justifier théoriquement la transformation du parti, d'organe qui aspire à diriger la classe du fait qu'il en est la conscience historique et qu'il en concentre la volonté, en une espèce de caisse de résonance de la classe dans son immédiateté, une caisse de résonance d'autant plus fidèle et plus sonore qu'il est capable d'en regrouper sinon la totalité du moins la **grande majorité** dans ses propres rangs.

Il faut se rappeler en outre que l'horreur des coups de main de minorités *«audacieuses mais irréfléchies»* était si ancrée dans la tradition spartakiste qu'elle avait inspiré la condamnation officielle du putschisme dans un des premiers congrès du KPD (35). Quatre ans après, en évoquant dans *«Les leçons d'octobre»* une autre douloureuse expérience allemande, l'octobre 1923, Trotsky dénoncera une tendance répandue dans les partis occidentaux *«à ne voir avant tout dans la révolution que difficultés et obstacles, et à ne considérer toute situation qu'avec l'idée préconçue sinon toujours consciente d'éviter l'action»*, pour consacrer les quatre cinquièmes de l'activité du parti à exorciser le «danger putschiste», véritable obsession camouflant une passivité foncière (36).

En réalité la conception de Paul Lévi du rapport entre le parti et la majorité de la classe allait jusqu'à la théorisation du refus du «léninisme» (37), compris par lui comme une théorie de la révolution prolétarienne réservée aux pays qui ne jouissaient pas encore de cette «conséquence politique» ainsi que l'aval avant la lettre de ce qui sera une des caractéristiques de l'Internationale dans sa phase de déclin: la méthode consistant à juger de la conformité de sections nationales au modèle idéal du parti communiste sur la base statistique du nombre de leurs adhérents ou du nombre de voix obtenus aux élections ou dans les consultations syndicales, etc., au lieu de s'efforcer d'en analyser le poids réel dans l'aire géographique et dans la situation historique où ils se trouvaient et de comprendre les facteurs objectifs et subjectifs qui en expliquaient les succès sur le plan statistique ou les faiblesses comme ceux grâce auxquels le faible nombre des effectifs pouvait être compensé (parfois plus que compensé) par la solidité des liens tissés de manière informelle avec la classe et par l'efficacité du réseau organisatif préposé à leur création et à leur défense.

Le fait qu'il puisse y avoir une convergence même seulement en paroles entre des interprétation aussi différentes de termes aussi simples que «majorité», «masse», «conquête», montre à quel point la «Gauche italienne» avait raison quand elle sonnait l'alarme sur l'excessive légèreté avec laquelle les mots d'ordre étaient formulés. Certains pouvaient peut-être être tolérables dans le domaine de la simple propagande et de l'agitation et parfois avoir une efficacité indéniable; mais dans le domaine des indications tactiques et des orientations d'action et d'organisation, ils risquaient souvent d'avoir des effets inverses aux buts recherchés.

A la tribune du IIIe Congrès Lénine fit une exégèse impeccable de ces mots d'ordre. Mais le fait qu'on ne s'en servit pas pour formuler des «plans tactiques» non sujets au risque d'être détournés avant même d'être mis en application, montre que

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages, février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Table des matières

• Introduction
• Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti *(«le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)*
• La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre *(Rapport à la réunion générale du parti - 1972)*
• La situation en Allemagne et le mouvement communiste *(«Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)*
• Annexe: Berlin 5 janvier 1919

le problème était réel et que loin d'avoir des implications uniquement **théoriques**, il avait avant tout des conséquences **pratiques**. D'ailleurs le danger que se réalisent des «convergences anormales» sur des mots d'ordre comme *«conquête de la majorité de la classe ouvrière»* était si peu abstrait, que c'est précisément ce qui se passa au cours des mois suivants. Les critiques les plus acerbes de Lévi en devinrent les exécuteurs testamentaires et la direction «de gauche» devint «de droite», anticipant la trajectoire qu'allaient suivre plus tard d'autres directions d'autres partis avec toutes les bénédictions d'orthodoxie - même si elles ne duraient que le temps d'un Congrès au suivant... Les commentaires ci-dessus de Lénine, nous les exhumons comme des trésors cachés dans ses discours; ils passèrent à l'époque au milieu de vagues d'enthousiasme - **et ils ne furent pas entendus**.

* * *

Mais que devenait pendant ce temps l'autre «âme» du parti allemand? Lors de la réunion des 7-8 avril 1921 le CC repoussa à une majorité écrasante une motion présentée par Zetkin qui blâmait la Zentrale et demandait la tenue d'un Congrès extraordinaire du parti; dans cette motion l'action de mars était qualifiée de *«lutte du parti contre les masses prolétariennes»* (!!) plutôt que *«contre la bourgeoisie exploiteuse et son Etat»* et comme une *«rechute dans la maladie infantile de l'extrémisme, du putschisme, du bakouninisme»* (38). Le CC adopta par 26 voix contre 4 un texte qui fut publié le 9 sur la *Rote Fahne*; il revendiquait la nécessité, dans la situation présente, d'une tactique ***offensive***, attribuant la responsabilité de la défaite à la trahison de la social-démocratie et à la passivité d'une grande partie de la classe ouvrière. Condamnant la résistance passive ou active de certains camarades aux directives du parti pendant l'action, il demandait à la *Zentrale* de *«mettre l'organisation, par toutes les mesures adéquates, sur le pied de guerre»*.

C'était le prologue aux *«Thèses sur l'action de mars»* qui élevèrent au rang de principe la tactique suivie, en l'opposant à la tactique purement passive attribuée avec une certaine exagération (même s'il y avait un grain de vérité) à l'ancienne direction et à l'opposition actuelle.

Le plus grave n'était pas que la situation en Allemagne et plus généralement en Europe y était vue sous un angle ne cadrant pas avec les faits ni avec les analyses qui allaient être développées quelques mois plus tard par Trotsky au IIIe Congrès (et qui furent anticipées dès décembre par Lénine) (39); le plus grave était que ces thèses affirmaient que durant toute la période en cours (et qui ne devait se conclure que par la révolution) la ***«tactique de l'offensive révolutionnaire»***, c'est-à-dire *«la tentative, en se basant sur ses **propres** forces, d'entraîner les masses dans la lutte, **y compris au risque** de n'entraîner au début avec soi qu'une couche restreinte de travailleurs»* était obligatoire, la période de *«pure propagande et agitation»* étant désormais **définitivement** close, alors qu'était ouverte, là aussi définitivement, la période de l'action. Dans cette vision antidialectique, le mouvement de la classe ouvrière - sous l'impulsion du parti - va en ligne droite: de la passivité de la simple lutte de défense, à l'activisme de l'assaut généralisé. Une formule de Maslow l'exprime avec clarté: *«Si l'on nous demande ce qu'il y a vraiment de nouveau dans l'action de mars, il faut répondre: précisément ce que nos adversaires nous reprochent, le fait que le parti soit entré en action sans **se poser la question de savoir qui le suivrait**»*; et c'est ce qu'il devra faire demain, avec la certitude qu' *«il sera alors suivi par les couches de la classe ouvrière qui en mars n'étaient pas encore avec nous»* (40).

Il est vrai que la rédaction de la revue théorique du parti signala qu'elle était en désaccord avec *«nombre des conclusions de l'auteur»*; mais dans la même période, les **Thèses** officielles **sur l'Action de Mars** affirmaient que dans **toutes** les situations *«pour remplir sa tâche historique, le VKPD doit se tenir à la ligne de l'offensive révolutionnaire qui a été à la base de l'action de mars, et continuer solidement et sans hésitation sur cette voie»*; et les **Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste** (41) élaborées par la *Zentrale* en vue du IIIe Congrès mondial, soutenaient que dans *«la période de transition»* où s'était trouvé le mouvement communiste, *«toute action qui ne conduit pas au plein objectif de la conquête du pouvoir* [zum vollen Ziel der Machteroberung] *permet à l'ennemi de se retrancher plus solidement, de se procurer de nouvelles forces et de menacer avec une énergie plus grande les positions déjà conquises»* à tel point qu' *«une loi tactique fondamentale pour la révolution est de passer de la défensive à l'offensive et de tenir constamment en éveil l'activité de la classe ouvrière»*.

C'était une façon un peu plus subtile que les déclarations de Maslow de dire en fait la même chose: partant de la vérité incontestable selon laquelle le parti à une position fondamentale d'attaque contre la société bourgeoise y compris quand il n'est pas en mesure de la traduire en actes, à laquelle il ne cesse de préparer la classe même quand il est réduit à ne toucher qu'une avant-garde isolée pour en tirer la fausse conclusion que la classe se renforce continuellement en suivant une voie uniformément ascendante tandis que le parti la fortifie et la stimule en même temps en la tenant en *«constante activité»* (42), tout en développant ses propres capacités (43).

Sans doute, il ne manquait pas, surtout chez les plus sérieux des théoriciens du «nouveau cours» comme Thalheimer, d'observations pertinentes, de remarques étroitement liées aux exigences de la lutte révolutionnaire et d'affirmations incontestables; d'ailleurs, si critique qu'il soit sur l'action du parti dans les luttes de mars, Lénine considéra que, malgré toutes les erreurs, c'était un pas en avant sur la difficile genèse du «parti d'action» que de ne pas avoir éludé les responsabilités d'une situation ni voulue ni prévue, mais qui impliquait de grandes masses prolétariennes désireuses de faire chèrement payer à l'ennemi son outrecuidance.

Mais précisément parce que la réaction communiste avait été saine et que la voie prise allait dans la bonne direction et une fois résolu l'incident Lévi, les dirigeants de l'Internationale prirent pour cible l'orgie de vélléitarisme auto-complaisant et de théorisations aussi pompeuses qu'approximatives ou extravagantes dans laquelle ces événements avaient poussé la direction du parti. Comme le fit remarquer Radek, le fouet qui quelques mois auparavant aurait frappé «le danger de droite au sein du Komintern», s'abattait maintenant et avec une force particulière sur le danger de (fausse) gauche. Mais revenons au déroulement des événements.

Le 4 avril 1921, l'EKKI publie la résolution (tardive, comme toutes ses interventions dans cette période) que nous avons déjà citée sur la démission

des 5 membres de la Zentrale mécontents du «comportement de l'Exécutif dans la gestion de la scission du Parti Socialiste Italien». On y lit: *«Les véritables motifs de la démission du camarade Lévi et de son groupe de la Centrale du VKPD sont fournis non par la question italienne, mais par des tendances opportunistes à propos des problèmes allemands et internationaux»*; et: *«Dans la période qui s'est ouverte en Allemagne avec les récentes luttes de mars, ce ne sont plus des points de vue plus ou moins réfléchis sur la question italienne qui déterminent les divergences entre les courants, mais bien plutôt la prise de position par rapport aux problèmes de la lutte de masse révolutionnaire qui vient d'être livrée et qui est encore une fois imminente»*.

Le 15, la Zentrale vote une résolution (publiée de lendemain par la *Rote Fahne*) d'expulsion de Lévi, en lui demandant en outre d'abandonner son mandat parlementaire. Le motif n'est pas l'opposition de Lévi à la ligne générale du parti durant et après l'action de mars, mais la *«rupture de la discipline révolutionnaire»* dont il s'est rendu coupable en publiant une brochure contenant une série d'affirmations inexactes et de graves accusations contre la direction du parti et les représentants de l'Internationale, alors que la lutte continuait encore et qu'une dure répression se déchaînait contre des milliers de combattants. Cela, continuait la résolution, ne signifie pas nier le droit à la critique *«avant et après des actions menées par le parti. La critique sur le terrain de la lutte et sur celui de la totale solidarité dans la lutte est une nécessité vitale pour le parti, c'est un devoir révolutionnaire. Mais l'attitude de Lévi n'est pas une attitude de critique sur le terrain du parti et de la lutte, c'est un soutien ouvert à l'ennemi au moment où le parti est soumis à de graves persécutions; elle ne revient pas à renforcer le parti, mais à l'affaiblir et le détruire»*.

Coïncidence curieuse: le même jour Lénine répond à Lévi, et par son intermédiaire à Zetkin, en déplorant tant les résultats de la réunion du CC des 22-24 février (la démission des 5) que, à plus forte raison, la décision de Lévi d'écrire une brochure sur l'action de mars (au sujet de laquelle, il dit n'avoir *«absolument rien lu»*), ce qui aurait comme conséquence d'aggraver les oppositions alors que les «cadres éprouvés» sont *«si peu nombreux»*; que le représentant de l'Exécutif ait défendu ou non *«une tactique sotte, trop à gauche»*, il faut, écrit Lénine *«faire tout ce qui est possible»* pour éviter des ruptures irréparables. Cette lettre est doublement pathétique: elle demande à des camarades dont Lénine se sent particulièrement proche par certains côtés d'avoir la patience, la tolérance et le sens des limites que ceux-ci se gardent bien d'avoir; et elle apporte une nouvelle confirmation du retard et de l'approximation avec lesquelles l'Internationale recevait des informations, même sommaires, sur les développements du mouvement ouvrier en Europe.

Le 17, 8 militants (Brass, Däumig, Geyer, Hoffmann, Zetkin, Malzahn, Paul Neumann) publient sur la *Rote Fahne* une déclaration de solidarité avec Lévi; ils y accusent la Zentrale d'avoir *«abandonné la droite ligne des principes fondamentaux de la IIIe Internationale»* et jeté *«le parti dans la plus grave des confusions par le lancement d'une action putschiste»*; et de chercher maintenant à se soustraire à la *«critique ouverte et sans réserve qui est une nécessité vitale pour le parti et un devoir pour les camarades»* en créant *«un cas Lévi»*. Les idées de ce dernier sur l'action de mars et sur le comportement de la Zentrale, continue la déclaration, correspondent complètement aux principes de l'I.C. et aux résolutions du IIe Congrès; le problème n'est pas de choisir entre action et passivité, mais de mener une action révolutionnaire sur la base des principes de l'Internationale ou de tomber dans le putschisme bakouniniste. Clarifier les divergences est impossible sans un congrès extraordinaire du parti que demandent les signataires (44).

Le 29, l'EKKI précise dans une déclaration signée aussi par Lénine et Trotsky que *«la fameuse brochure de Paul Lévi»* a été unanimement jugée comme une trahison: *«même si Paul Lévi avait raison à 90% dans son jugement sur l'offensive de mars, il serait cependant passible d'expulsion du parti en raison de la violation inouïe de la discipline qu'il a commise et parce que, par sa façon d'agir dans des circonstances actuelles, il a donné un coup de poignard dans le dos au parti»*. Toutefois étant donné la grande importance des divergences d'appréciation sur l'action de mars, l'EKKI décide de mettre tout le matériel à disposition des délégués et *«estime que c'est un devoir absolu pour tous les membres du VKPD, malgré toutes leurs divergences, d'affronter en rang serré et en observant la discipline la plus rigoureuse, la lutte acharnée contre la réaction déchaînée»*.

Nous verrons ailleurs comment la question allemande en général et celle de la théorie de l'offensive en particulier, furent traitées au IIIe Congrès, en condamnant les déviations soi-disant de gauche comme celles (nettement plus graves) de droite, et en appuyant ce qu'il y avait de positif dans le «dynamisme» des jeunes partis ou de leur aile gauche.

Mais comme la délégation italienne à ce Congrès commit *«des erreurs gauchistes»*, exprimant *«fort mal»* la divergence théorique alors manifeste entre la gauche italienne et la majorité de l'I.C. (45), il est nécessaire de rappeler brièvement quelle était la position véritable exprimée par notre courant avant même que le Congrès mondial commence à en discuter.

En effet les erreurs de la délégation (dues *«à la grande capacité d'improvisation d' Umberto Terracini»*) eurent comme conséquence de faire retomber sur la Gauche qui dirigeait le parti italien les accusations de blanquisme, putschisme, «poses esthétiques dans la façon de résoudre les problèmes d'action marxiste», sectarisme et mépris pour des objectifs aussi vulgaires que la conquête de la majorité de la classe, etc. D'autre part les problèmes soulevés alors sur la nature, la composition et la façon d'agir du parti, et sur le rapport entre les divers moments de ce qui, historiquement, ne cesse jamais d'être l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois, conservent toujours un intérêt exceptionnel.

Nous avons souvent rappelé que les «Thèses de Rome» de mars 1922 *«constituaient l'heureuse liquidation théorique et politique de tout danger d'opportunisme de gauche dans le parti italien»* (46), en ce sens que loin de théoriser l'offensive à tout prix, elles discutaient longuement de la tactique révolutionnaire en période d'attaque contre-révolutionnaire, sans pour autant tomber dans une perspective défaitiste purement défensive (qui, comme l'enseigne toute l'histoire du mouvement ouvrier, est toujours prête à tomber dans l'aplatissement devant l'ordre constitué). Mais c'est dans l'article de Bordiga «Parti et action de classe», publié sur le n° 4 du 30 mai 1921 de la revue théorique du

parti (*Rassegna Comunista*), que se trouve un examen complet des problèmes tactiques qui allaient être discutés au IIIe Congrès. Renvoyant à la lecture complète de ce texte (47), nous citerons ici seulement la partie plus directement lié à la question qui était alors d'une actualité brûlante:

«On discute aujourd'hui passionnément sur la "tactique offensive" des partis communistes, qui consiste à réaliser un certain encadrement et un certain armement des militants et des sympathisants les plus proches, et à les lancer au moment opportun dans des actions offensives destinées à entraîner les masses dans un mouvement général, ou même à accomplir des actions spectaculaires pour riposter aux offensives réactionnaires de la bourgeoisie. Ici aussi, on voit généralement s'opposer deux positions, dont aucun communiste n'assumerait sans doute la paternité.

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation [souligné par nous]. *De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés au "grand soir" où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de "gardes blancs" de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire* [comme les Lévi!] *que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.*

Ce serait cependant mal interpréter les considérations qui précédent que de considérer purement et simplement l'action du parti politique de classe comme celle d'un état-major, qui par sa seule volonté pourrait décider du mouvement des forces armées et de leur emploi; et ce serait se fabriquer une perspective tactique imaginaire que de croire que le parti peut, après avoir créé un réseau militaire, déclencher l'attaque à un moment donné, lorsqu'il le juge assez développé pour pouvoir battre les forces de la défense bourgeoise.

L'action offensive du parti n'est concevable que lorsque la réalité des situations économiques et sociales met les masses en mouvement pour résoudre des problèmes qui mettent en cause leur sort directement et sur la plus vaste échelle, en créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne en fixant clairement ses buts généraux et en l'encadrant dans une action rationnelle et bien organisée y compris du point de vue de la technique militaire [tout ce qui avait fait défaut lors de l'action de mars]. *Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées même lors de mouvements partiels des masses: ainsi, les représailles contre la terreur des gardes blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment d'être définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.*

Mais croire que par le jeu de ces forces, même extrêmement bien organisées et sur une vaste échelle, on peut changer les situations et provoquer, à partir d'une situation de stagnation, le déclenchement de la lutte générale révolutionnaire [précisément l'illusion de la Centrale allemande en mars], *est encore une conception volontariste qui ne peut ni ne doit avoir sa place dans les méthodes de l'Internationale marxiste.*

On ne crée ni les partis, ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions, en unifiant toutes les expériences révolutionnaires utiles à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum de chances de victoire du prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissement inévitable de l'époque historique que nous vivons. Telle nous semble devoir être la conclusion [souligné par nous]. *Les critères fondamentaux qui doivent diriger l'action des masses s'expriment dans les normes d'organisation et de tactique que l'Internationale doit fixer à tous les partis membres. Ils ne peuvent consister à remanier directement certains partis avec l'illusion de leur donner toutes les dimensions et caractéristiques capables de garantir le succès de la révolution, mais doivent s'inspirer de la dialectique marxiste, en se fondant avant tout d'une part sur la clarté et l'homogénéité programmatiques, d'autre part sur la discipline et la centralisation tactiques.*

Il existe à notre avis deux déviations "opportunistes". L'une consiste à déduire la nature et les caractères du parti de l'appréciation, dans une situation donnée, de la possibilité ou non de regrouper des forces considérables, ce qui revient à se laisser dicter les règles d'organisation du parti par les situations, pour lui donner de l'extérieur une constitution différente de celle à laquelle la situation l'a conduit. L'autre consiste à croire qu'à condition d'être nombreux et d'avoir une formation militaire, un parti peut déterminer les situations révolutionnaires en donnant l'ordre d'attaquer, ce qui revient à prétendre créer les situations historiques par la volonté du parti.

Peu importe laquelle de ces deux déviations doit être considérée comme "de gauche" ou "de droite": il est certain que toutes deux s'éloignent de la juste voie marxiste. Dans le premier cas, on renonce à ce que peut et doit être la légitime intervention du mouvement international doté d'un corps systématique de normes organisationnelles et tactiques, on renonce à cette marge d'influence, dérivant d'une conscience et d'une expérience historique précises, que notre volonté peut et doit exercer sur le développement du processus révolutionnaire. Dans le second, on attribue à la volonté des minorités une influence excessive et irréelle, en risquant de conduire à des défaites désastreuses.

Les révolutionnaires communi-

stes doivent au contraire être ceux qui, trempés collectivement par les expériences de la lutte contre les dégénérescences du mouvement prolétarien, croient fermement dans la révolution, veulent fermement la révolution, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traite dont ils attendraient le paiement, et qui ne céderont pas au désespoir et au découragement si l'échéance est retardée d'un seul jour» (48).

---

(1) L'occupation commença le 19. Hörsing la présenta comme une opération de police dirigée contre des actes de délinquance ordinaire; mais il est connu que selon le plan du ministre de l'Intérieur, le social-démocrate Severing, elle avait explicitement pour but de frapper le parti communiste et avec lui, les avant-gardes prolétariennes accusées de préparer un putsch; la tentative le 13 mars de faire sauter à Berlin la *Siegessäule*, symbole des succès militaires allemands en aurait été le prélude. Severing décréta l'extension de l'état d'urgence à la région de Merseburg, et le 26 il donna des instructions à la police pour qu'il n'y ait pas des négociations avec les ouvriers en armes, surtout s'ils occupaient des usines, et que l'ordre soit rétabli sans égard pour personne.

Sur cet aspect des évènements, voir l'ouvrage (bien qu'hostile envers le VKPD et encore plus envers les travailleurs insurgés) de Werner T. Angress, *«Stillborn revolution. The communist bid for power. 1921-1923»*, Princeton, 1963.

(2) *Protokoll*.., p. 463. En faisant le bilan de «Mars», Frölich défendra plus tard la thèse selon laquelle *«le parti devait par tout son travail pousser à l'aggravation de la situation»*; c'était, dira-t-il, l'avis unanime des membres du CC à la réunion du 16-17 (cf *«Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Kehren der März-Aktion»*, Berlin 1921, p. 28). Voir aussi les témoignages dans P. Broué, *«Révolution en Allemagne (1917-1923)»*, Paris 1971, pp 478-479.

(3) Il s'agissait, rappellera E. Meyer au congrès de Iéna du VKPD en août, de *«briser le mur de passivité des masses laborieuses»* comme si c'était à elles et non au parti qu'il fallait attribuer la tendance à se replier sur soi et à tomber dans une sorte d'apathie. L'arrogance de nombreux appels lancés aux travailleurs durant l' «action de mars» a en partie ses racines dans cette façon de regarder de haut un prolétariat en réalité coupable de tout sauf de... résignation. En même temps commençait ainsi la malheureuse série d' «équivoques» qui conduiront la Zentrale à amalgamer la juste revendication du militantisme révolutionnaire contre la passivité des Lévi et cie, et une opposition abstraite entre l'offensive et la défensive **en général**, la première étant élevée à la hauteur d'un principe éternel de l'action du parti et de la classe.

(4) *«Die Schule der revolutionären Strategie. Der III. Kongress der Kommunistichen Internationale»*, in *«Die Neue Etappe»*, Hamburg 1921, p. 72. Il s'agit de la réélaboration d'un discours tenu à Moscou immédiatement après le IIIe Congrès. Mais des considérations analogues se trouvent déjà dans le court texte sur *«Le mouvement de mars en Allemagne»* écrit le 18 avril. Cf *«The first five years of the Communist International»*, pp. 193-194.

(5) Trotsky, in *«Le mouvement de mars en Allemagne»*, op cit.

(6) A partir du 20 mars les brigades volantes de Max Hölz et Karl Plättner entrèrent en action; elles s'opposaient aux mouvements des forces de l'ordre et protégeaient les citadelles prolétariennes à coups de sabotage des voies ferrées, d'attentats à la dynamite et d'actes terroristes divers. On ne peut certes pas reprocher au VKPD d'avoir lésiné dans l'envoi de conseillers en technique militaire, d'Hugo Eberlein à Bela Kun, là où cette guérilla faisait rage.

Mais le fait est, comme il le raconta dans son autobiographie, que Max Hölz cherchait désespérément une **direction politique** capable d'unifier autour de directives communes les diverses formations prolétariennes, **sans jamais la trouver**. Et c'est aussi la raison pour laquelle dans la dernière phase le mouvement se désagrégea en un magma confus d'actions locales de groupes de révoltés et de «terroristes».

(7) Titre d'un article des n° 4-5-6 de la *Rote Fahne*. Cependant cet article était basé sur la constatation que la classe ouvrière était victime d'une offensive systématique de l'ennemi dont il fallait avant tout **se défendre,** préparant ainsi les conditions objectives et subjectives d'une puissante contre-attaque **dans un second temps**.

(8) Trotsky, *«Die Schule...»*, pp. 72-73.

(9) Radek écrivait dans son article du 15/3 *«Die Krise in der VKPD»* (*Die Internationale* n°3): *«C'est un fait que l'action inaugurée par la Lettre Ouverte sur l'initiative du représentant de l'Exécutif n'a pas ensuite été poursuivie avec une énergie suffisante, de façon suffisamment convaincante et concentrique»* et il attribuait ces insuffisances à la passivité traditionnelle de la direction Lévi. Ce qui était juste mais laissait dans l'ombre le fait que Lévi était moins intéressé par *«la tactique exprimée par la Lettre ouverte»* que par la lettre elle-même en tant que main tendue sur le plan politique aux partis réformistes au sein desquels il finira par revenir.

«Il est plus facile d'accepter 21 thèses communistes, continuait Radek, *que pousser pratiquement les grandes masses un pas en avant dans la lutte. Ce premier pas, le VKPD ne l'a pas encore fait (...). Il n'est pas encore entré en lutte»*. Mais le problème était moins d'entrer en lutte, que de lutter sur le **terrain juste**.

(10) La presse du parti était remplie de ses exhortations arrogantes aux travailleurs; par exemple le 24/3 à Berlin où, contre toute attente, ils ne semblaient pas vouloir entrer en lutte: *«Travailleurs (...) secouez-vous de votre apathie! Débarrassez-vous de vos chefs traîtres et lâches, et combattez - ou vous serez perdus!»*.

(11) Sous le patronage de Bela Kun des accords pour l'action commune avaient été conclus avec le KAPD. Mais la force des habitudes était si grande qu'en pratique, sauf en de rares cas, les deux partis agirent non seulement en complète autonomie, mais même très souvent en concurrence, aggravant du coup la fragmentation et la dispersion du mouvement.

(12) Trotsky a attiré l'attention sur ce point dans son article *«Le mouvement de mars...»*, op. cit., où il cite comme force motrice du mouvement, à côté des mineurs de Westphalie, *«les chômeurs qui, par la nature de leur situation, n'ont pas trouvé leur place dans l'équilibre instable de la république d'Ebert et cie.»*. La réticence à prendre en compte ce secteur vital de l'armée prolétarienne dans l'après-guerre et ses problèmes spécifiques, restera un épine au pied du communisme allemand jusqu'à la fin de la décennie suivante. Ce sera un facteur sur lequel s'appuiera habilement le nazisme dans son effort pour diviser

et paralyser la classe ouvrière, et même en gagner une partie parmi les couches politiquement et socialement «marginalisées».

(13) Un examen attentif et pénétrant de ce qu'il aurait fallu faire avant de lancer le mot d'ordre de grève générale ou dans l'éventualité de devoir interrompre l'action avant, se trouve dans le rapport de Trotsky au IIIe Congrès de l'I.C. cf *Die neue Etappe*..., op. cit.

(14) cf sa lettre à Zinoviev du 10/6/21, *«Observations sur les projets de thèses sur la tactique pour le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste»*, Oeuvres Complètes, tome 42, p 333.

(15) Lors des élections du 20 février le VKPD avait recueilli 205 000 voix dans la région de Halle-Merseburg, contre 76000 aux Indépendants de l'USPD et seulement 27000 au SPD.

(16) Parmi les mots d'ordre lancés par le parti pour la grève générale, comme *«première étape»* à atteindre il y avait *«le renversement du gouvernement»* (la deuxième étape était constituée par les revendications de la Lettre Ouverte et en particulier l'alliance avec la Russie soviétique).

(17) Il est caractéristique que si le nombre d'ouvriers arrêtés fut très élevé, un seul responsable communiste fut emprisonné et jugé (il fut acquitté), Brandler. Autre démonstration de la spontanéité du mouvement et de l'inconsistance des accusations de complot, putsch, etc.

(18) cf Broué, op. cit., pp. 488-489.

(19) *«Unser Weg...»* pp. 31. La motion proposée par Zetkin lors de la réunion de la Zentrale des 6-7 avril (publiée sur la *Rote Fahne* du 30/4) accusait la politique suivie par la direction *«de nous avoir conduit à un trouble et dangereux rapprochement avec des actes de violence et de destructions individuels et absurdes qui ne correspondaient ni à une nécessité inéluctable de la lutte ni n'étaient des symptômes de désespoir des grandes masses, mais étaient des actes de banditisme romantique infantile, expression de la faiblesse du mouvement et non de sa force, des actes qui nous ont éloigné des masses au lieu de les lier à nous»*. Elle faisait ainsi l'amalgame entre des actions purement démonstratives de terrorisme individuel de type anarchiste (qui étaient par ailleurs l'exception et non la règle dans les évènements de mars 21), et des actions spontanées de défense armée menées par des groupes de prolétaires contre la police ou en prévision de son arrivée dans les quartiers ouvriers et les usines. Tout cela était condamné en bloc d'une façon qui trahissait un légalisme obtus.

(20) *«Unser weg...»*, p. 39. Lévi n'hésitait pas à accuser la direction d'avoir poussé au massacre un secteur prolétarien après l'autre. *«Ave, morituri te salutant!»* (*Salut! Ceux qui vont mourir te saluent!*) écrivait-il, en reprenant la fameux salut que les gladiateurs adressaient à l'empereur avant d'aller se faire massacrer dans l'arène pour la plus grande joie des spectateurs.

(21) Dans sa *«Lettre aux communistes allemands»* du 14/8/21, il écrivait plus explicitement: *«Lévi a **au fond raison** sur bien des points dans sa critique de l'action de 1921 en Allemagne (bien entendu, pas quand il prétend que cette action a été un "putsch": cette affirmation est une ineptie)»*, O.C., tome 32, p. 549

(22) cf Lénine, *«Notes d'un publiciste»*, fin février 1922, O.C., tome 33, p. 209.

(23) Trotsky écrira de son côté: *«Le IIIe Congrès a dit aux communistes de tous les pays: (...) Seul un **traître** peut nier la nécessité de l'offensive révolutionnaire; seul un idiot peut réduire toute la stratégie révolutionnaire à l'offensive»*, *«Die Schule...»*, op. cit., p. 82.

(24) *«Avoir accepté **prématurément** une bataille générale: voilà le fond de la Märzaktion. Ce n'était pas un putsch, mais une **erreur**, atténuée par l'héroïsme de la défense de centaines d'hommes»*. Et *«notre conclusion est que nous ne lancerons pas prématurément l'héroïque offensive future»* in «Lettre à Zinoviev», op. cit.

(25) *«Discours à la réunion des membres des délégations...»*, O.C., Tome 42, p.

(26) *«Lettre aux communistes allemands»*, op. cit., p. 555.

(27) Ibidem.

(28) Ibid.

(29) *«Tant que le pouvoir gouvernemental n'est pas conquis le prolétariat et tant que ce dernier n'a pas affermi une fois pour toutes sa domination (...), le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs qu'une minorité ouvrière. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans l'époque de transition, le Parti Communiste peut grâce à des circonstances favorables, exercer une influence **idéologique** et **politique** incontestable sur toutes les couches prolétariennes de la population, mais il ne peut les réunir organisées dans ses rangs»*. Thèse du IIe Congrès de l'I.C. sur le «Rôle du PC dans la révolution prolétarienne».

(30) *«Discours en faveur de la tactique de l'Internationale Communiste»*, O.C., Tome 32, p. 507. Lénine attaque dans ce discours les amendements présentés dans l'esprit de la théorie de l'offensive par N. Bombacci au nom des délégations allemande, italienne et autrichienne (Bordiga était absent lors du Congrès).

(31) *«Il s'est trouvé que j'ai eu tort concernant Lévi, car il a prouvé bel et bien qu'il avait échoué sur le sentier menchevik ni par hasard, ni pour un temps, ni seulement en "forçant la note" contre l'erreur très dangereuse des "gauches", mais pour longtemps, solidement, et conformément à sa nature même». cf «Notes d'un publiciste»*, op. cit., p. 210.

(32) En mai 1920 *Il Soviet* avait critiqué l'action de la Zentrale allemande en reprenant l'analyse de Bela Kun (applicable telle quelle, peut-être contre l'avis de son auteur, à l'action de mars 1921): *«Si préparer la révolution ne signifie pas rester continuellement les armes à la main, cela implique cependant de rester sans cesse sur le terrain de la lutte, ce qui a à son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment. "Pas de préparation d'insurrection violente" signifie renoncer à toute préparation»*. Les actions partielles de 1921 n'étaient autre que les insurrections violentes de l'année précédente: toutes les deux à refuser selon Lévi....

(33) *«La Ligue Spartakus (...) ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux moyens de lutte de la Ligue Spartakus»*.

(34) *«Was ist das Verbrechen? Die Märzaction oder die Kritik daran?»* (Quel est le délit? L'action de mars ou sa critique?), qui est la version littéraire de sa défense devant le CC après son expulsion et le recours en appel..

(35) Voir *«La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international»*, *Programme Communiste* n° 58, p. 106-107.

(36) Voir les citations reportées sur PC n° 58, ibidem.

(37) A première vue il pourrait sembler qu'en dirigeant sa critique non seulement contre la nouvelle direction du parti allemand, mais aussi contre les méthodes utilisées par l'Exécutif de l'Internationale, Lévi se fondait

exclusivement sur des faits, comme *«la pression exercée sur la centrale»* par ses émissaires *«pour la pousser à se lancer dans l'action immédiatement et à n'importe quel prix»*, l'habitude de *«ne jamais travailler avec la direction centrale du pays, mais derrière son dos»*, la tendance à *«n'agir que comme une Tcheka projetée au delà des frontières de la Russie»*, etc.: sur ce plan-là les critiques pouvaient parfois être justifiées. Mais en réalité il y a chez Lévi une opposition fondamentale au parti centralisé et discipliné à la bolchevique qui le conduira **inévitablement** à chercher refuge dans l'Internationale deux et demi d'abord, puis dans la IIe Internationale ensuite.

(38) La résolution critiquait avec raison le manque de préparation du parti à une action aux objectifs aussi ambitieux que la chute du gouvernement; elle revendiquait la nécessité d'une riposte politique d'action préparée par une lutte tenace pour conquérir une influence parmi les larges masses et reproposait pour cet objectif la tactique exprimée dans la Lettre Ouverte; cependant elle ne précisait ni les objectifs et les mots d'ordre, ni les méthodes et les critères d'organisation que le parti devrait adopter dans des situations comme celle de mars, face à une attaque armée de la réaction bourgeoise contre les positions occupées par les travailleurs. Alors que la situation aurait exigé davantage que la simple lutte de résistance sur le plan des besoins immédiats de vie et de travail, cette résolution, malgré toutes ses prétentions au réalisme et au concrétisme, était tout aussi abstraite que les Thèses de la majorité du CC.

(39) Voir le discours de Lénine en décembre 1920 aux militants de Moscou où il explique que le rythme de développement de la révolution est plus lent dans les grands pays capitalistes qu'en Russie. O.C., Tome 31, p. 460.

(40) *«Probleme des Dritten Weltkongresses»*, in *Die Internationale* n° 7, 1/6/1921;

(41) *«Leitsätze zur Taktik der Kommunistichen Internationale während der Revolution»*, pp. 239 et suivantes. Bien que le titre parle de *tactique **durant** la révolution*, les orientations présentes dans le texte concernent la «période de transition» qui existerait déjà au niveau mondial et dans laquelle il s'agit, par une tactique *toujours offensive* sur le modèle de l'action de mars, de conquérir «la direction incontestée de la majorité de la classe ouvrière». Il est vrai que dans l'article ci-dessus, Maslow, poussant à l'extrême des positions officielles de la majorité du parti, écrit: «la période de transition est déjà la révolution»...

(42) Avec son goût particulier des extrapolations «dialectiques» et des rapprochements audacieux entre des phénomènes paraissant semblables, Maslow développera sa thèse de la *«reproduction élargie»* (y compris au sens social et politique) *«de la classe ouvrière»*. Au cours de ce processus, celle-ci *«s'organise et apparaissent de nouveaux organes (conseils d'usine, partis communistes), cellules de la nouvelle société qui se forment déjà sur les restes du vieil appareil humain et qui seront le squelette du futur appareil»*, brisant les obstacles qui tendent à la ramener à une *«reproduction réduite»*, et se frayant ainsi la voie jusqu'à ce que *«la reproduction élargie triomphe comme loi mondiale»*. Au Congrès de Iéna en août, le même Maslow affirmera que l'action de mars devait être considérée comme une «défense offensive», dans la mesure où, tout en reconnaissant son caractère défensif, le parti n'excluait pas la possibilité de l'étendre et de la généraliser de façon à la transformer en offensive, et qu'il agissait dans cette perspective.

(43) Les dirigeants les plus disposés à reconnaître leurs erreurs avançaient l'argument consolant selon lequel l'action de mars avait après tout permis de constater ces erreurs et donc de les corriger. Ce qui faisait évoquer par Trotsky l'histoire d'un professeur moscovite qui avait traduit un énorme ouvrage anglais dans le seul but de faire constater à tout le monde que l'ouvrage n'avait aucune valeur! cf *Protokoll* du IIIe Congrès, p. 641).

(44) Ce même numéro de la *Rote Fahne* contient une déclaration de Brass et de Geyer du 6 avril à Moscou, où, en répliquant à la résolution de l'EKKI du 4, ils niaient vouloir constituer une fraction de droite; à propos de la scission de Livourne ils affirmaient: *«ce qui était en discussion, ce n'était pas la politique des dirigeants centristes autour de Serrati, mais la tactique des représentants de l'Exécutif à Livourne, dont le résultat a été que 90.000 prolétaires appartenant à l'Internationale et désireux d'y rester ont suivi ce groupe plutôt que d'adhérer au PC d'I»*.

(45) *«Projet de thèses pour le IIIe Congrès du PC d'I présenté par la Gauche»*, Lyon 1926, IIIe partie, paragraphe 4. cf «En défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt. n° 7, p. 137.

(46) cf les *«Thèses de Lyon»*, ibidem.

(47) Cet article en suivait un autre, tout aussi important: «Parti et classe». Ils se trouvent dans la brochure homonyme de la série «Les textes du PCInt» n° 2.

(48) «Parti et classe», pp 64,65,66.

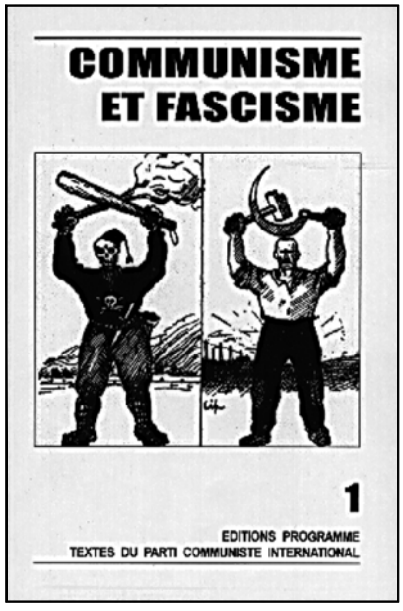
REPRINT DE «COMMUNISME ET FASCISME»

«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»

«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»

«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante, il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions jusqu'ici tentées par leur Parti ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, ils sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la Révolution et devant l'Internationale» (Extraits du texte)

Textes du Parti Communiste International n° 1
Nouvelle édition - 8 €



Thèses sur les conditions sous lesquelles il est possible de constituer des Soviets Ouvriers

IIe Congrès de l'Internationale Communiste (août 1920)

Les Thèses sur la formation des Soviets ont été adoptées au IIe Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou le 5 août 1920. Leur présentation fut précédée d'un petit discours de Zinoviev, leur auteur, qui déclara espérer qu'elles seraient adoptées sans vote, étant donné que les discussions préliminaires avec divers délégués avait montré que l'opinion était unanime à ce sujet. Zinoviev expliqua que le but de ces Thèses était d'un côté de corriger les révolutionnaires qui, comme en France et en Suisse (1), appelaient à créer artificiellement des Soviets, alors que ceux-ci ne peuvent naître que dans une période révolutionnaire; et de l'autre de s'opposer aux réformistes qui, dans une situation révolutionnaire où les soviets existaient réellement, voulaient les subordonner aux institutions de l'Etat bourgeois. Ces Thèses sont une condamnation à l'avance de la tactique volontariste et activiste faussement de gauche, de l'Internationale stalinisée lors de la dite «troisième période», au début des années trente, avec son slogan: «les Soviets partout!». Reliées aux Thèses sur le rôle du Parti Communiste, elles sont aussi une claire réfutation de l'orientation dite «conseilliste», qui nie ou dévalue le rôle du parti.

Nous les faisons suivre des Thèses sur la constitution des Conseils Ouvriers de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien (déjà publiées dans les années 70 sur cette même revue) (2). Ces thèses furent rédigées en avril 1920 en vue du Congrès de Livourne qui allait voir la scission au sein du vieux parti et la naissance du Parti Communiste d'Italie, dans le but de préciser la question, surtout par rapport aux positions conseillistes défendues à Turin par Gramsci et ses camarades (3). Dans les deux textes, les soviets sont définis comme des «organes d'Etat», c'est-à-dire des ***organes politiques****, de la dictature du prolétariat; dans les deux textes il est précisé que leur fondation n'est possible que dans une période révolutionnaire, quand s'ouvre l'assaut contre le pouvoir bourgeois. Implicitement dans celles de l'Internationale, explicitement dans celles de notre courant, les Thèses indiquent le rôle central du parti pour que les soviets ne deviennent pas d'«informes parlements ouvriers» comme dira Trotsky dans «Terrorisme et Communisme»: les soviets n'ont pas un caractère révolutionnaire en soi: c'est l'intervention et la prédominance en leur sein du parti communiste qui leur permet de jouer ce rôle.*

Il nous a paru utile de publier les Thèses de l'Internationale, car, à notre connaissance, elles ne l'ont jamais été en français depuis 1920, où elles parurent sur le «Bulletin Communiste», Organe du Comité de la Troisième Internationale; elles ne figurent pas sur le recueil des IV Premiers Congrès publié dans les années trente et republié à l'identique depuis. La traduction que nous proposons ci-dessous est entièrement nouvelle.

1. Les Soviets de délégués ouvriers sont apparus pour la première fois en Russie en 1905, au moment où le mouvement révolutionnaire des ouvriers russes était à son apogée. Instinctivement le Soviet des Petrograd des députés ouvriers faisait déjà en 1905 les premiers pas vers la prise du pouvoir. A ce moment le Soviet de Petrograd n'était fort que dans la mesure où il avait une chance de conquérir le pouvoir politique. Dès que la contre-révolution impériale rassembla ses forces et que le mouvement ouvrier recula, le Soviet de Petrograd cessa d'exister, après une brève période de stagnation.

2. Lorsqu'en 1916, au début d'une nouvelle grande vague révolutionnaire, commença à germer en Russie l'idée d'organiser immédiatement des Soviets de députés ouvriers, le Parti Bolchevik mit en garde les travailleurs contre toute formation immédiate, soulignant que la création de Soviets ne serait opportune que lorsque la révolution aurait déjà commencé et que le moment serait venu de la lutte directe pour le pouvoir.

3. Au début de la révolution de Février de 1917, quand les Soviets de députés ouvriers se sont transformés en Soviets de députés d'ouvriers et de soldats, ils ont attiré dans leur sphère d'influence les masses les plus larges, gagnant d'un coup une autorité écrasante, parce que la force réelle était de leur côté, entre leurs mains. Mais quand, surmontant la soudaineté des premiers assauts révolutionnaires, la bourgeoisie libérale prit le pouvoir avec l'aide des sociaux-traîtres, les Socialistes Révolutionnaires et les Mencheviks, l'importance des Soviets commença à décliner. Ce n'est qu'après les journées de juillet et après l'échec de la campagne contre-révolutionnaire de Kornilov, lorsque les masses commencèrent à se mettre en mouvement et que la crise du gouvernement de coalition bourgeois contre-révolutionnaire devint aiguë, que les Soviets reprirent de la vigueur, gagnant rapidement une importance décisive dans le pays.

4. L'histoire des révolutions allemande et autrichienne nous montre le même tableau. Quand les masses populaires se révoltèrent et que la vague révolutionnaire devint si puis-

sante qu'elle balaya les forteresses des monarchies des Hohenzollern et des Habsbourg, les Soviets d'ouvriers et de soldats se formèrent en Allemagne et en Autriche avec toute la puissance d'une force de la nature. Au début la force réelle était de leur côté, et les Soviets étaient bien engagés sur la voie de devenir le pouvoir **de facto**. Mais dès que, à la suite de toute une série de conditions historiques, le pouvoir commença à passer à la bourgeoisie et à la social-démocratie contre-révolutionnaire, les Soviets se mitent à décliner et disparurent. Lors de l'échec de la révolte contre-révolutionnaire de Kapp - Lüttwitz en Allemagne, les Soviets reprirent leur activité; mais quand la lutte se termina par la victoire de la bourgeoisie et des social-traîtres, les Soviets qui avaient tout juste commencé à revivre, moururent à nouveau.

5. Les faits ci-dessus démontrent que certaines conditions bien précises sont nécessaires pour la formation des Soviets. Pour organiser des Soviets de Députés Ouvriers et les transformer en Soviets d'ouvriers et de soldats, les conditions suivantes sont nécessaires:

a) Une forte poussée révolutionnaire parmi les larges masses d'ouvriers et d'ouvrières, de soldats et de travailleurs en général;

b) Une crise politique et économique aiguë, poussée au point où le pouvoir commence à échapper des mains du gouvernement;

c) Ferme résolution parmi les rangs de la masse des travailleurs et, avant tout, parmi les rangs du Parti Communiste, d'entamer la lutte générale et systématique pour le pouvoir.

6. En l'absence de ces conditions, les communistes peuvent et doivent mener une propagande systématique et intense pour l'idée des Soviets, pour la populariser parmi les masses, pour démontrer à la population que les Soviets sont la seul forme efficace de gouvernement pendant la transition au communisme intégral. Mais il est impossible de procéder à l'organisation directe des Soviets tant que ne sont pas réunies les trois conditions ci-dessus.

7. La tentative des sociaux-traîtres en Allemagne d'introduire les Soviets dans le système constitutionnel démocratique bourgeois, est une trahison de la cause ouvrière et une duperie pour les travailleurs. De véritables Soviets ne sont possibles qu'en tant que forme d'organisation d'Etat à la place de la démocratie bourgeoise, brisant celle-ci et la remplaçant par la dictature du prolétariat.

8. La propagande des dirigeants de droite des Indépendants (1) (Hilferding, Kautsky et autres) qui essaye de prouver que le système des Soviets peut être compatible avec l'Assemblée Constituante bourgeoise est ou une incompréhension complète des lois de développement de la révolution prolétarienne, ou une duperie consciente de la classe ouvrière. L'Assemblée Constituante est la dictature de la bourgeoisie. Il est impossible d'unir ou de concilier la dictature de la classe ouvrière avec celle de la bourgeoisie.

9. La propagande de certains représentants de la gauche des Indépendants en Allemagne qui présentent aux travailleurs le plan formel achevé d'un «système des Soviets», sans tenir aucun compte du processus réel de guerre civile, est un passe-temps doctrinaire qui détourne les travailleurs de leurs tâches essentielles dans la lutte réelle pour le pouvoir.

10. Les tentatives de divers groupes communistes en France, Italie, Amérique et Angleterre pour former des Soviets qui n'embrassent pas les larges masses et qui sont, par conséquent, incapables de se lancer dans la lutte directe pour le pouvoir, ne peuvent que nuire à la préparation réelle d'une révolution soviétique. Des «Soviets» construits aussi artificiellement, au mieux se transforment vite en petites organisations de propagande de l'idée soviétique, et, au pire, ne peuvent que discréditer cette idée aux yeux des larges masses de la population.

11. A l'heure actuelle il existe une situation particulière en Autriche, où la classe ouvrière a réussi à préserver ses Soviets qui rassemblent de vastes masses de travailleurs. Là, la situation ressemble à celle qui a existé en Russie entre février et octobre 1917. Les Soviets en Autriche représentent une force considérable et ils apparaissent comme des embryons d'un nouveau pouvoir.

Il va de soi que dans cette situation les Communistes doivent participer à ces Soviets, qu'ils doivent les aider à pénétrer tous les secteurs de la vie sociale, économique et politique du pays; qu'ils doivent y créer des fractions communistes et soutenir par tous les moyens leur développement.

12. Sans révolution les Soviets sont impossibles; sans la révolution prolétarienne, ils se transforment inévitablement en parodie. Les véritables Soviets des masses sont la forme historiquement élaborée de la dictature du prolétariat. Tous les partisans sincères et sérieux du pouvoir des Soviets doivent traiter avec précaution l'idée des Soviets; et, tout en menant une propagande infatigable à leur sujet parmi les masses, ils ne doivent s'engager dans leur constitution effective que sous les conditions mentionnées ci-dessus.

---

(1) Cf *Programme Communiste* n°60 (septembre - octobre 1973)

(2) Il s'agit du Parti Socialiste Indépendant, une scission du vieux Parti Social-Démocrate trop compromis par sa politique d' «union sacrée» avec les partis bourgeois en soutien à la guerre. Le «renégat» (*dixit* Lénine) Kautsky était l'ancien gardien de la théorie marxiste au sein de l'Internationale Socialiste.

(3) Pour la lutte politique contre les thèses conseillistes de Gramsci et cie, voir la série: «Gramsci, l'Ordine Nuovo et Il Soviet», Programme Communiste n° 71, 73 et 74.

Pour toute commande de matériel.

P A I E M E N T

Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention). A envoyer à notre adresse de Lyon: Programme, B.P. 57428; 69347 Lyon Cedex 07 (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

Avertissement: les textes épuisés ou en voie d'épuisement ne peuvent être fournis qu'en photocopies; nous consulter.

Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Abstentionniste du Parti Socialiste Italien

(*Il Soviet*, IIIe année, n°11, 11 avril 1920)

1. Les Soviets ou Conseils des travailleurs et des paysans (et des soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois, et supprimé les organes représentatifs de celui-ci (parlement, conseils municipaux, etc.). Ils sont les «organes d'Etat» du prolétariat.

2. Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, trous ceux qui emploient de la main d'oeuvre salariée ou exploitent les prolétaires d'une façon quelconque étant privés du droit de vote. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant en réalité secondaires. La privation de la classe bourgeoise de tout droit à être représentée, même comme minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la «dictature du prolétariat», constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.

3. Le processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat qui subordonnera toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de classe et au sort final de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi, alors que naissent dans des couches particulières de prolétaires des organes reflétant leurs intérêts économiques spéciaux (conseils d'usine, syndicats d'industrie, syndicats de catégorie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives données par le système des Soviets politiques qui, par essence et constitution, représentent(des intérêts généraux.

4. Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais ils peuvent également naître à un moment historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une grave crise et où la conscience historique et la tendance à s'emparer du pouvoir sont répandues au sein du prolétariat. Le problème révolutionnaire ne consiste pas à créer formellement des Conseils, mais bien à faire passer le pouvoir politique entre leurs mains.

5. L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le Parti de classe, le Parti Communiste. Il rassemble tous ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et qui sont disposés à sacrifier tout intérêt individuel ou de groupe à la victoire finale du communisme. A l'époque historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux Conseils».

Quand les Conseils se constituent, le Parti Communiste développe son action en leur sein pour y conquérir la majorité des mandats et des organes centraux. Le Parti persévère dans cette oeuvre après la conquête du pouvoir, toujours dans le but de donner à l'action prolétarienne une conscience politique et une unité d'intentions en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6. Le Parti Communiste pénètre et conquiert tous les organes économiques prolétariens dès qu'ils surgissent sous l'impulsion des conditions de vie faites aux différents groupes et catégories de prolétaires, dans le but de profiter de leur action pour élargir l'horizon des masses et attirer leur attention sur les buts généraux et finaux du communisme.

7. Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de liaison entre les Conseils ouvriers et les organes du pouvoir bourgeois, en répandant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent trouver toute leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.

8. Les nécessités actuelles du mouvement révolutionnaire en Italie ne consistent pas à constituer de façon artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins à travailler dans les syndicats et les conseils d'usine comme s'ils étaient des fins en soi, mais bien à constituer un Parti Communiste pur d'éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand l'heure historique de leur formation aura sonné, ce qui ne saurait tarder beaucoup.

9. Auparavant, une vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.

Cette tâche consiste:

a) Dans une étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire conduite avec sérieux et de larges moyens; dans la plus large propagande orale et écrite des principes et des méthodes qui en résultent au sein des masses;

b) Dans l'établissement de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste étranger et avec les organes de l'Internationale Communiste;

c) Dans l'établissement d'un

contact sûr avec les masses et dans la préparation à ces formes d'action et d'organisation et d'organisation qui sont indispensables dans la lutte décisive et qui, outre un dévouement complet des militants à la cause, exigent un entraînement tactique spécial étranger à la tradition du Parti Socialiste.

10. Le Parti Communiste ne considère pas comme but de son action les conquêtes partielles que les groupes prolétariens peuvent réaliser dans les cadres du présent régime, même pas dans le sens qu'elles prépareraient ses militants aux activités techniques qui les attendent après la conquête du pouvoir. Néanmoins il intervient dans les agitations de cette nature à seule fin de propager ses buts maxima et de mettre en relief les rapports réels qui montrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour éliminer la régime capitaliste.

« Proletarian »

Nr. 7 - Summer 2011
Supplement to
«le prolétaire» Nr. 499

• • • Egypt, Tunisia, Algeria, Libya, Syria ... The mass mobilizations can bring down governments, but capitalist domination can only be really threatened by the proletarian class struggle, independent and internationalist • • • The Global Crisis: World Capitalism at a turning Point.Mutations in the World inter-imperialist Balance of Power • • • The Abstentionism of the Communist Left • • • Canadian elections • • • Spain: the movement of the "outraged youth" • • • The proletarian May 1 is dead, long live May 1st! • • • The revolt of the proletarianized masses spreads to Syria • • • No to imperialist military intervention in Libya! • • • The Cannibalism of the Tripoli regime • • • Benghazi, Derna, Al Baida, Tobruk, Zintan, Tripoli: The riots in Tunisia and Egypt extend to Libya, where Gaddafi is trying to drown them in a bloodbath • • • Egypt: Mubarak has fallen, the capitalist regime and the bourgeois State remain • • • Egypt in flames • • • Long live the revolt of the proletarian youth!

1 copy : Europe: 1,5 Euro/ £ 1/ USA and Canada: US$ 1,5

Proletarian
Organ of the International Communist Party
Nr 7
Summer 2011
Egypt, Tunisia, Algeria, Libya, Syria ...
The mass mobilizations can bring down governments, but capitalist domination can only be really threatened by the proletarian class struggle, independent and internationalist
Summary
The Global Crisis:
World Capitalism at a turning Point.
Mutations in the World inter-imperialist Balance of Power.

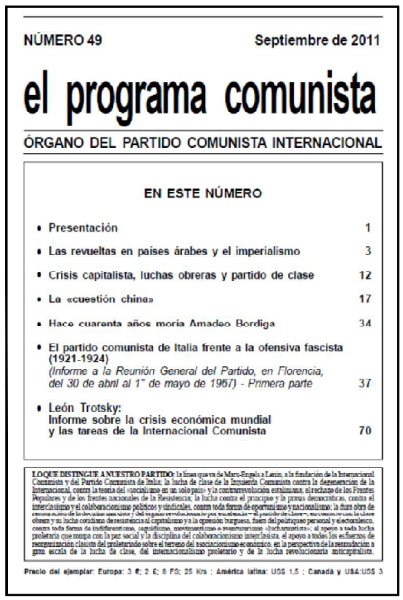
«el programa comunista»

N° 49, Septiembre de 2011

EN ESTE NÚMERO

• • • Presentación • • • Las revueltas en países árabes y el imperialismo • • • Crisis capitalista, luchas obreras y partido de clase • • • La «cuestión china» • • • Hace cuarenta años moría Amadeo Bordiga • • • El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924). (Informe a la Reunión General del Partido, en Florencia, del 30 de abril al 1° de mayo de 1967) - Primera parte • • • León Trotsky: Informe sobre la crisis económica mundial y las tareas de la Internacional Comunista

Precio del ejemplar: Europa: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs ; América latina: US$ 1,5 ; Canadá y USA:US$ 3


NÚMERO 49 Septiembre de 2011
el programa comunista
ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL
EN ESTE NÚMERO

• Presentación 1
• Las revueltas en paises árabes y el imperialismo 3
• Crisis capitalista, luchas obreras y partido de clase 12
• La «cuestión china» 17
• Hace cuarenta años moría Amadeo Bordiga 34
• El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) 37
(Informe a la Reunión General del Partido, en Florencia, del 30 de abril al 1° de mayo de 1967) - Primera parte
• León Trotsky: Informe sobre la crisis económica mundial y las tareas de la Internacional Comunista 70

Suplemento N° 13

de Marzo de 2011 al N. 48 de «el programa comunista»

EN ESTE SUPLEMENTO:

• • • Túnez, Argelia, Egipto, Lybie… Las movilizaciones de masas, nacidas del descontento generalizado por la crisis económica pero prisioneras de las ilusiones democráticas, nacionales y pacifistas, hacen caer a cualquier gobernante pero no cambian el curso del dominio capitalista y de las maniobras imperialistas que temen, únicamente, una cosa: la lucha de clase proletaria, independiente e internacionalista • • • El capitalismo promete «años de sufrimiento» a los proletarios • • • Elecciones. Sólo si rompe con la mistificación democrática podrá el proletariado reanudar el camino de la lucha clasista por sus intereses inmediatos e históricos • • • La militarización de los controladores aéreos muestra el destino que la burguesía española prepara al resto de los proletarios. El estado de alarma es el modo de imponer las reformas antiobreras si alguno se resiste a ellas • • • Del «Fiat Lux» (Hágase la luz) al FIAT IVECO. ¡La única «FE» de la burguesía es el dinero! • • • Reivindicaciones de clase en torno a las que el proletariado se organiza en defensa exclusiva de sus propios intereses • • • Retomar la huelga como arma de lucha proletaria contra la utilización oportunista, claudicante y conciliadora con el Estado y los patrones que hacen de ella los sindicatos amarillos • • • ¡No a la intervención militar imperialista en Libia!

Precio: Europa: 1€. América del Norte: US $ 1. América Latina: US $ 0,5

el programa comunista
ÓRGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL
Suplemento N° 13 al N. 48 de «el programa comunista»
Abril de 2011
Túnez, Argelia, Egipto, Libia…
Las movilizaciones de masas, nacidas del descontento generalizado por la crisis económica pero prisioneras de las ilusiones democráticas, nacionales y pacifistas, hacen caer a cualquier gobernante pero no cambian el curso del dominio capitalista y de las maniobras imperialistas que temen, únicamente, una cosa: la lucha de clase proletaria, independiente e internacionalista
EL CAPITALISMO PROMETE «AÑOS DE SUFRIMIENTO» A LOS PROLETARIOS
REANUDACIÓN ECONÓMICA BROCADA
EN ESTE SUPLEMENTO

Notes de lecture

Robert Camoin

La doctrine économique de Sismondi et le marxisme (*)

«Les banques d'Amérique (...) prêtent sous diverses formes le capital qu'elles acquièrent par la confiance publique; elles intéressent ainsi leurs débiteurs à soutenir leur crédit; à leur tour elles les excitent par des capitaux si facilement obtenus à des entreprises hasardeuses pour lesquels ils auraient hésité, s'ils avaient dû exposer leurs propres fonds. Cet esprit imprudent d'entreprise, cette surabondance de toute espèce de commerce, qui multiplie si fort les faillites aux Etats-Unis est due sans aucun doute à la multiplication des banques et à la facilité avec laquelle un crédit trompeur est mis à la place d'une fortune réelle» (1).

Cette critique des banques américaines n'est pas due à la plume d'un dirigeant d'ATTAC voulant expliquer la crise des sub-primes; elles ont été écrites il y a presque deux cent ans par Jean Charles Sismonde de Sismondi. Sismondi était un économiste suisse du début du dix-neuvième siècle, aujourd'hui bien oublié. Mais à son époque il se rendit célèbre par ses dénonciations des méfaits du capitalisme et les critiques qu'il adressait aux théories qui en faisait l'apologie et, en particulier, au grand théoricien classique de l'économie capitaliste, Ricardo, dont il était le contemporain.

Robert Camoin a eu la bonne idée de lui consacrer une brochure; malheureusement elle ne répond pas aux attentes suscitées par son titre, l'auteur ayant privilégié les aspects purement biographiques, nous en apprenons plus sur la vie sentimentale de Sismondi que sur les rapports du marxisme avec sa *doctrine économique*. C'est d'autant plus dommage que certains ont voulu voir dans Sismondi le précurseur de Marx (ou dans Marx un adepte du sismondisme) (2); des décennies après sa mort, l'analyse des positions économiques de Sismondi fit partie des importantes divergences entre deux théoriciens aussi importants du marxisme que furent Rosa Luxemburg et Lénine.

Marx lui-même n'a pas consacré d'étude particulière à cette doctrine (3); mais dans divers passages, il affirme que la supériorité de Sismondi sur les économistes bourgeois classiques tient à ce qu'il a compris que le capitalisme est sujet à des contradictions internes qui ne font que s'accroître avec son développement:

«Sismondi a le sentiment profond que la production capitaliste se contredit (...). Il ressent notamment la contradiction fondamentale: d'une part le développement sans entraves des forces productives et de la richesse, qui, formée de marchandises, doit être nécessairement transformée en argent, d'autre part, comme fondement, la limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires. C'est pourquoi les crises ne sont pas chez lui fortuites, comme chez Ricardo, mais sont à grandes échelle et à des périodes déterminées, des explosions essentielles des contradictions immanentes».

Mais: *«il hésite constamment: faut-il entraver les forces productives pour les rendre adéquates aux rapports de production, ou au contraire entraver les rapports de production pour les rendre adéquats aux forces productives? Alors il se réfugie souvent dans le passé; devient le panégyriste des temps passés ou aimerait également dompter les contradictions par une organisation autre du revenu par rapport au capital; ou de la distribution par rapport à la production, sans comprendre que les rapports de distribution ne sont que les rapports de production sous une autre forme. Il* ***juge*** *pertinemment les contradictions de la production bourgeoise, mais il ne les* ***comprend*** *pas et, ainsi, ne comprend pas le procès de leur résolution»* (4).

Cependant, la caractérisation politique définitive de Sismondi, nous la trouvons dans le **Manifeste Communiste**, dans le chapitre sur le *«socialisme petit-bourgeois»*:

«Dans les pays comme la France, où les paysans forment bien plus de la moitié de la population, il est naturel que les écrivains qui prenaient fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie aient appliqué à leur critique du régime bourgeois des critères petits bourgeois et paysans et qu'ils aient pris parti pour les ouvriers du point de vue de la petite bourgeoisie. Sismondi est le chef de file de cette littérature non seulement en France, mais en Angleterre aussi. Ce socialisme a analysé avec beaucoup de sagacité les contradictions inhérentes au régime de la production moderne. Il a mis à nu les hypocrites apologies des économistes (...).

Dans sa partie positive, ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société, ou bien il entend faire entrer de force les moyens de production et d'échange dans le cadre étroit de l'ancien régime de propriété qui a été brisé, et fatalement brisé, par eux. Dans l'un et l'autre cas, ce socialisme est à la fois réactionnaire et utopique» (5).

Sismondi, témoin en Grande Bretagne des ravages de la première grande crise économique, y avait trouvé matière à la publication de son ouvrage d'économie politique:

«C'est en Angleterre que je me suis acquitté de cette tâche. (...) La concurrence universelle, ou l'effort pour produire toujours plus, et toujours à plus bas prix, est depuis longtemps le système de l'Angleterre, système que j'ai attaqué comme

dangereux: ce système a fait faire à l'industrie anglaise des pas gigantesques, mais il a à deux reprises, précipité les manufactures dans une détresse effrayante. (...) Le peuple en Angleterre est en même temps privé et d'aisance dans le moment présent, et de sécurité pour l'avenir. Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; on les a forcés de faire place aux journaliers; il n'y a presque plus d'artisans dans les villes, ou de chefs indépendants d'une petite industrie, mais seulement des manufacturiers. L' [ouvrier] industriel, pour employer un mot que ce système même a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état; il gagne seulement un salaire, et comme ce salaire ne saurait lui suffire également dans toutes les saisons, il est presque, chaque année, réduit à demander l'aumône à la bourse des pauvres» (6)

Sismondi écrivait que le développement sans frein du capitalisme entraîne l'appauvrissement de la société: d'un côté les artisans deviennent des ouvriers salariés réduits à la misère par leurs patrons, les petits et moyens paysans, ruinés, sont remplacés par des ouvriers agricoles tandis que de l'autre côté s'enrichissent une poignée de gros paysans, de banquiers et d'industriels. Sur le plan économique le résultat est qu'au fur et à mesure que se développe la capitalisme, le marché national intérieur se **réduit** alors même que croît la production de marchandises.

Pour échapper à l'engorgement du marché et à la crise qui en est la conséquence, la seule solution est l'exportation des marchandises. Mais cette solution ne fonctionne qu'aussi longtemps que les autres pays ne se mettent pas eux aussi à exporter pour trouver un débouché à leur propres marchandises: la crise économique de surproduction éclate alors inévitablement: *«Ainsi donc, par la concentration des fortunes entre un petit nombre de propriétaires, le marché intérieur se resserre toujours plus, et l'industrie est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers, où de plus grandes révolutions la menacent»*.

Sismondi n'était pas un révolutionnaire. R. Camoin nous dit qu'il était *proche des milieux orléanistes à Paris, admirant, au moment de la première Restauration, le modérantisme libéral du «seul des Princes qui ait encore des sentiments français (...), qui connaisse le progrès des idées»* (7). Son idéal était l'économie paysanne patriarcale, dans laquelle selon lui, le propriétaire paysan jouissant d'une *«honnête aisance»*, travaillait lui-même la terre et faisait manger ses domestiques à sa table, les traitant comme ses égaux. Regrettant le trop grand nombre d'enfants qui entraîne le morcellement de la propriété et le manque de proportion *«entre la population et ses moyens d'exister»*, il en arrivait à accuser la religion de ne pas assez prêcher la chasteté!

Sismondi ne préconise sans doute pas le retour aux formes économiques précapitalistes, mais une sorte de régulation économique par le législateur afin de maintenir la petite production, maintenir un juste équilibre entre l'industrie, le commerce et l'agriculture, une proportionnalité exacte entre la production et la consommation, empêcher en un mot une croissance incontrôlée du capitalisme avec ses conséquences néfastes sur le plan économique comme sur le plan social.

«Les Américains, écrit-il, *se sont attachés au principe nouveau, de travailler à produire sans calculer le marché, et à produire toujours plus»*; et donc *«le trait caractéristique des Etats-unis, d'une extrémité du pays jusqu'à l'autre, c'est la surabondance des marchandises de tout genre sur les besoins de la consommation (...) des faillites journalières sont la conséquence de cette surabondance de capitaux mercantiles qu'on ne peut échanger contre un revenu»*.

Dans «Misère de la Philosophie», Marx affirme: *«Ceux qui comme Sismondi, veulent revenir à la juste proportionnalité de la production, tout en conservant les bases actuelles de la société, sont réactionnaires, puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi vouloir ramener toutes autres conditions de l'industrie au temps passé. Qu'est-ce qui maintenait la production dans des proportions justes ou à peu près? C'était la demande, qui commandait à l'offre, qui la précédait. La production suivait pas à pas la consommation. La grande industrie, forcée par les instruments dont elle dispose à produire sur une échelle toujours plus large, ne peut plus attendre la demande. La production précède la consommation, l'offre force la demande»*.

Nous avons vu que le *Manifeste* caractérise Sismondi comme un représentant typique de la critique petite-bourgeoise du capitalisme.

50 ans plus tard, Lénine se livre à une critique serrée de Sismondi dans une longue étude intitulée: *«Pour caractériser le romantisme économique»* (8).

Les marxistes russes devaient alors combattre le courant dit «populiste» qui reprenait les analyses de Sismondi pour soutenir ses positions. Selon les populistes le développement du capitalisme conduit la Russie à une impasse funeste d'une part parce qu'il aggrave la fracture sociale par la ruine de la petite production; et d'autre part parce qu'il entraîne le rétrécissement du marché intérieur; le capitalisme russe ne peut écouler ses produits qu'en se tournant vers les marchés extérieurs, où il se heurte à la concurrence insurmontable de concurrents capitalistes plus puissants. Il faut donc que la Russie renonce à la voie capitaliste pour se tourner vers la *«production populaire»* fondée sur la commune rurale et sur la petite production qui serait capable d'assurer le *«bonheur de la majorité de la population»*.

Lénine explique que cette idéalisation de la petite production révèle le caractère **petit-bourgeois** du populisme. Pour ceux qui s'indigneraient d'un tel qualificatif en n'y voyant qu'un moyen polémique de discréditer les populistes, il cite un célèbre passage du *18 Brumaire* de Marx, que nous reproduisons à notre tour:

*«Il ne faudrait pas partager cette conception étriquée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions **particulières** de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des boutiquiers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit-bourgeois ne dépasse pas lui-même dans la vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes pro-*

blèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits-bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les ***représentants politiques et littéraires*** *d'une classe et la classe qu'ils représentent».*

Ce n'est évidemment pas par hasard qu'un courant politiquement petit-bourgeois s'appuyait sur une critique petite-bourgeoise du capitalisme!

Nous n'avons pas ici la place de suivre le très riche texte où Lénine réfute les théories de Sismondi et sa *«critique sentimentale»* du capitalisme. Il affirme que le capitalisme peut se développer en Russie et qu'il crée son propre marché. R. Camoin juge que Lénine s'est mis du côté de Ricardo et qu'il s'est laissé emporter par sa polémique, reprenant *«les plates théories économiques, principalement de Say* (apologiste du capitalisme selon qui, il ne pouvait y avoir de crise de surproduction) *pour qui on ne saurait fabriquer trop de tables».*

De façon générale, après les coups de griffe que lui donna Rosa Luxemburg, tous les disciples de cette dernière ont sévèrement critiqué ce texte. C'est ainsi qu'un luxemburgiste moderne, professeur d'économie dans une université new-yorkaise, prétend que Lénine dirige ses critiques contre Sismondi et épargne Ricardo, parce que, sur le plan de la théorie économique, il est redescendu du marxisme au niveau de ce dernier; et il le baptise *«économiste de la production»* (9). Il y a là un point à clarifier. Dans un texte de parti, Bordiga parle ainsi dune *«alliance Ricardo - Marx»* (10):

«Au début de l'histoire de la société bourgeoise moderne, une alliance "scientifique" (ou, si l'on préfère, idéologique) ***temporaire*** *se noua entre la science économique bourgeoise alors nouvelle, vierge, révolutionnaire, et l'économie théorique embryonnaire liée à la nouvelle classe prolétarienne qui à la suite de la bourgeoisie faisait son entrée dans l'histoire. A ce moment de l'histoire, les deux idéologies avaient un ennemi commun, à savoir l'idéologie sociale des "anciens régimes" issus des stades de production qui avaient précédé la manufacture capitaliste et sa forme suprême, l'industrie mécanisée».* Il s'agissait des *physiocrates* qui rangeaient industriels et ouvriers dans la classe improductive (la classe productive étant constituée par les paysans) et des *mercantilistes* qui soutenaient que l'accroissement de la richesse avait sa source non dans la production, mais dans la distribution et le commerce, surtout international.

«Comme dans l'histoire des luttes de classes, la ***guerre doctrinale*** *entre l'économie classique bourgeoise et l'économie marxiste naît dialectiquement comme une alliance: du côté capitaliste, on pensait rendre éternelle la solidarité des salariés avec le capital d'entreprise; du côté marxiste, on savait dès le début que cette solidarité n'était que contingente et l'antagonisme était défini, dès ce moment dans son cours historique inéluctable. Marx a défendu les thèses et les lois de Ricardo: valeur provenant uniquement du travail, accroissement de valeur, de richesse et de capital provenant de la plus-value, équivalence de toutes les marchandises dans l'échange général. Mais Ricardo, en homme des Lumières du XVIIIème siècle, soutenait que ces lois étaient l'"ordre naturel de la société humaine" finalement atteint; Marx, lui, savait parfaitement, et il le démontra une fois pour toutes, qu'il s'agissait des lois d'une grande phase historique transitoire, celle du mode de production capitaliste, qui avait eu un début et qui aurait une fin, et que les lois de l'économie future seraient complètement différentes.*

Marx défendait contre les thèses réactionnaires les caractères ***réels*** *de la société capitaliste industrielle dans ses "différences spécifiques". Ricardo les défendait en tant qu'****idéal*** *humain permanent de l'ordre économique; il ne pouvait apercevoir l'apparition d'un nouvel alignement de forces, de l'alignement futur entre bourgeois et prolétaires, entre capitalistes et communistes.*

Il est vain de se dire marxiste si l'on ne comprend pas cette double position suivant laquelle le fait de bien lier les lois de l'échange, de la valeur et de la plus-value aux phénomènes de l'époque et du monde bourgeois, signifie directement faire coïncider la victoire du programme prolétarien et communiste avec la chute de ces lois propres à un monde transitoire de la production et l'économie».

Marx comme Lénine, s'«alliaient» donc théoriquement à Ricardo contre la critique petite-bourgeoise sentimentale du capitalisme, non parce qu'ils étaient des partisans du capitalisme, mais parce qu'ils savaient que la **victoire** du capitalisme sur le mode de production antérieur était une nécessité incontournable pour que puisse se déployer sans entraves la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires et que devienne objectivement possible le «passage» révolutionnaire au socialisme. Les courants petits-bourgeois voulaient arrêter, freiner ou réguler la progression du capitalisme: ils ne pouvaient en réalité arriver qu'à dévier ou détourner la lutte politique des militants prolétariens d'avant-garde.

* * *

Au début du vingtième siècle, un professeur russe (d'origine ukrainienne), Tougan-Baranowski, qui faisait partie du courant que Lénine appelait par dérision le «marxisme légal», publia des études sur les crises économiques (11). Il y accusait entre autres les disciples de Marx de «Sismondisme» parce que, selon lui, ils expliquaient comme Sismondi les crises par la surproduction. Dans le deuxième Livre du Capital, Marx élabore des «schémas» où la production capitaliste est divisée en deux secteurs: le secteur des moyens de production et le secteur des moyens de consommation. Cette analyse lui permet d'expliquer l'évolution du mode de production capitalisme: historiquement le premier secteur croît plus vite que le second, à mesure que tend à se développer de façon illimitée le capitalisme. *«La production du capitaliste normal, du capitaliste industriel tel qu'il doit être, est la production pour la production»*, écrit-il ailleurs (12)

Prétendant corriger et compléter Marx, Tougan-Baranowski repoussait la loi de la *baisse tendancielle du profit*; il affirmait aussi qu'il ne pouvait y avoir de limite à la capacité du marché à absorber une production toujours croissante, parce que sous le capitalisme la production devient complètement indépendante de la consommation finale: si les capitalistes licencient des ouvriers pour les remplacer par des machines, le marché de la consommation de ces ouvriers est remplacée par celui de «consommation» des machines: la demande de pain ou de vêtements aura diminué, mais à sa place celle d'huile, d'énergie ou de pièces de re-

changes aura augmenté. La cause des crises économiques est due à l'insurmontable anarchie de la production qui caractérise le capitalisme, la surproduction n'étant plus le résultat cycliquement inévitable de la production capitaliste, mais la conséquence de l'absence d'une juste proportion entre les différentes branches productives (il est bien entendu qu'on ne parle que de surproduction «relative», c'est-à-dire **par rapport au marché**, et non de surproduction «absolue», c'est-à-dire par rapport aux besoins: pour le capitalisme, seuls comptent les besoins **solvables**). Cette théorie justifiait la thèse réformiste sur la possibilité d'éliminer les crises par la régulation ou le contrôle du capitalisme par un accroissement de l'intervention de l'Etat dans l'économie, voire par l'instauration d'un capitalisme d'Etat.

Marx, lui, avait écrit que *«la raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société»* (13): à l'évidence, la production ne peut jamais être indépendante de la consommation (14); les nouvelles machines remplaçant les ouvriers servent à produire davantage de produits finaux (et pas seulement d'autres machines) qui doivent nécessairement trouver des consommateurs.

A la veille de la première guerre mondiale, Rosa Luxemburg publia *«L'accumulation du capital»*, un ouvrage où elle critiquait les analyses de Marx sur l'accumulation capitaliste; d'après elle, ses schémas du Deuxième Livre ne permettaient pas de comprendre comment l'accumulation et la croissance capitaliste («reproduction élargie») étaient possibles: où les capitalistes peuvent-ils trouver de nouveaux consommateurs pour leur production supplémentaire, sachant que la consommation des prolétaires est sous le capitalisme strictement limitée pour ne pas entamer les profits et que celle des capitalistes est limitée par leur faible nombre? Revenant sur Sismondi, elle écrivait qu'il avait eu en substance raison, en dépit de la confusion et des limites de son analyse, lorsqu'il indiquait l'impossibilité de cette croissance sans le recours aux marchés extérieurs.

En effet Rosa Luxemburg affirmait que les marchés non-capitalistes étaient indispensables au capitalisme car celui-ci devait trouver en dehors de la société capitaliste des débouchés pour ne pas étouffer sous la surproduction; cette recherche de marchés extérieurs était selon elle la raison matérielle du phénomène de l'**impérialisme**. Lorsque les marchés non-capitalistes auraient disparu à la suite de l'expansion du mode de production capitaliste au monde entier, l'heure sonnerait de l'**effondrement** du capitalisme, même si la révolution n'avait pas éclaté avant.

Divers auteurs, authentiques marxistes ou non, lui répondirent, comme Nicolas Boukharine (15). Ce dernier soutient que le capitalisme peut continuer à se développer indéfiniment, même si on envisage une société composée uniquement de prolétaires et de capitalistes. Ne pouvant traiter ici cette question, nous nous contenterons de dire que les schémas de Marx se rapportent à un *modèle* abstrait de société qui ne comprend que des capitalistes et des travailleurs salariés; une telle société n'existe pas ni n'existera jamais; cependant les **lois** que ce modèle met en évidence permettent d'expliquer le fonctionnement réel de la société actuelle (16): sous le capitalisme, il existe une contradiction **insoluble** entre le **volcan de la production** et le **marais du marché**, contradiction qui se manifeste **périodiquement** par des crises économiques; alors «*une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société - l'épidémie de surproduction. (...). Et pourquoi? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. (...) Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein»* (*Le Manifeste du Parti Communiste*).

* * *

Pourquoi s'intéresser aujourd'hui au vieux Sismondi? Parce qu'il est en fait l'expression d'un courant politique qui existe de nos jours. Très nombreux sont aujourd'hui ceux qui ont vis-à-vis du capitalisme la même position que Sismondi, sans avoir lu une ligne de ce dernier; ils voudraient le réguler, le discipliner voire même parfois le faire **décroître**, pour éliminer les crises et les catastrophes diverses qu'il provoque. Ce courant, que nous pourrions appeler avec Marx et Engels «socialisme petit-bourgeois», est, comme Sismondi à son époque, capable de porter des critiques pénétrantes du capitalisme (même s'il préfère utiliser le terme «**ultra-libéralisme**» pour bien marquer qu'il n'est pas un adversaire du système capitaliste, mais seulement de ses prétendus «excès») et de dénoncer avec indignation nombre de ses tares. Mais politiquement il est **réactionnaire** parce qu'il s'oppose à la seule solution pour résoudre les problèmes posés par le capitalisme: la lutte de classe et la révolution prolétarienne.

Le combat théorique et politique contre les sismondistes est donc une tâche aussi **nécessaire** aujourd'hui qu'hie**r.**

---

(1) J.-L. Sismonde de Sismondi, *«Nouveaux principes de l'économie politique»*, première édition, 1819, Tome II, p. 112. Consultable en accès libre sur le site internet de la Bibliothèque Nationale de France, www.gallica.fr. Mais Lénine comme Rosa Luxemburg citent la deuxième édition.

(2) C'est le cas par exemple de Charles Andler qui fut au tout début du vingtième siècle un diffuseur du «marxisme» auprès des intellectuels bourgeois. On peut lire la polémique sur ce point avec Mehring dans les colonnes du *Mouvement Socialiste* (n°78, 8/2/1902, n°82, 8/3/02 et n°86, 5/4/02) (consultables en ligne sur www.gallica.fr).

Contestant que Sismondi aît *«donné une analyse, aujourd'hui encore classique, de la crise par **surproduction**. (...) Ni Marx ni Engels n'ont rien pu ajouter à ce tableau où tout est à sa place et où rien ne manque»* comme le dit Andler, Mehring écrit que l'explication des crises par Sismondi était plutôt la **sous-consommation** des masses; la conséquence de cette explication combattue par le marxisme, est qu'il suffirait d'augmenter les salaires pour conjurer les crises. Et c'est bien cette panacée que vantent aujourd'hui encore les réformistes!

(3) Dans ses manuscrits sur les Théories sur la plus-value, Marx dit qu'il réserve la critique des positions de Sismondi à une étude ultérieure, qu'il n'écrira jamais. cf *«Théories sur la plus-value»*, Tome III. Chapitre sur Malthus, 12. Ed. Sociales 1976, p. 59. Il continue en écrivant: *«Malthus, avec un infaillible esprit de calotin, ne prit chez Sismondi que ce qu'il y a de réactionnaire vis-à-vis de la production capitaliste, vis-à-vis de la société bourgeoise moderne»*.

(4) *«Théories sur la plus-value»*, tome III, Editions Sociales 1976, p. 58-59.

(5) *«Le Manifeste du Parti Communiste»*, chapitre III, 1, b, *«Le socialisme petit-bourgeois»*.

(6) Extraits de sa préface à la deuxième édition des *«Nouveaux principes...»* cités par Rosa Luxemburg dans *«L'accumulation du capital»*, tome I, Ed. Maspéro 1967, p. 158.

(7) *«La doctrine économique de Sismondi et le marxisme»*, chapitre 13 (*«Sismondi chez le duc d'Orléans en 1824»*), p. 66.

(8) Oeuvres complètes, tome II.

(9) Paul Zarembka, *«Lenin as Economist of Production: A Ricardian Step Backwards»*, *Science and Society*, vol. 67, n°3 (2003), pp 276-302. Zarembka reproche à Lénine de ne pas parler du recours aux méthodes «coercitives» pour étendre le marché, de ne pas prendre en compte la commune russe, de ne pas savoir ce qu'est l'accumulation, etc. Zarembka fait une critique typiquement «sentimentale», petite-bourgeoise, de Lénine!

(10) cf *«Traiettoria e catastrofe della forma capitalista nella classica monolitica costruzione teorica del marxismo»*, in *«Economia marxista ed economia controrivoluzionaria»*, ed. Iskra, pp194-195.

(11) cf *«Les crises industrielles en Angleterre»* (1912), réédition Ed. Bibliolife 2010.

(12) cf *«Théories sur la plus-value»*, Tome I, ch. IV, p.321.

(13) cf *«Le Capital»*, Tome III, ch. XXX, Ed. Sociales 1976., p. 446.

(14) Kautsky répliqua à Tougan-Baranovsky sur la revue théorique du Parti Social-Démocrate allemand (*Neue Zeit*) par des articles sur les «Théories des crises» (*Krisentheorie*) qui n'ont jamais été traduits en français et seulement en partie en anglais; il en existe une traduction italienne: *«Karl Kautsky, Teorie delle crisi»*, Ed Guaraldi 1970.

(15) cf *«L'impérialisme et l'accumulation du capital. Réponse à Rosa Luxemburg»*, EDI 1977.

(16) *Pour poser le problème de la reproduction élargie, il faut nous demander au préalable – c'est ce point qui a préoccupé Rosa Luxembourg – si la société fictive que nous prenons comme modèle est* ***fermée*** *ou* ***ouverte****. Dans le premier cas, les comptes en argent et en masse de marchandises doivent être bouclés sur le marché à l'équilibre.*

Dans le cas d'une société ouverte, on peut imaginer que s'il reste un surplus monétaire qui ne soit ni investi à l'intérieur ni éventuellement destiné à l'achat de subsistances, il est possible «d'acheter» des équipements et des subsistances à l'extérieur de cette société. D'après la doctrine de la grande marxiste Rosa Luxembourg, ce n'est qu'à la condition qu'existent des marchés à la périphérie du capitalisme que les schémas marxistes de la reproduction élargie peuvent fonctionner; Boukharine niait que cette condition soit nécessaire.

C'est une question qui assurément n'est pas simple; elle ne peut pas être traitée si on ne fixe pas le cadre de ce problème qui est débattu périodiquement. Nous parlons ici de la société capitaliste-type qui ne peut cependant pas se réduire, comme le voudrait Boukharine, à un monde social où n'existeraient que des capitalistes industriels et des travailleurs salariés: les rentiers doivent y figurer, qu'ils soient les propriétaires monopolistes de la terre et d'autres ressources ou forces naturelles, des groupes de supercapitalistes contrôlant des secteurs-clés ou l'Etat supercapitaliste lui-même. Ce modèle est sans doute introduit dans un but scientifique, dans le but d'établir la science véritable du capitalisme et de son économie, mais aussi à des fins polémiques, de lutte et de parti.

Ce sont en effet les théoriciens du système capitaliste, c'est le parti de la conservation bourgeoise, qui affirment que si le monde tel qu'il existe était organisé suivant le type fondamental de la production salariale, les déséquilibres disparaîtraient et les «inégalités» du problème seraient résolues (...).

De notre côté (...) nous démontrons que les lois du modèle développées de façon à ne pas dissimuler mais au contraire à mettre en évidence le transfert de valeur entre les classes – l'extorsion de classe aux dépens d'une autre, la domination par la force d'une classe sur l'autre – décrivent des tendances et des mouvements, repérables dans les sociétés réelles hautement capitalistes, qui débouchent non pas sur l'équilibre, mais sur une contradiction insurmontable et sur la rupture.

Amadeo Bordiga, *«Vulcano della produzione o palude del mercato?»* (1954), in *«Economia marxista...»*, op. cit, p.73.

(*) Brochure de 111 pages, 8 euros, disponible chez l'auteur: Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux)

« Il Comunista »
Nr. 121 - Luglio 2011
Summary

• I sindacati tricolore a caccia di un nuovo patto sociale
• Contro la guerra mentre la guerra dura
• Sentenza di condanna alla Thyssen-Krupp per i 7 morti del 6 dicembre 2007. Ai padroni il calcolo dei profitti capitalistici! Agli operai la conta dei morti sul lavoro?
• La Grecia sull'orlo della bancarotta. I proletari che si stanno battendo da più di un anno contro misure d'austerità sempre più dure stanno anticipando i tempi di lotta anche negli altri paesi europei
• Internazionalismo da operetta
• Sentenza thyssen-krupp: Ai padroni il calcolo dei profitti, agli operai la conta dei morti sul lavoro!
• Con i referendum si deviano i proletari nel pantano di un elezionismo impotente
• Valutazioni sbagliate da premesse sbagliate (a propisito di Medio Oriente e Maghreb)
• Amadeo Bordiga nel cammino della rivoluzione - II -
• Insegnamenti e conferme della nuova storia delle lotte proletarie
• Strage di proletari nel Canale di Sicilia e indignazione borghese
• Fincamntieri: rabbia e determinazione operaie devono servire per ritrovare la via della lotta di classe
• Accordo capestro alle Officine ex Bertone della Fiat

(bimonthly in Italian) • One copy £ 1 / € 1,5 / Sfr 5. **Subscription**: £ 6 / € 9 / Sfr 35. **Subscription support**: £ 12 / € 19 / Sfr 70.

Notes de lecture

Oliver Le Cour Grandmaison
Coloniser Exterminer
Sur la guerre et l'Etat colonial (*)

Cet ouvrage déjà ancien de plusieurs années, mérite cependant que l'on y consacre une note de lecture. Il a produit en effet une certaine sensation lors de sa publication, à un moment où de nombreuses voix se faisaient entendre pour réhabiliter l'*«oeuvre coloniale»* de la France.

A l'aide de nombreuses citations d'auteurs connus ou non de l'époque, Lecour-Grandmaison démontre que les responsables de la colonisation, en l'occurrence de l'Algérie, avaient parfaitement conscience que c'était une oeuvre de destructions, de massacres, d'**extermination** des populations indigènes qui était nécessaire pour conquérir le pays. Cavaignac, le futur massacreur des insurgés parisiens de juin 48 écrivait en 1839 un texte pour défendre la *«colonisation absolue et immédiate»* de l'Algérie, qui *«n'est autre chose que la conquête par l'extermination»* (1). Ce n'était pas là des paroles en l'air: un auteur moderne cité par L.G estime le nombre de victimes indigènes de la conquête de l'Algérie (1830-1870) de 500.000 à un million de personnes (près du tiers de la population). En 5 ans, de 1866 à 1871, la guerre mais aussi la famine et le typhus provoqués par elle, causèrent des dizaines de milliers de morts arabes.

Parmi les apôtres de la colonisation il se trouve un homme politique qui jouit encore aujourd'hui d'une certain prestige: Tocqueville, l'auteur de l'ouvrage fameux «La démocratie en Amérique». Sans aller jusqu'à préconiser l'extermination des Arabes et critiquant au contraire les cruautés inutiles qui poussent la population à soutenir la résistance d'Abd el-Kader, ce bon démocrate justifie ainsi l'usage déchaîné de la violence: *«J'ai souvent entendu en France des hommes que je respecte, mais que je n'approuve pas, trouver mauvais qu'on brûlât des moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'emparât des hommes sans armes, des femmes et des enfants. Ce sont là suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre. (...) Le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et* [à] *le faire soit en détruisant les moissons à l'époque des récoltes, soit dans tous les temps en faisant des incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux»* (2). Dans une lettre à La Moricière, un responsable militaire qu'il propose comme gouverneur militaire de l'Algérie, Tocqueville écrit: *«Du moment que nous avons admis cette grande violence de la conquête, je crois que nous ne devons pas reculer devant les violences de détail qui sont absolument nécessaires pour la consolider»* (3). Ces violences de détail, c'est le lot quotidien d'horreurs de la guerre coloniale avec ses tueries, ses «enfumades» où périssent par centaines hommes, femmes et enfants, ses viols...

Mais au milieu de cette véritable *«anthologie des horreurs coloniales»*, l'auteur a jugé bon de placer... Marx et Engels!

Un lecteur ignorant des positions et de l'oeuvre de ces derniers, sera convaincu à la lecture de ce chapitre que ces derniers étaient des partisans du colonialisme, des racistes, etc. Il ne pourra que croire que celui qui se faisait appeler et qui signait ses lettres «Le Maure» était un raciste anti-arabe (désignés par le terme de *maures* en anglais à l'époque), que le même qui vantait son gendre, le métis Lafargue, comme le représentant de la race noire parmi les révolutionnaires, un raciste anti-noir! Il ne pourra que croire aussi qu'Engels était un antisémite, puisqu'il n'aimait pas apprendre les langues sémites - l'auteur se garde bien de faire la moindre allusion à ce qu'a écrit et dit Engels contre l'antisémitisme, comme il se garde bien de parler de ses déclarations sur l'indépendance de l'Algérie, comme il se garde bien de citer les articles de Marx et d'Engels favorables à Abd-el Kader, le chef des combattants anti-français lors de la conquête de l'Algérie. Sans doute le lecteur un peu futé pourra conclure qu'Engels traitait Lamartine de *«traître»* parce qu'une fois au pouvoir celui-ci avait abandonné sa revendication de retrait de l'Algérie; mais L-G réfute cette conclusion éventuelle en affirmant que Marx et Engels étaient des partisans de la colonisation et en particulier de celle de l'Inde: il a même le ridicule de s'appuyer sur le Manifeste pour affirmer qu'ils soutenaient la bourgeoisie en Allemagne (à propos de la future révolution bourgeoise dans ce pays) et donc... les crimes de la bourgeoisie anglaise en Inde! On peut être d'accord ou pas avec les positions communistes du *Manifeste*, mais il est assez difficile de ne pas s'apercevoir qu'il s'agit d'un manifeste antibourgeois...

Quant aux organisation sociales des peuples non-blancs dont L-G dit que Marx et Engels se désintéressaient, qui d'autres qu'eux ont développé des analyses sur le *communisme primitif* (en découvrant ses traces en Europe, en Amérique précolombienne et en Inde) ou ont valorisé les travaux de Morgan sur les indiens que la science officielle a jetés aux oubliettes? Qui d'autre que Marx et Engels ont élaboré la notion de *mode de production asiatique* ou ont travaillé sur l'hypothèse d'un passage de structures pré-capitalistes, encore partiellement communistes, au socialisme en sautant par dessus le capitalisme? Marx avait réuni, nous dit Engels, une documentation gigantesque sur le mode de pro-

duction précapitaliste, «asiatique», en Russie, à partir de laquelle il envisageait de faire un travail de l'envergure de celui réalisé dans le Capital à partir de l'exemple anglais. La vieille accusation d'européocentrisme adressée à Marx et Engels relève de la calomnie: n'est-ce pas Marx qui avait affirmé dans ses articles écrits pour dénoncer les exactions anglaises en Chine (et se solidariser avec les Taipings) que la prochaine révolution en Europe dépendrait de la révolution en Chine?

On peut penser comme beaucoup aujourd'hui que Marx et Engels ont eu tort de mettre au centre de leur activité le sort du prolétariat, qui n'existe par définition que dans les pays capitalistes (ils reprenaient souvent le terme de pays civilisés, mais ils ont écrit être d'accord avec ce que disait Fourier de la «civilisation» du capital); on peut penser, comme tous ceux qui suivent l'idéologie dominante, que leur perspective de la révolution socialiste était une utopie ou une imbécillité; mais il est parfaitement **malhonnête** de passer sous silence les dénonciations vibrantes des méfaits du capitalisme dans les colonies (et notamment sur l'Inde dont L-G a le front de dire que Marx n'y consacre pas une ligne!) qui se trouvent dans les pages du Capital et d'autres écrits et articles de nos deux auteurs.

La **crapulerie** de L-G éclate lorsqu'il écrit que Marx avait énoncé une théorie du colonialisme moderne (titre d'un chapitre non écrit du Capital) dans l'intention tout à fait évidente de faire croire au lecteur profane qu'il s'agissait d'un partisan du colonialisme; mais elle était déjà manifeste dans le seul fait d'inclure un chapitre sur Maux et Engels dans son livre sur les colonialistes et les exterminateurs! L-G cite de façon approbative l'affirmation d'Edward Saïd, auteur américain d'origine palestinienne récemment disparu, selon qui Marx et Engels s'exprimaient comme *«des porte-paroles des gouvernements français et britanniques»*...

Comment expliquer les mensonges qu'écrit notre éminent universitaire contre Marx et Engels?

La réponse est en fait assez simple; les nombreux textes qu'il reproduit démontrent que l'entreprise coloniale, spécialement dans le cas d'une colonie de peuplement comme l'Algérie, s'assimile tout à fait à une tentative de **génocide**. Mais cela, il est impossible de l'affirmer ouvertement sans risquer de s'attirer immédiatement les foudres des défenseurs de la démocratie pour qui seul le nazisme peut être coupable de génocide, ceci constituant même la différence fondamentale entre démocratie et fascisme! C'était avec cet argument que l'historien Vidal-Naquet combattait notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» qui explique que la condamnation du génocide allemand est l'alibi de la démocratie. Et précisément Vidal-Naquet, peu avant son décès en 2006, écrivit un long article pour critiquer l'ouvrage de L-G, accusé de *«dérive sectaire d'un anticolonialisme post bellum»*. Dans ce texte publié dans la revue des jésuites (1) le fameux intellectuel démocrate, célèbre pour son anticolonialisme lors de la guerre d'Algérie et grand pourfendeur du *révisionnisme*, en venait à relativiser la violence coloniale (*«moins tranchée* [sic!] *qu'elle n'est alléguée»*), les crimes commis par les Français (*«il y eut bien d'autres massacreurs que les Français»*: les colonisateurs italiens, etc.), la responsabilité de l'armée (*«ces officiers qui dirent non à la torture»*) et de l'administration coloniale (*«il y eut dans le pouvoir français en Algérie une main droite qui s'efforça de ne pas faire ce que faisait sa main gauche, et même d'en être le contre-pied, il y eut même de timides tentatives d'assimilation»*); il y a eu en Bohême davantage de morts qu'en Algérie lors de la conquête et d'ailleurs la population algérienne recommença à augmenter sous la Troisième République: bref, *«il n'y eut en Algérie ni entreprise d'extermination sciemment conçue et menée jusqu'à son terme et, contrairement à ce qu'énonce OLCG, ni projet cohérent de génocide»*.

Le secret de ces pitoyables contorsions, véritable *révisionnisme* de l'histoire coloniale, tient en une phrase: ***«Assimiler peu ou prou le système colonial à une anticipation du 3e Reich, voire à un "précédent inquiétant" d'Auschwitz, est une entreprise idéologique frauduleuse».***

Mais c'est précisément ce que **ne dit pas** L-G, même si tout son livre débouche logiquement sur cette conclusion! Très conscient de frôler un tabou, L-G s'est bien gardé de proférer une affirmation qui présenterait un risque pour sa carrière universitaire, et sans doute en guise de protection supplémentaire, il a voulu montrer son allégeance à l'idéologie dominante en s'attaquant à Marx et Engels: anticolonialiste sans doute, mais au moins anti-marxiste!

Démonstration supplémentaire de cette lâcheté intellectuelle de L-G: il termine son livre en citant le fameux *«discours sur le colonialisme»* d'Aimé Césaire en 1950; mais il n'en cite qu'une phrase secondaire où ce dernier parle du *«poison instillé»* par le colonialisme en Europe qui provoque *«le progrès lent de l'**ensauvagement** du continent»*. Ce discours est pourtant surtout connu par un raisonnement qui fit scandale à l'époque et qui fait encore frémir les démocrates à la Vidal-Naquer et reculer les anti-marxistes à la Le Cour Grandmaison::

*«il vaudrait la peine (...) de révéler au très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXème siècle qu'il porte en lui un Hitler qui s'ignore, qu'Hitler l'habite, qu'Hitler est son démon, que s'il le vitupère, c'est par manque de logique, et qu'au fond, ce qu'il ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le **crime** en soi, le **crime contre l'homme**, ce n'est pas l'**humiliation de l'homme en soi**, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique»*.

Cependant en dépit de ses «limites», en dépit de l'anti-marxisme frauduleux de son auteur, cet ouvrage fourmille d'informations précieuses sur la façon dont a été pensé, organisé et mené à bien le colonialisme. Il est aussi une démonstration de ce qu'écrivait Marx: *un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre*; les prolétaires français ont été massacrés par les massacreurs qui avaient fait leurs armes dans les colonies.

---

(1) cf «Coloniser, exterminer...», p. 191

(2) cf Ibidem, p. 101.

(3) cf F. Maspéro, *«L'honneur de Saint-Arnaud»*, Librairie Plon 1993, p. 173.

(4) cf *«Coloniser, exterminer: de vérités bonnes à dire à l'art de la simplification idéologique»* écrit en collaboration avec Gilbert Meynier. *Esprit*, décembre 2005.

(*) (Fayard 2005. 365 p., 22 euros)

Roger Dangeville

Roger Dangeville est décédé en septembre 2006, à l'âge de 81 ans.

Après avoir adhéré à notre parti au milieu des années cinquante, Roger participa activement et fructueusement pendant une décennie à son activité et à son travail théorique. Sans vouloir (ni pouvoir) faire un bilan sur ce plan de sa contribution, anonyme comme tous les travaux du parti, on peut cependant relever sa collaboration au travail sur la **question militaire** ou à la **succession des formes de production dans la théorie marxiste**. Il travailla pour le parti à l'Institut d'Amsterdam sur les archives de la Première Internationale et sur les textes de Marx, encore inédits en français, etc.

Cependant le nom de Dangeville, associé à celui de Jacques Camatte, reste lié à une déviation théorique et de principe qui l'amena à rompre avec le parti fin 1966. Opposés à la publication du «Prolétaire» et à l'action pratique du parti, Dangeville, Camatte et quelques autres, défendaient une conception que l'on peut qualifier d'«académiste» et d'attentiste de l'activité. En attendant l'ouverture de la période révolutionnaire, le parti devait, selon eux, se consacrer exclusivement au travail théorique, à *«l'enregistrement scientifique des faits sociaux»* (selon l'expression de nos *Thèses Caractéristiques* de 1952) (1); la publication d'un journal de bataille politique et l'intervention extérieure étaient au mieux une perte de temps, au pire le signe d'un *«activisme de type trotskyste»*.

Les *Thèses Caractéristiques* signaient la rupture avec le courant activiste dans le Partito Communista Internazionalista, et elles constitent le véritable point de départ du parti dont nous nous revendiquons,; elles prenaient bien garde de préciser que si, dans la période de dévastation politique provoquée par la contre-révolution, la tâche de **restauration théorique** est la tâche fondamentale, le parti *«refuse absolument d'être considéré comme un cercle de penseurs»* et qu'il *«ne perd aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure»* permettant de toucher les masses les plus larges. Une dizaine d'années plus tard, en réponse implicite aux positions avancées par Dangeville - Camatte, les *Thèses de Naples* répétaient que: *«même dans une situation défavorable et même dans les pays où elle l'est le plus, il faut éviter l'erreur de considérer le mouvement comme une pure activité de propagande écrite et de prosélytisme politique.*

Partout, toujours et sans exception, la vie du parti doit s'intégrer dans un effort incessant pour s'insérer dans la vie des masses, même lorsque ses manifestations sont influencées par des directives opposées aux nôtres. (...) On doit repousser la conception qui voudrait réduire notre petit parti à des cercles fermés sans lien avec l'extérieur, ou se contentant de chercher des adhésions dans le seul monde des opinions, qui, aux yeux des marxistes, est un monde faux tant qu'on ne le trait pas comme une superstructure du monde des conflits économiques» (2).

Lors des discussions internes de 1964-65, Dangeville avait rédigé une contribution dont le point d'orgue était cette perle: *«le marxisme interdit toute initiative sur le plan de l'organisation»* (3). Prise au sérieux, cette position aurait signifié la condamnation de tous ceux qui avaient lutté par exemple pour la constitution de l'Internationale Communiste ou du Parti Communiste d'Italie! La déviation de Dangeville - Camatte ressort également avec clarté d'une lettre de Camatte à Bordiga en janvier 1966 (4). Voulant se plaindre du déroulement d'une réunion interne à Paris où il avait été mis en doute que certains adhérents soient de véritables militants, Camatte écrivait: *«Nous avons affirmé que le militant est celui qui accepte intégralement le Programme. A quoi il nous a été répondu que c'était insuffisant, qu'il fallait dire qu'était militant celui qui accepte de développer toutes les activités du parti.*

Cette définition est plutôt statique et statistique, elle ne se réfère pas à ce qui caractérise essentiellement notre mouvement: le programme».

Sans peut-être en avoir conscience (?), Camatte se plaçait ainsi lui-même dans le droit fil d'une déviation classique du marxisme: le **menchevisme**. Lors de la polémique historique en Russie en 1902 sur l'orientation du parti, une rupture entre deux courants qui allaient plus tard se trouver des deux côtés opposés de l'affrontement des classes, se produisit précisément sur **cette** question. D'un côté les mencheviks prétendaient que devaient être considérés comme membres du parti tous ceux qui affirmaient être en accord avec ses positions; de l'autre les bolcheviks soutenaient que cela était complètement insuffisant et que seuls pouvaient être membres du parti ceux qui militaient effectivement dans une organisation du parti et sous son contrôle. Cette divergence apparemment secondaire ou formelle, était en réalité **centrale**: le parti n'est pas une organisation **ouverte**, aux contours lâches, un rassemblement d'opinion, ou un *«club de discussion»* (selon l'expression de Lénine), mais une organisation militante **fermée**, soudée autour d'un programme et d'une activité cohérente avec ce programme. Les circonstances historiques n'étaient évidemment pas les mêmes dans la France démocratique des années soixante que dans la Russie tsariste du début du siècle, mais cela ne pouvait justifiait en rien l'abandon de la thèse léniniste qui n'est pas de circonstance, mais **de principe**, l'environnement et les habitudes démocratiques et pacifiques la rendant seulement plus difficile à assimiler.

Camatte et Dangeville se séparèrent assez rapidement après avoir scissionné du parti qu'ils accusaient de délaisser la théorie pour se plonger dans l'activisme. S'ils n'étaient pas d'accord sur ce qu'il convenait de faire, ils avaient en commun une conception du parti que l'on pourrait dire «désincarnée»: le parti comme pur instrument de transmission de la théorie, cénacle d'intellectuels et, en

germe *«gemeinwesen»* (vieux mot allemand signifiant commune qu'Engels avait utilisé), anticipation dans un sens presque littéral de la société communiste.

Publiant *Invariance*, Camatte commença une *«errance»* qui l'amena successivement à rompre ouvertement avec la Gauche communiste d'Italie, puis avec le marxisme, puis avec l'idée même de révolution sociale, pour annoncer une révolution anthropologique qui dans les siècles futurs verrait naître une nouvelle espèce humaine, l'*Homo-gemeinwesen*, à la place de l' Homo sapiens...

De son côté, Dangeville, aidé de quelques militants, se lança dans la publication de la revue *Le Fil du Temps* (FdT) ainsi que des recueils de textes de Marx et d'Engels chez Maspéro ou 10/18. Il a ainsi rendu disponible pour les lecteurs francophones un certain nombre de textes introuvables, voire inédits; il faut aussi lui rendre acte que dans sa revue ou dans les introductions et notes aux recueils, il est resté beaucoup plus fidèle aux positions de notre courant - et d'ailleurs beaucoup de ses écrits sont tirés de textes du parti!

Mais, et indépendamment des critiques à faire sur ce travail éditorial et de traduction (5), Dangeville et le groupe autour du *Fil du Temps* se caractérisaient par une conception fondamentalement erronée du parti et de ses tâches, mais aussi du processus révolutionnaire, dont la matrice était commune avec celle d'Invariance. Il s'agissait d'une conception non dialectique de l'histoire du mouvement en général et du parti en particulier, d'une conception **métaphysique** comme nous l'avions caractérisée alors. Tout au long de son histoire (les derniers n° français et allemands datent de 1977), FdT ne s'est jamais soucié de travailler à la constitution du parti, parce que pour lui le parti, ce n'était pas une organisation formelle, mais le support désincarné de la théorie, un pur cénacle de théoriciens. Quant à la révolution, elle était la conséquence fatale de la crise, sans qu'il y ait besoin de l'intervention d'une force organisée et dirigeante, constituée et agissant préalablement, le **parti**. La coupure entre parti historique et parti formel, la coupure mortelle entre théorie et action, qui est toujours le signe de l'opportunisme, était implicitement élevée par FdT au niveau d'un principe.

CRISE ET RÉVOLUTION

Dans un article de cette revue, nous avions à l'époque répondu aux critiques de ce groupe à propos de la crise de 1975 (6). Il n'est peut-être pas inutile de revenir brièvement sur cet épisode car l'on voit et l'on verra resurgir des déviations similaires. Le *Fil du Temps* nous reprochait dans son n°11 de mars 1975 d'avoir négligé notre prévision de la crise de 1975 et, pire encore, d'avoir déclaré que cette crise ne signifiait pas automatiquement l'explosion de la révolution, mais, malheureusement, un accroissement de la pression de l'Etat bourgeois et son renforcement, où nous avons vu une confirmation supplémentaire de la nécessité de la ***préparation*** révolutionnaire. Selon FdT, 1975 devait être la date pour ainsi dire **obligatoire** de la révolution.

En réalité jamais notre courant n'a posé le problème de cette façon **mécanique** et **antidialectique**. Il est vrai que toute crise bourgeoise généralisée pose potentiellement le problème et la nécessité de la révolution; mais ceci ne veut pas dire qu'il existe un rapport mécanique de **cause à effet** entre crise bourgeoise et révolution prolétarienne. Notre texte *«Leçons des contre-révolutions»* condamne sans appel l'erreur gradualiste et fataliste qui consiste à *«lier de façon purement formelle le processus économique et le processus politique»*, en oubliant l'ensemble des facteurs qui pèsent sur le processus politique et qui l'accélèrent ou le **retardent**. Dans les «Considérations sur l'activité du parti...» qui sont une réfutation des positions de Dangeville - Camatte, on dit qu'il y a des périodes historiques avec des situations objectives favorables en même temps que des conditions défavorables pour le parti en tant que sujet (*facteurs subjectifs*); à l'inverse: *«il y a eu des exemples, rares mais significatifs, d'un parti bien préparé et d'une situation sociale qui pousse les masses vers la révolution et vers le parti»* (7). Mais une grave crise économique et les difficultés dans lesquelles elle plonge le pouvoir de la bourgeoisie pousse aussi celle-ci à mobiliser toutes ses énergies contre le prolétariat, comme le rappelèrent au début des années vingt non seulement Trotsky, mais Bordiga lui-même qui constatait dans un article que la bourgeoisie agonisante *«s'acharne sur la classe dominée, l'attaque et la défait presque partout»*. La convergence des facteurs objectifs et subjectifs peut ne pas se produire ou être terriblement en retard, comme c'est le cas **aujourd'hui**. Alors l'Etat bourgeois se renforce, la pression sur la classe prolétarienne s'aggrave. L'issue à cette situation ne peut pas venir de la simple maturation des facteurs objectifs, d'une aggravation catastrophique de la crise économique, mais de la rencontre finalement des facteurs objectifs et subjectifs. Ces derniers ne tombent pas du ciel; ils se préparent - non pas dans le vide, certes, mais en concordance avec l'évolution de la situation matérielle - dans une lutte **d'autant plus dure** que la contre-révolution a presque tout détruit au cours de longues décennies.

Nous n'avons pas là une simple divergence théorique. Il s'agit en fait d'une **opposition** fondamentale, à la fois théorique et pratique, entre mécanicisme fataliste et matérialisme dialectique. Pour la première conception, le problème du parti en réalité ne se pose pas: il suffit que la crise s'approfondisse, elle entraînera l'effondrement du capitalisme et la révolution sera alors mûre, l'intervention d'une poignée de «marxistes» étant suffisante pour sa réalisation. Pour la conception matérialiste dialectique, il n'y a pas de fatalisme. Si, par rapport à la maturation des facteurs objectifs débouchant sur une grave crise politique, le prolétariat tarde trop à entrer réellement en lutte, s'il tarde trop à s'organiser en classe donc en **parti**, alors la bourgeoisie aura encore une fois gagné: elle aura encore une fois la possibilité de surmonter les gigantesques contradictions internes de son mode de production, que ce soit par l'installation de régimes autoritaires brutalement anti-ouvriers, par une nouvelle guerre mondiale et/ou par les deux ensemble. Il n'est pas possible de changer à volonté par l'activité du parti le cours des choses; cependant les révolutionnaires ne sont pas *«une société savante vouée à l'étude des événements sociaux»* mais *«un parti révolutionnaire qui participe à tous les événements et qui en est lui-même un des facteurs»* (8): cela signifie qu'à certains moments et dans certains conditions, l'action du parti est **décisive** pour que la crise politique débouche sur la révolution et pour que celle-ci soit victorieuse. Et pour que cette action non seulement puisse avoir lieu,

mais pour que le parti lui-même puisse exister en tant que facteur des événements, il est nécessaire que préalablement un noyau, si restreint soit-il de militants, soit engagé dans un travail de parti, dans un effort systématique, basé sur les principes et le programme communistes, vers la préparation de ce parti. Tourner le dos à ce travail pour se consacrer à l'étude en chambre de la théorie, signifie tourner le dos à ce qu'il est possible et nécessaire de faire réellement dès aujourd'hui pour permettre l'issue victorieuse de demain.

---

(1) Les *Thèses caractéristiques du parti* se trouvent dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du parti communiste international n°7.

(2) *Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial*, Naples 1965; cf «Défense de la continuité...» op. cit., p. 211.

(3) *«Forme signifie loi»*, contribution de 1964. Le texte poursuit: *«L'organisation ne se règle pas comme on veut, ce n'est pas non plus un moyen, ni un outil: elle est déterminée par la force historique du communisme»*. Et plus loin: *«Si le parti communiste est organisé d'une manière strictement politique, il cesse d'être communiste, puisqu'il s'enferme dans la société capitaliste actuelle dont il hérite de toutes les contradictions, c'est-à-dire s'oppose à la société et, comme l'a dit Trotsky après Marx Engels et Lénine, opprime la masse humaine»*! A ces élucubrations on peut opposer l'évidence marxiste rappelée dans nos «Thèses caractéristiques...» selon laquelle le Parti communiste est le **parti politique de la classe prolétarienne**.

(4) Cette lettre circule sur internet où elle aurait été notamment publiée sur le site http://bataillesocialiste .wordpress. com. On peut la trouver à: http:// archives-maximalistes .overblog.com/ article-lettre-de-camatte-a-bordiga-de-janvier-1966-53966543.html

(5) La «désinvolture» de Dangeville dans ces traductions est bien connue; il a lui même écrit qu'il n'hésitait pas à rajouter des pages aux textes du parti publiés dans sa revue. Il professait aussi l'idée proprement idéaliste qu'on peut quasiment retrouver tout le marxisme dans un fragment ou quelques phrases de Marx ou d'Engels.

(6) *«Parti révolutionnaire ou cénacle de "marxologues"?»*, Programme Communiste n°74.

(7) *Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation est historiquement défavorable* (1965); cf «Défense...», op. cit., p. 197.

(8) Amadeo Bordiga, discours au VI Exécutif élargi de l'Internationale Communiste. Cité dans l'article ci-dessus de P.C. n°74.

(Fayard 2005. 365 p., 22 euros)

Les vextes que nous publions dans cette brochure constituent des jalons importants dans l' effort de reconstitution, après la deuxième guerre mondiale, d'un noyau de parti international sur les bases programmatiques qui avaient caractérisé l'existence et l'action de la Gauche communiste dans le mouvement prolétarien italien et international.

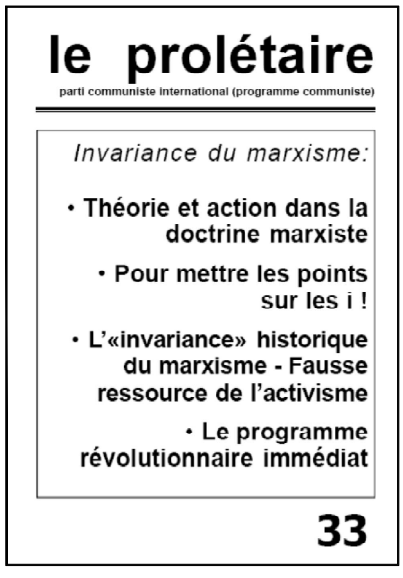
Plus précisément c'est entre 1951 et 1952 que se fit jour de façon pressante l'exigence de redéfinir organiquement *«la doctrine uniforme, monolithique et constante du parti»*. Il était impératif de réagir contre un activisme, sans doute généreux, *«mais sans beaucoup de scrupules doctrinaux»* qui avait guidé pendant et surtout après la guerre, les militants qui se réclamaient de la Gauche et qui s'étaient organisés dans le Parti Communiste Internationaliste

INVARIANCE DU MARXISME

(Brochure A5 - 60 pages - 2 €, 4 CHF; décembre 2009)

Au sommaire:

• Théorie et action dans la doctrine marxiste. (Exposé à la réunion de Rome, 1-2 avril 1951)
• Pour mettre les points sur les i ! («Raddrizare le gambe ai cani», 29 mai 1952)
• L'«invariance» historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme. (Compte rendu réunion générale du parti à Milan, 6-7 septembre 1952)
• Le programme révolutionnaire immédiat. (Compte rendu réunion de Forli, 27-28 décembre1952)



« programme communiste »

(Revue théorique du parti communiste international)

Sommaire des numéros parus depuis 1987

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982 / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / Cours de l'impérialisme mondial (8) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise (1) / Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2) / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le capitalisme soviétique en crise (Fin) / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2) / Sur le fil du temps: Parodie de la praxis / Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie*. La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporraine / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / *Sur le fil du temps*: Danse des fantoches: de la conscience à la culture / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (fin) / Notes sur les thèses sur les questions d'organisation (1964) / *Les trotskystes et la nature de l'URSS*. La charlatanerie des Spartacistes / Notes de lecture. Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

No 97 (mars 2000)

Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme / Propriété et capital (1) - Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste» - Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920) - L'opportunisme international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921) - Les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) / Notes de lecture - «Aufheben» - Marc Laverne et le Courant Communiste International - «(Dis)continuité»

No 98 (mars 2003)

Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme / Propriété et capital (2) - V La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain / Histoire de la Gauche Communiste. les premiers pas du Parti Communiste d'Italie / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste»: - La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail («Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) - Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) - La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) - L'usage de la violence («Il Comunista»n° 7 - 24/12/1921) / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2) / En défense de l'incendiare du reichstag. - Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) / Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne / Notes de lecture: - «Marxist» n°5 (2004) - «L'Internationaliste»

No 99 (juin 2006)

L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion anti-prolétarienne réactionnaire / Ce qui distingue notre parti / Matériaux pour un bilan des crises du parti. En mémoire de Bruno Maffi. La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personnalistes toujours renaissantes / Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale» / Propriété et capital (3). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain. VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine des immeubles et des terrains / Note sur le problème de la construction en Italie / Thèses relatives aux chapitres I - VI / Notes de lecture: - David Riazanov: Marx et Engels - Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste - D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

No 100 (décembre 2009)

Le parti de classe prolétarien face à la crise économique actuelle du capitalisme mondial / Histoire de la Gauche communiste oLa scission en Italie et le mouvement communiste international o Le VKPD devant la scission de Livourne o La réplique de la «Gauche italienne» / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (3) / Propriété et capital (4). Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain / Notes de lecture: o Les débuts du communisme en Turquie. Enternasyonalist Komunist Sol (International Communist Current): «Left Wing of the Turkish Communist Party: 1920-1927» o Michel Naumann: « M.N. Roy (1887-1954) - Un révolutionnaire indien et la question de l'universel » o A propos de Riazanov. Précisions / Thèses supplémentaires sur la question nationale et coloniale adoptées au Second Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920)

AUX EDITIONS PROGRAMME (EXTRAITS)

Pour connaître toutes les publications du parti à une époque ou à une autre de son existence, nous conseillons nos lecteurs de se reporter sur notre site internet **www.pcint .org**. Dans la page «Catalogue publications», se trouvent les publications dans toutes les langues.

E**N FRANCAIS**

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1.. Communisme et fascisme (Edition 2001) 8€
2.. Parti et classe 4€
3.. Les Fondements du communisme révolutionnaire. (Nouvelle édition) 3€
4.. Elémentsd'orientation marxiste épuisé
5..«La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») 2€
6.. Force, violence, dictature dans la lutte de classe *épuisé*
7..Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 9€
8.. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 6€
9.. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 10€
10.. Elements de l'économie marxiste 10€

Brochures « le prolétaire »

11.. Auschwitz ou le grand alibi (ré-édition 2004, texte de 1960) 1€
16.. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) 1€
17.. De la crise de la société bourgeois à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 1,5€
18.. Vive la lutte des ouvriers polonais!(1982) 1€
19.. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 2€
21..Lénine sur le chemin de la révolution (ré-édition 2004 -Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) 1,5€
22.. Marxisme et science bourgeoise (2002) 1,5€
23.. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999) 1,5€
24.. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe (ré-édition 2002) 1,5€
25.. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) 1,5€
26..«Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) 1,5€
27.. Algérie: seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère en abattant le capitalisme (oct. 2001) 1,5€
29.. Le C.C.I. : à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001)2€
30.. Le marxisme et la question palestinienne (août 2004) 4€
31.. La laïcité, un principe bourgeois (mars 2005) 2€
32.. La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (2009) 2€
33.. Invariance du marxisme (2011) 2€
34.. La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit (20011) 2€

«le prolétaire»

Sommaire des derniers numéros

N° 499 (Mars-Avril 2011):

• • • Tremblement de terre au Japon: Les responsabilités criminelles du capitalisme dans la catastrophe • • • A bas l'intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire ! • • • Le cannibalisme du régime de Tripoli montre le vrai visage d'un régime prétendument socialiste, mais soutenu par les impérialismes européens ! • • • L'impérialisme français et la Tunisie • • • Quelques données économiques sur la Libye • • • Non à l'intervention militaire impérialiste en libye ! • • • Karl Marx: Les luttes de classes en France (fin) • • • Egypte: Moubarak est tombé, le régime capitaliste et l'Etat bourgeois restent • • • Élections canadiennes : à bas le cirque électoral, vive la lutte prolétarienne!

N° 498 (Nov.-Déc. 2010 / Janv.Févr. 2011):

• • • Egypte, Tunisie, Algérie... Les mobilisations de masse peuvent faire tomber les gouvernements, mais la domination capitaliste ne sera menacée que par la lutte de classe prolétarienne, indépendante et internationaliste • • • Côte d'Ivoire. Gbagbo, Ouattara et l'impérialisme français sont des ennemis des masses et des prolétaires ivoiriens • • • Karl Marx. Les luttes de classes en France (1) • • • Solidarité avec la révolte des jeunes et des prolétaires d'Algérie ! • • • Vive la révolte de la jeunesse prolétarienne de Tunisie et d'Algérie • • • L'Egypte en flammes • • • Sahara Occidental: Massacre à Gdaim Isikpor • • • Espagne: La réquisition des contrôleurs aériens montre ce que la bourgeoisie réserve aux prolétaires en lutte • • • Italie: Victoire du référendum patronal chez FIAT • • • Luttes étudiantes en Grèce, Grande-Bretagne, Italie. L'avenir ne réside pas dans la garantie d'une culture universitaire, mais dans le combat pour renverser le capitalisme et le pouvoir politique bourgeois

N° 497 (Juil.-Août-Sept.-Oct. 2010):

• • • Le capitalisme mondial au tournant de la crise (2) • • • Le collaborationnisme politique et syndical en action pour empêcher la défense des retraites • • • Amadeo Bordiga. Les buts des communistes • • • La grande crise • • • Seule la lutte de classe anticapitaliste peut faire échec à l'attaque contre les retraites ! • • • Les mesures anti-ouvrières du gouvernement socialiste espagnol • • • Martin Axelrad • • • La Russie brûle • • • Le gouvernement accroît la répression et attise le racisme les travailleurs doivent répondre par la solidarité et la lutte de classe !

N° 496 (Avril-Mai-Juin 2010):

• • • Le capitalisme promet des «années de souffrance» aux prolétaires • • • A bas le terrorisme d'Etat israélien, soutenu par le capitalisme mondial! • • • Les difficultés de la démocratie au miroir des élections régionales • • • Karl marx: dette publique et bancocratie • • • Coopération militaire franco-israélienne • • • Grèce : des larmes et du sang pour les prolétaires. Voilà la recette de toutes les bourgeoisies du monde contre la crise ! • • • Grèce: Le KKE contre la lutte de classe • • • Pour un premier mai prolétarien et communiste! • • • Courrier des lecteurs: A propos de la société communiste • • • Sans-Papiers: les syndicats négocient, la police expulse! • • • La psychiatrie dans la tenaille des impératifs capitalistes • • • Le collaborationnisme syndical et politique à la retraite!

le prolétaire
organe du parti communiste international
Tremblement de terre au Japon:
Les responsabilités criminelles
du capitalisme dans la catastrophe
A bas l'intervention impérialiste française en Côte d'Ivoire !
Le cannibalisme du régime de Tripoli montre le vrai visage d'un régime prétendument socialiste, mais soutenu par les impérialismes européens !

Prix au n°: 1€; £1; 3FS., 1DZD, 1TND, 1MAD, 500 CFA. Abonnement annuel: 7,5 €; £ 10; 30FS. Abonnement de soutien: 15 €; £ 20; 60FS.

Il Partito comunista Internazionale nel solco delle battaglie di classe della Sinistra Comunista e nel tormentato cammino della formazione del partito di classe (I)

(...) Il testo che qui pubblichiamo fa parte di un lavoro iniziato qualche tempo dopo la crisi scoppiata nel nostro partito di ieri (1) negli anni 1982-84 e nel corso del bilancio delle crisi che colpirono il partito nella sua storia trentennale, dalla sua costituzione nel dopoguerra in poi. Si cerca qui di tracciare una breve storia del Partito Comunista Internazionale, nato formalmente nel 1952 dalla scissione avvenuta nel movimento politico organizzato intorno al giornale «Battaglia Comunista» come Partito Comunista Internazionalista.

Questo lavoro non può essere apprezzato se non in stretta correlazione con la *Storia della Sinistra Comunista*, la cui stesura fu possibile solo attraverso un lungo lavoro di partito che iniziò nelle riunioni generali degli anni Sessanta del secolo scorso, costantemente pubblicate nell'arco di un ventennio nel giornale di partito «Il Programma Comunista»; fino al 1969 presente e attivo il compagno Amadeo Bordiga e, negli anni successivi, presente e attivo il compagno Bruno Maffi che si prese il compito di portarlo avanti.

Nel marzo 1964 esce, a cura del partito, il primo volume della *Storia della Sinistra Comunista*, col quale viene tracciato il percorso storico della corrente della Sinistra Comunista d'Italia all'interno del movimento proletario rivoluzionario mondiale. Questo lavoro di partito non avrebbe avuto alcun senso se non fosse stato impostato in questo modo: la formazione e lo sviluppo di una Sinistra Comunista rivoluzionaria in Italia furono inseparabili dal movimento proletario e comunista europeo e mondiale. Nello sviluppo del movimento politico in Italia, la corrente del comunismo rivoluzionario (anche se per alcuni decenni il punto di riferimento è stato il Partito *socialista*, come in molti altri paesi europei) si è sviluppata attraverso stadi diversi di maturazione, ma indissolubilmente legati ad una traiettoria storica caratterizzata dalla più **stretta** e **intransigente coerenza** con il marxismo. E tale intransigenza, per noi fondamentale e indispensabile per la formazione del partito comunista rivoluzionario di ieri come di domani, ha attraversato tutte le fasi dello sviluppo del movimento proletario e comunista internazionale, in particolare nella formazione della Prima Internazionale con Marx ed Engels e della Seconda vivo ancora Engels, nella formazione del Partito Comunista bolscevico in Russia con Lenin e nella formazione del Partito Comunista d'Italia con Bordiga, come nella formazione della Terza Internazionale, l'Internazionale Comunista, sulla spinta del Partito Bolscevico vittorioso nella rivoluzione d'Ottobre e nella vittoriosa e ferrea dittatura proletaria in Russia. (...)

- INDICE -

• Introduzione
1. Nascita della corrente della sinistra marxista in Italia
2. Il Partito Comunista d'Italia sezione dell'Internazionale Comunista
3. La sinistra comunista sulla linea del marxismo intransigente
4. 1926: Punto d'arrivo e punto di partenza nella tormentata genesi del Partito Mondiale di classe del proletariato
5. La questione del fascismo
6. La Frazione di sinistra all'estero
7. La Frazione di sinistra e Trotsky
8. La Spagna, la Frazione e Trotsky
9. La Germania, la Frazione e Trotsky
10. La polemica sulla rinascita del Partito di classe
11. Verso la seconda guerra imperialista mondiale
12. La Frazione e i moti anticoloniali
13. 1936-1939: fronti popolari, guerra di Spagna, anticipazione della seconda guerra **mondiale**
14. Il secondo macello imperialistico mondiale e l'opportunismo stalinista
15. Bilanci dinamici e lezioni della storia
16. Il lungo lavoro collettivo di restaurazione teorica, base della ricostituzione del Partito:
- Il ruolo del partito di classe - Le rivoluzioni multiple - La rivoluzione anticapitalista occidentale - Partito e terreno sindacale - La «questione russa»

17. Intermezzo
18. «Questione russa», chiave di volta nell'opera di restaurazione teorica
19. La scissione del 1952:
- Russia e «capitalismo di stato» - La «questione sindacale» - Sulla questione nazionale e coloniale - La questione organizzativa e la questione del partito - La forma contro il contenuto

20. «Il programma comunista», embrione e sviluppo del Partito di classe:
- Lezioni delle controrivoluzioni (1951) - Dialogato con Stalin (1952) - Fattori di razza e nazionale nella teoria marxista (1953) - Vulcano della produzione o palude del mercato? Economia marxista ed economia controrivoluzioanria (1954) - Dialogato coi Morti (1956) - Struttura economica e sociale della Russia d'oggi (1955-1957) - I fondamenti del comunismo rivoluzionario marxista nella dottrina e nella storia della lotta proletaria internazionale (1957) - Traiettoria e catastrofe della forma capitalistica nella classica monolitica costruzione teorica del marxismo (1957) - Il corso del capitalismo mondiale nella esperienza storica e nella dottrina di Marx (1957-1959) - Peculiarità dell'evoluzione storica cinese (1957) - Le lotte di classi e Stati nel mondo dei popoli non bianchi, storico campo vitale per la critica rivoluzionaria marxista (1958) - Il programma rivoluzionario della società comunista elimina ogni forma di proprietà del suolo, degli impianti di produzione e dei prodotti del lavoro (1958) - Contenuto del programma comunista è l'annullamento della persona singolacome soggetto economico, titolare di diritti e attore della storia unama (1958) - Successione storica delle forme di produzione (1960) - L'«estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati (1960) - Storia della Sinistra comunista (1960 -) - La questione militare (1961-1966) - La questione cinese tra «revisionismo jugoslavo», «estremismo cinese» e conflitto russo-cinese (1958-1965) - Punti fermi di azione sindacale (1962)

21. Impazienza attivistica e «organizzazione processo», errori ricorrenti:
- Considerazioni sull'organica attività del partito quando la situazione generale è storicamente sfavorevole (1964) - Le Tesi sulla questione di organizzazione (Napoli e Milano) (1965-1966)

22. Il partito da «internazionalista» a «internazionale»:
- 1963: il «Groupe Programme Communiste» si scioglie e nasce la sezione francese del «Partito Comunista Internazionalista - programma comunista»
- La «rivoluzione algerina» - Potenzialità rivoluzionarie del Congo
- La «rivoluzione cubana»

23. Ribattendo i chiodi sulla questione del partito

Questo opuscolo è unicamente disponibile sul nostro sito internet, in formato pdf.
www.pcint.org
(Edizioni «il comunista» - 2010 / opuscolo A4, 192 pagine)

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1.Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2.Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3.Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4.L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5.Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6.Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7.Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8.Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9.Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10.L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.